

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

LA VIE CHÈRE ET L'INFLATIONNISME

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

en Mai, 1921

PAR

RENÉ CUVILLIER

né à Lyon, le 16 Février 1890



LYON

ANCIENS ÉTABLISSEMENTS LEGENDRE

14, rue Bellacordière, 14

1921

LA VIE CHÈRE ET L'INFLATIONNISME

A MA GRAND'MÈRE.

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

LA VIE CHÈRE ET L'INFLATIONNISME

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

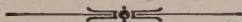
en Mai 1921



PAR

RENÉ CUVILLIER

né à Lyon, le 16 Février 1890



LYON

ANCIENS ÉTABLISSEMENTS LEGENDRE

14, rue Bellecordière, 14

—
1921

UNIVERSITE DE LYON

FACULTÉ DE DROIT

- MM. JOSSERAND, , I. , doyen, professeur de Droit civil.
HUVELIN, I. , assesseur du doyen, professeur de Droit romain.
GARRAUD, , I. , correspondant de l'Institut, professeur de Droit criminel.
APPLETON (Charles), , I. , professeur de Droit romain.
PIC (Paul), , I. , professeur de Droit international public.
APPLETON (Jean), , I. , , professeur de Droit administratif.
LAMBERT, I. , professeur d'Histoire générale du Droit français.
BOUVIER, I. , professeur de Science financière et de Législation française des finances.
LAMEIRE, I. , professeur d'Histoire du Droit public et de Droit administratif.
LÉVY, , I. , professeur de Droit civil.
GONNARD, I. , , professeur d'Histoire des Doctrines économiques et d'Economie politique.
BOUVIER-BANGILLON, I. , professeur de Procédure civile.
PICARD, I. , professeur de Droit civil.
ANTONELLI, , I. , , professeur d'Economie politique.
COHENDEY (Georges), professeur agrégé, chargé du cours de Droit commercial.
PERROUD, professeur agrégé, chargé du cours de Procédure civile.
BECQ (J.), I. , secrétaire.

MEMBRES DU JURY

- MM. GONNARD, Président.
BOUVIER, } Assesseurs.
LAMEIRE, }

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

Rubrique quotidienne des journaux ! Eternel sujet de conversations ! Leit-motiv de toutes les doléances ! Refrain de toutes les revendications ! La vie chère ! Sans cesse ces trois mots résonnent à nos oreilles, à tout instant, ils s'étalent désespérément sous nos yeux ! Pourquoi les inscrire encore en tête de cette étude ? N'a-t-on pas tout dit, tout écrit sur ce nouveau fléau qui sévit depuis quatre ans avec tant de rigueur et impose, à chaque instant, sa brutale réalité à notre esprit et à notre bourse ?

Depuis l'humble ménagère, exhalant sa colère et son indignation au retour du marché, jusqu'au plus éminent économiste, étudiant les faits actuels à la lumière de la science et de l'histoire, sans parler des publicistes inspirés dont les grands quotidiens nous révèlent parfois les découvertes surannées et les conceptions délirantes ; qui n'a, déjà maintes fois, émis son opinion, soutenu sa théorie sur la hausse

des prix, qui ne s'est avisé d'un moyen ingénieux de nous en délivrer ?

Des flots d'encre ont été répandus, et certes ! ce ne sont pas les explications qui ont manqué : rarefaction ou destruction des stocks, difficulté ou impossibilité de les remplacer, crise des transports, hausse du fret, accaparement, spéculation, taxation, protectionnisme, étatismes, législation ouvrière, journée de huit heures, intermédiaires, goût croissant du luxe..., le mal dont nous souffrons a été attribué à des causes innombrables, mais il ne semble pas qu'on ait pu arriver à se mettre d'accord sur l'importance respective de ces différents facteurs de la vie chère. Il en est un notamment dont l'influence a été particulièrement discutée, c'est l'accroissement considérable de notre circulation fiduciaire, c'est l'abus des émissions de papier-monnaie, ou, comme disent les économistes, *l'inflationnisme*.

En juillet 1914, le montant des billets émis par la Banque de France ne dépassait pas 6.683 millions ; à l'heure actuelle, il s'élève à 39 milliards ; dans quelle mesure cette formidable augmentation de notre stock monétaire a-t-elle influé sur la hausse des prix ? C'est la vieille question de la théorie quantitative de la monnaie qui se trouve posée. Cette théorie, si fameuse en économie politique, doit son nom au rapport qu'elle établit entre la quantité de monnaie en circulation et le niveau des prix. On peut la formuler de la façon suivante :

« Toutes choses égales d'ailleurs, la valeur de la monnaie varie en raison inverse de sa quantité ».

Or, qu'est-ce que le prix d'un objet, sinon le nombre de pièces de monnaie ou de billets de banque qu'il faut donner pour l'acquérir ? Dès lors toute variation dans la valeur de la monnaie doit entraîner une variation inversement proportionnelle dans les prix. Si la monnaie vaut moins, il faut en donner davantage, et les prix montent ; si elle vaut plus, il faut en donner moins et les prix baissent.

La hausse et la baisse des prix sont expliquées ainsi par la diminution ou l'augmentation de la valeur de la monnaie, résultant elle-même de l'augmentation ou de la diminution de sa quantité.

Il ne s'agit là, en somme, que d'un corollaire de la loi de l'offre et de la demande.

Lorsque la théorie quantitative a été énoncée, il n'était encore question que de monnaie métallique ; à l'heure actuelle, au contraire, c'est à la monnaie fiduciaire qu'il faut en vérifier l'application, puisque le billet à cours forcé remplace pour nous l'or et l'argent enfouis dans les caves des banques ou dans les cachettes des thésauriseurs et « comme rentrés dans leurs mines », selon la spirituelle expression de M. Gide.

La théorie quantitative, comme beaucoup d'autres d'ailleurs, après avoir joui durant plusieurs siècles d'une autorité absolue, finit par se heurter à de vives critiques. A l'heure actuelle, vigoureusement battue en brèche par nombre d'économistes, elle est presque unanimement rejetée par tous les gens d'affaires. Elle conserve néanmoins de fervents défenseurs qui trouvent en sa faveur de sérieux

arguments dans toute notre histoire économique et voient, dans les faits actuels, une nouvelle et éclatante confirmation de son exactitude.

La question est donc vivement débattue; elle nourrit de nombreuses controverses.

Mais il ne s'agit pas là seulement d'une discussion d'école. Pour remédier à un mal, la première condition n'est-elle pas en effet d'en connaître l'origine ?

Sans doute, comme l'a fort bien dit M. Hector Denis (1), « c'est se faire illusion que de rattacher à une cause unique les perturbations qui affectent l'ordre économique », et nul ne saurait prétendre que la cherté de la vie provienne uniquement de la surabondance de notre monnaie fiduciaire. Mais si nous pouvions acquérir la certitude que, sans être la seule cause de l'ascension des prix, l'inflation en est tout au moins une des causes principales (sinon la principale), ne serions-nous pas désormais en mesure de découvrir les véritables moyens d'abrégier la durée de la crise que nous traversons et de hâter le retour des « temps meilleurs » ?

Ainsi donc la question de l'influence de l'inflation fiduciaire sur la hausse générale des prix offre à la fois un intérêt théorique et pratique; c'est plus qu'il n'en faut pour nous engager à en entreprendre l'étude.

Puisque, selon la formule classique, l'histoire n'est

(1) *La dépression économique et sociale*, 1895, p. 6.

qu'un perpétuel recommencement, nous jetterons un coup d'œil sur le passé pour voir s'il ne s'est pas déjà produit autrefois des crises analogues à celle dont nous souffrons aujourd'hui et si les explications qui en ont été données ne peuvent pas nous guider dans la recherche des causes de nos maux actuels.

Nous aurons à rappeler le renchérissement général constaté en Europe à la suite de la découverte de l'Amérique, à la fin du XV^e siècle, et de la mise en exploitation des mines de Californie et d'Australie, au milieu du XIX^e ; c'est-à-dire aux époques des grands afflux de métaux précieux.

Puis, après avoir constaté les effets d'une brusque augmentation du stock de monnaie métallique, nous examinerons les conséquences d'un important accroissement de la circulation fiduciaire. A cet égard, l'histoire du papier-monnaie, en Amérique, pendant la guerre de l'Indépendance et pendant la guerre de Sécession ; en France, au temps des assignats, nous fournira des renseignements particulièrement caractéristiques.

Forts de l'expérience des siècles passés, nous étudierons alors la situation actuelle.

Nous essaierons de déterminer l'amplitude de la hausse en comparant les prix de 1920 aux prix de 1914.

Quand nous connaîtrons toute l'étendue, toute l'a-cuité de la crise, nous nous efforcerons d'en découvrir les véritables causes, et nous rechercherons les rapports qui peuvent exister entre les émissions excessives de billets de banques et l'ascension des prix.

Enfin, si nous sommes amenés à conclure que la

hausse est due pour la plus large part à l'accroissement exagéré de la circulation fiduciaire, nous examinerons les conditions dans lesquelles pourra s'opérer la déflation susceptible de soulever la bonne, la véritable « vague de baisse » ; celle qui ne risquera pas d'aller lamentablement expirer sur quelque rivage inconnu.

I^{re} PARTIE

La Vie Chère dans le Passé

PREMIÈRE PARTIE

LA VIE CHÈRE DANS LE PASSÉ

LES AFFLUX DE MÉTAUX PRÉCIEUX ET LA HAUSSE GÉNÉRALE DES PRIX

LA VIE CHÈRE AU XVI^e SIÈCLE

Si le souvenir des maux passés pouvait atténuer l'amertume des épreuves actuelles, l'histoire économique du XVI^e siècle nous fournirait, dans notre infortune, d'abondantes consolations. Les plaintes que nous entendons proférer aujourd'hui retentissaient déjà à cette époque, car, en quelques années, les prix de toutes les marchandises — les plus communes comme les plus rares — avaient subi une hausse comparable à celle que nous déplorons en ce moment.

Ce renchérissement prodigieux qui atteignait la proportion de 4 à 500 pour 100 paraissait d'autant plus exaspérant qu'on en ignorait généralement la véritable cause.

Au début du règne de Charles IX, en 1560, la situation s'était aggravée au point que les doléances faisaient place aux menaces. On redoutait des émeutes

et le roi, alarmé, prescrivait des enquêtes. Tandis que le peuple s'agitait, accusait les marchands et criait à l'accaparement, les spécialistes des questions monétaires s'efforçaient de découvrir l'origine de la crise. C'était la question du jour ; le sujet de nombreuses et vives controverses.

En 1566, Monsieur de Malestroît, Conseiller du roi et Maître des Comptes pour le fait des Monnaies, intervint dans le débat et y prit une position originale. Dans un opuscule publié sous le nom de « Paradoxes », il prétendit démontrer que la hausse des prix était illusoire, purement nominale ; qu'elle résultait uniquement de la diminution du poids de métal fin contenu dans les pièces de monnaie. A l'entendre, on ne donnait pas une plus grande quantité d'or ou d'argent, mais un plus grand nombre de pièces. Si l'évaluation avait été faite en poids, on n'aurait constaté aucun renchérissement depuis trois siècles.

Cette affirmation était en contradiction avec les faits. Bodin, un des grands écrivains de l'époque, entreprit de la réfuter et de lui substituer sa propre explication. Sa « Réponse aux Paradoxes de Monsieur de Malestroît » nous fournit de nombreux et curieux détails sur cette fameuse crise comparable à certains égards à celle que nous subissons actuellement, bien qu'il ne s'agisse plus, hélas ! d'une surabondance de métaux précieux et qu'en un vil papier « l'or pur » se soit « changé ».

Malestroît prétendait que le renchérissement dont se plaignaient ses contemporains était purement nominal, Bodin va prouver qu'il est bien réel et que l'a-

vilissement des monnaies ne suffit pas à l'expliquer.

Tout d'abord il cherche à déterminer l'amplitude de la hausse, à l'aide des documents les plus variés.

« Le cadastre de Toulouse » lui apprend que « les vins et blés coûtent 20 fois plus qu'ils ne faisaient il y a cent ans ». Les registres du Châtelet lui permettent de constater « que le muid de blé de rente, mesure de Paris, qui ne coûtait que 120 livres, l'an 1524, valait en 1530, 144 livres ».

Les coutumes de France, d'Anjou, d'Auvergne, du Bourbonnais, de la Marche et de la Champagne lui révèlent que les fourrages, le bétail, les volailles « ont enrichi dix fois autant pour le moins depuis 60 ans, en quelque monnaie qu'on prenne » et que les salaires des journaliers — hommes et femmes — ont subi une hausse correspondante.

Mais le renchérissement lui paraît encore plus clairement démontré par « le prix des terres qui ne peuvent croître ni diminuer, ni être altérées de leur bonté naturelle, pourvu qu'on ne les mocque point ».

« Or, nous voyons, dit-il, que depuis cinquante ans, le prix de la terre a crû, non pas du double, mais du triple; tellement que l'arpent de la meilleure labourable au plat pays, qui ne coûtait anciennement que dix ou douze écus, la vigne, trente, se vend aujourd'hui le double, voire le triple d'écus pesant un dixième moins qu'ils pesaient, il y a 300 ans. »

Depuis un demi-siècle, la hausse a donc atteint des proportions considérables; « l'amenuisement » des monnaies invoqué par Malestroït, est loin de correspondre à un semblable enchérissement. C'est

ainsi, par exemple, que l'écu vieil (monnaie d'or) ne valait intrinsèquement que $1/8^o$ de plus que l'écu sol de 1568. Il en est de même pour les autres pièces de monnaie que Bodin passe successivement en revue. Leur avilissement est très inférieur à l'ascension des prix.

La thèse de Malestroit doit donc être rejetée. Mais comment expliquer alors la hausse générale ?

Pour Bodin, la principale cause qui enchérit toutes choses, en quelque lieu que ce soit, c'est l'abondance de ce qui donne estimation et prix aux choses ; c'est-à-dire la monnaie.

L'histoire nous en fournit de nombreuses preuves : « Plutarque et Pline témoignent, qu'après la conquête de Macédoine, sous le roi de Perse, le Capitaine Paul-Emile apporta tant d'or et d'argent en Rome que le peuple fut affranchi de payer tailles et le prix des terres en la Romagne haussa des deux tiers en un moment. Et Suétone dit que l'Empereur Auguste apporta tant de richesses d'Egypte que l'usure diminua et le prix des terres fut plus cher de beaucoup qu'il n'était auparavant. Ce n'était donc pas la disette des terres qui ne peuvent croître, ni diminuer, ni le monopole qui ne peut avoir lieu en pareil cas ; *mais c'est l'abondance d'or et d'argent qui cause le mépris d'iceluy et la cherté des choses prisées.* »

Voilà donc la théorie quantitative nettement formulée !

Puisque c'est la monnaie « qui donne estimation et prix aux choses », si sa valeur vient à diminuer, les commerçants en exigeront une plus grande quan-

tité en échange de leurs marchandises, et les prix monteront.

Si l'unité de mesure se réduit, la quantité mesurée restant identique à elle-même, l'unité de mesure sera forcément contenue un plus grand nombre de fois dans la quantité mesurée. Selon qu'il s'agira de dimension, de poids, de prix, les objets paraîtront plus grands, plus lourds, plus chers.

Ainsi donc, c'est l'afflux des métaux précieux qui, en amenant la dépréciation de la monnaie, a provoqué la hausse des prix, dont on se plaint en France.

La preuve en est qu'en Espagne et en Italie, où l'or et l'argent sont encore plus abondants, le renchérissement a été encore beaucoup plus important.

Et qu'on ne cherche pas à nier l'accroissement considérable du stock monétaire de la France ; les faits historiques sont là pour le prouver.

« Le roi Jean ne put onques trouver 60.000 francs à crédit en son extrême nécessité et depuis la journée de Poitiers qu'il fut prisonnier huit ans des Anglais, ni ses enfants, ni ses amis, ni son peuple, ni lui-même qui vint en personne ne put trouver sa rançon et fut contraint de s'en retourner en Angleterre, en attendant qu'on lui ferait argent. »

« Saint Louis fut en même peine, étant prisonnier en Egypte. Le peuple français qui aimait plus que jamais « un tel roi qui n'eut onques son pareil », ne put trouver que très difficilement les 200.000 besants d'or nécessaires à sa rançon.

On lit également dans les vieilles histoires, que, « faute d'argent, on fit monnaie de cuir qui montre

bien l'extrême nécessité d'or et d'argent qui était lors en France ».

Or, déclare Bodin : « Si nous venons à notre âge, nous voyons, qu'en 6 mois, le roi a trouvé à Paris, sans aller plus loin, plus de trois millions quatre cent mille livres, hors les deniers des offices qui furent aussi trouvés en Paris, outre les deniers des aides et du domaine ».

Autre exemple : « Les filles du roi Henri ont eu chacune quatre cent mille écus en mariage, alors que Renée, fille de François, n'en avait reçu que cent mille ».

La monnaie, très rare autrefois, est donc maintenant extrêmement abondante.

Mais d'où vient cet afflux d'espèces métalliques, après la disette des siècles passés ?

Il faut en chercher l'origine dans l'extension de notre commerce extérieur qui nous a permis de drainer à notre profit l'or et l'argent de nos voisins.

Les peuples qui possèdent des mines ou qui exploitent les richesses des nouveaux continents sont tributaires de la France pour une grande quantité de produits indispensables qu'ils obtiennent en échange de leurs métaux précieux.

« L'Espagnol qui ne tient vie que de France étant contraint par force inévitable de prendre ici les blés, les toiles, les draps..., va chercher au bout du monde l'or et l'argent et les épices. D'un autre côté, l'Anglais, l'Ecossois et tout le peuple de Norvège, Suède, Danemark et de la Côte Baltique, qui ont une infinité de minières, vont fouir les métaux aux cen-

tres de la terre pour acheter nos vins et surtout notre sel ».

A signaler encore, comme autre cause de cet afflux de monnaie, l'appât des placements exceptionnellement lucratifs que nous offrons aux étrangers.

« La banque de Lyon ouverte par le roi François 1^{er} commença à prendre l'argent à 8 %, puis à 10, à 16 et jusqu'à 20 %. Si bien que « les Florentins, Lucquois, Genevois, Suisses, Allemands, affriandés de la grandeur du profit, apportèrent une infinité d'or et d'argent en France. »

« Par même moyen, les rentes constituées sur la ville de Paris qui montent à 3.500.000 livres tous les ans ont alléché l'étranger qui a porté ici ses deniers pour y faire profit. »

En quelques années le stock monétaire de la France s'est donc considérablement accru ; et c'est cette abondance d'or et d'argent qui « en a causé le mépris » ; d'où la hausse des prix, conséquence fatale de cette dépréciation.

Étayé sur de nombreux faits, le raisonnement de Bodin est logique et ses conclusions paraissent irréfutables.

Aussi sa thèse fut-elle généralement admise et eut-elle, à cette époque, la force d'un axiome.

En réalité, Oresme et Copernic avaient déjà remarqué l'influence exercée par la masse monétaire sur le niveau des prix : mais c'est dans la « Réponse aux Paradoxes » que l'on voit la première démonstration du renchérissement causé par l'accroissement du stock monétaire, et c'est donc bien à Bodin que

revient l'honneur d'avoir mis en lumière le principe de cette fameuse théorie quantitative qui devait avoir, par la suite, une si brillante destinée.

LA THÉORIE QUANTITATIVE APRÈS BODIN

Bodin avait montré l'influence de la masse monétaire sur le niveau des prix. Cette idée devait être reprise par un grand nombre d'écrivains — économistes ou philosophes — mais, chemin faisant, la théorie quantitative s'est enrichie d'éléments nouveaux et a revêtu une forme plus précise et plus scientifique.

Vingt ans après la « Réponse aux Paradoxes », l'italien Davanzati en donne une interprétation étroite et rigoureuse :

« Per accorde delle genti », déclare-t-il, dans ses « *Leçons sur la Monnaie* » (1), tout l'or mis en œuvre, « en y ajoutant, si l'on veut, l'argent et le cuivre; « représentent juste ce qu'il faut aux hommes pour « acheter ce dont ils peuvent avoir envie ou besoin ». Ce qui revient à dire que le stock de monnaie se répartit exactement et uniformément sur le stock de marchandises, si bien qu'il ne peut augmenter ou diminuer sans que la quantité de monnaie correspondant à chaque marchandise subisse une augmentation ou une diminution proportionnelle qui se traduira par une hausse ou une baisse des prix.

(1) DAVANZATI-LEZIONE DELLE MONETE dans *Scrittori classici italiani di Economia politica - Parte antica*. T. II. p. 35.

C'est la théorie quantitative sous sa forme la plus stricte.

Au XVII^e siècle, Emeric de Lacroix (1), Montchrestien (2), Locke (3), Mun (4) et Petty (5) adoptent la même opinion. Ils laissent encore dans l'ombre plusieurs éléments du problème. Il faut arriver à Cantillon pour en trouver une analyse plus approfondie.

L'auteur de l'*Essai sur la Nature du Commerce* (6), souligne l'importance d'un facteur jusqu'alors négligé : la plus ou moins grande vitesse de circulation de la monnaie qui équivaut en définitive à une augmentation ou à une diminution de sa quantité.

De même en effet qu'une voiture trois fois plus rapide fait le service de trois voitures, une pièce de monnaie servant à trois fois plus d'échanges équivaut à trois pièces.

Or, il est évident qu'une foule de causes peuvent influencer sur la rapidité de circulation de l'argent.

Une pièce peut passer de mains en mains et effec-

(1) EMERIC DE LACROIX. *Le Nouveau Cynée*, p. 189 et suivantes.

(2) MONTCHRESTIEN. *Traité de l'Economie Politique*, édition Funck-Brentano. p. 257.

(3) LOCKE. *Some considerations or briefe examination*, 3^e dialogue, édit. Miss Lamond, p. 187.

(4) MUN. *England's Treasure*, ch. IV. § 3 (édit. Macmillan, p. 22-24).

(5) PETTY. *Treatise of Taxes*, ch. V. § § 9 et suivants (édition Hull. I, p. 49 et suivantes).

(6) CANTILLON. *Essai sur la nature du Commerce en général*, chap. VI-X, édit. 1755, p. 211 et suivantes.

tuer de nombreux cycles d'opérations dans un très court délai. Il en est ainsi dans les villes où la même pièce peut, en une seule journée, changer maintes fois de propriétaire. Parfois au contraire les billets de banque ou les espèces métalliques sont immobilisés durant un laps de temps plus ou moins long en attendant leur emploi, ou même enfouis, pendant plusieurs années dans les cachettes des thésauriseurs.

La hausse des prix ne sera donc pas toujours strictement proportionnelle à l'accroissement du stock monétaire.

De même la monnaie ne parvient pas avec la même rapidité dans tous les canaux de la circulation, et le renchérissement ne se produit donc pas obligatoirement au même moment et dans les mêmes conditions pour toutes les marchandises.

Mais si l'on comprend aisément que, dans l'ensemble, un accroissement du stock monétaire aboutisse à une hausse générale des prix, on peut se demander quel est le mécanisme de ce renchérissement.

Cantillon l'explique par la loi de l'offre et de la demande.

Les détenteurs de métaux précieux (propriétaires de mines ou commerçants en rapport avec les pays où elles ont été découvertes) s'étant rapidement enrichis, augmentent leurs dépenses et font ainsi la fortune de leurs fournisseurs qui, pouvant à leur tour vivre plus largement, multiplient leurs achats et permettent à d'autres négociants d'accroître leurs recettes; et c'est ainsi que, par suite d'une augmen-

tation de la consommation générale, les prix de toutes les marchandises s'élèvent de proche en proche.

La théorie quantitative, ainsi complétée par Cantillon, devait être encore après lui l'objet de nombreuses études.

Les économistes modernes se sont particulièrement attachés à mettre en relief les éléments susceptibles de contrebalancer l'influence d'un afflux de numéraire ; notamment l'accroissement du mouvement des échanges.

Il est bien évident en effet que le stock monétaire aura beau augmenter, si la quantité de marchandises créées et le nombre de transactions effectuées s'accroissent dans des proportions plus considérables encore, ce n'est pas une hausse, mais une baisse générale que l'on constatera infailliblement.

Il faut également tenir compte de la consommation industrielle des métaux précieux. La monnaie n'absorbe qu'une partie plus ou moins forte de l'or et de l'argent extraits annuellement.

Les anciens économistes n'ont pu méconnaître le rôle de ces facteurs, mais ils ne les ont pourtant pas clairement mentionnés.

Enfin, on ne doit pas oublier que l'effet d'un afflux de numéraire sera d'autant moins sensible que le stock monétaire, dont il viendra grossir le volume, est déjà plus considérable.

Par stock monétaire, il faut naturellement entendre non seulement les espèces métalliques, mais encore les billets de banque dont l'émission équivaut à une

véritable création de monnaie, pour toute la quantité excédant le montant des pièces d'or et d'argent affectées à leur garantie.

Mais ce n'est pas tout. Si l'on veut apprécier exactement l'influence exercée sur le niveau des prix, par un accroissement de la circulation monétaire, il est nécessaire de tenir compte du degré de perfectionnement des modes de crédit, comme le chèque et la compensation, qui se substituent à la monnaie, et permettent d'effectuer, sans son intermédiaire, un très grand nombre de transactions.

Ces différents éléments doivent être mentionnés dans la formule de la théorie quantitative qui paraît alors pouvoir être énoncée de la manière suivante :
« En supposant inchangés la vitesse de circulation
« de la monnaie, le développement du crédit et des
« moyens de paiement sans intervention de monnaie,
« ainsi que la masse des échanges à effectuer, une
« variation dans la quantité de monnaie suffisamment
« forte par rapport au stock antérieurement existant
« tendra à produire une variation inverse du pouvoir
« d'achat de la monnaie, c'est-à-dire une variation
« inverse des prix nominaux ! (1)

La théorie quantitative a donc été sensiblement perfectionnée, depuis le XVI^e, mais le principe posé par Bodin n'en subsiste pas moins. Entre temps de nouveaux faits économiques avaient d'ailleurs fourni l'occasion d'en vérifier l'exactitude.

(1) Formule tirée de « *L'Histoire des Doctrines économiques* » de M. DUBOIS Paris 1903.

LES MÉTAUX PRÉCIEUX ET LES PRIX
AU XIX^e SIÈCLE

L'or qui afflua sur le vieux continent, après l'arrivée des galions d'Amérique, comme si le « grand œuvre » des anciens alchimistes avait été soudainement réalisé, n'apporta donc pas une prospérité sans nuages à nos ancêtres du XVI^e siècle.

L'abondance du métal si ardemment convoité — loin de marquer la fin de toutes les misères, comme on l'avait espéré, avec quelque naïveté — eut pour principal effet de provoquer ce prodigieux « renchérissement du prix de toutes choses » qui souleva alors tant de légitimes doléances.

Il faudra arriver jusqu'à ces dernières années pour retrouver un pareil bouleversement dans l'ordre économique, mais si c'est à notre époque qu'était réservé le triste privilège de revoir un enchérissement général comparable à celui dont nous parle Bodin, les prix ont cependant effectué vers le milieu du XIX^e siècle, une ascension assez rapide et assez sensible pour justifier les plaintes du public et attirer l'attention des économistes.

Si bénigne que puisse nous paraître cette crise, si complètement effacée par celle que nous subissons actuellement, il n'est pas sans intérêt d'en évoquer le souvenir et de rappeler l'explication qui en a été donnée, d'autant que nous allons retrouver dans cette hausse l'influence déjà connue d'un afflux

métallique provoquant un accroissement du stock monétaire.

La découverte des mines de Californie en 1848 et de celles d'Australie en 1850, amena une vive recrudescence dans la production des métaux précieux.

Alors que la quantité d'or et d'argent extraite annuellement représentait à peine 440 millions avant 1850, elle atteignit 883,7 millions pendant la période 1851-1855 et dépassa un milliard de 1870 à 1875.

La moyenne annuelle du XVIII^e siècle n'était que de 193 millions et celle de la première moitié du XIX^e siècle, d'environ 227 millions. Pendant les vingt-cinq années écoulées de 1851 à 1875, elle dépasse 930 millions.

En un quart de siècle, la production avait donc quintuplé et quadruplé.

Si l'on en croit la théorie quantitative, un pareil afflux de métaux précieux ne pouvait manquer de provoquer le renchérissement de toutes les marchandises.

Nous allons pouvoir nous renseigner aisément à cet égard, car depuis l'époque où Bodin consultait les registres du Châtelet, les aveux et les coutumes des principales provinces françaises, les moyens d'enquête sur le niveau des prix et par conséquent sur la puissance d'achat de la monnaie se sont considérablement perfectionnés.

Nous avons à notre disposition les tableaux statistiques imaginés, au début du siècle dernier, par l'économiste anglais Newmarch et publiés mainte-

nant dans la plupart des pays, sous le nom d'index-numbers ou, pour parler français, de nombres-indices.

Ces documents devenus classiques sont trop connus pour qu'il soit nécessaire d'en étudier longuement l'origine. Rappelons seulement que pour les établir, on prend le prix moyen d'un certain nombre de marchandises, à une époque déterminée et l'on représente généralement ce prix quel qu'il soit par le chiffre 100. Puis on exprime le taux de chacune des autres années par des nombres proportionnels à ce chiffre et correspondant, par conséquent, au tant pour cent du prix de la période choisie pour base. On voit ainsi par le simple examen du tableau dans quelles proportions les prix ont augmenté ou diminué.

Il est évident que les renseignements ainsi obtenus ne sont pas d'une exactitude absolue. Pour connaître avec toute la précision désirable les variations du pouvoir d'acquisition de la monnaie, d'une période à l'autre, il faudrait en effet noter le prix de toutes les marchandises aux époques considérées. Or les index-numbers ne se réfèrent qu'à un nombre de denrées forcément limité.

D'autre part ils ont le tort de donner la même importance à toutes les marchandises. Or, il est évident qu'une baisse sur l'indigo ne compensera pas une hausse du blé.

A défaut d'une précision rigoureuse ; ils donnent tout au moins une idée très nette de l'orientation, de l'allure générale de la courbe des prix durant une

période déterminée. Ils vont donc nous révéler les répercussions qu'ont pu avoir, sur le coût de la vie, les afflux métalliques consécutifs à la découverte des mines de Californie et d'Australie.

Examinons, par exemple, le tableau ci dessous qui comporte, d'une part, les moyennes biennales de la production des métaux précieux, tirées du rapport de Sir Hector Hay, à la « Gold and Silver Commission » (1887); d'autre part, les moyennes correspondantes des différents index des prix calculés par MM. Sauerbeck, S. Jevons, Levasseur et Giffen.

PÉRIODES	Production d'or et d'argent	Index de M. Sauer- beck	Index de S. Jevons	Index de M. Levas- seur	Index de M. Giffen
Moyennes annuelles (Millions)					
1849-1850...	376	75	90	93,8	76
1851-1852...	834	76	92	98,4	75
1853-1854...	917	98	116	116,4	82
1855-1856...	919	101	119	124,3	80
1857-1858...	854	98	121	»	81
1859-1860...	822	96	116	»	83

L'inspection de ce tableau, qui fournit des moyennes calculées par des méthodes différentes et sur des bases indépendantes, permet d'apercevoir très nettement le rapport existant entre les afflux métalliques et l'ascension des prix.

Le renchérissement du coût de la vie apparaît comme la conséquence évidente de l'accroissement du stock monétaire.

C'est la conclusion qui ressort de toutes les statistiques et de tous les travaux se référant à cette époque.

Monsieur Levasseur, en 1858, dans son ouvrage sur « La Question de l'or » après avoir étudié tous les facteurs du renchérissement général des marchandises, déclare que l'augmentation du stock monétaire a déterminé une élévation de 20 % sur l'ensemble des prix.

Stanley Jevons estimait en 1863 (1) que la baisse de l'or ne pouvait être moindre de 9 % et était probablement très voisine de 15 %.

Les tables de « l'Economist » basées sur les prix de 22 catégories de marchandises en Angleterre font ressortir, pour l'année 1875, une hausse de 23 % par rapport à 1845.

Soetleer, calculant les prix de 114 articles à Hambourg et le ramenant au chiffre 100, pour la période 1847 — 1850, arrive à 112 de 1851 à 1855, 121, de 1856 à 1860, à 124, de 1861 à 1865, et à 133, de 1871 à 1875.

Sans doute, il a fallu un certain temps avant que la hausse générale se manifeste ; nous savons en effet que la monnaie, même surabondante, n'afflue pas immédiatement dans tous les canaux de la circulation.

Sans doute le renchérissement des marchandises n'a pas été strictement proportionnel à l' accroissement du stock monétaire ; on doit, en effet, tenir compte de l'intervention de plusieurs autres éléments qui peuvent accentuer ou, au contraire, atténuer l'influence d'un

(1) Dans son ouvrage intitulé : *A serious fall in the value of gold and its social effects set forth.*

afflux de numéraire. Il ne faut pas oublier, d'autre part, que l'or et l'argent des mines de Californie et d'Australie se sont déversés dans un stock monétaire de plus de 40 milliards et que le développement du commerce et de l'industrie réclamait au XIX^e siècle des quantités de monnaie de plus en plus considérables ; il ne pouvait donc pas se produire à cette époque un bouleversement économique comparable à celui qui suivit la découverte de l'Amérique.

Mais il n'en est pas moins évident qu'au XIX^e siècle aussi bien qu'au XVI^e, l'afflux des métaux précieux provoqua le renchérissement de toutes les marchandises.

On pourrait encore signaler d'autres faits analogues, notamment l'élévation sensible du coût de la vie constaté il y a quelques années, à la suite de la mise en exploitation des mines du Transvaal et du Yukon.

Mais les exemples célèbres que nous venons de rappeler sont suffisamment caractéristiques pour nous permettre d'affirmer que, si d'autres facteurs n'agissent pas en sens contraire, avec une égale puissance, tout accroissement important du stock de monnaie métallique se traduira infailliblement par une hausse des prix.

L'ACCROISSEMENT DE LA CIRCULATION FIDUCIAIRE ET LE RENCHÉRISSEMENT DE LA VIE

LE PAPIER-MONNAIE ET LES PRIX

Nous avons vu, à deux reprises, le stock monétaire subitement grossi, dans des proportions considérables, à la suite des grands afflux métalliques qui ont marqué le XVI^e et le XIX^e siècles, et nous avons constaté la hausse générale des prix qui a été la conséquence évidente de cet accroissement.

Mais la monnaie dont nous nous servons ne se compose pas uniquement d'espèces « sonnantes et trébuchantes », et pour en augmenter le volume, il n'est pas nécessaire de découvrir de nouvelles Amériques. Il y a un moyen plus simple et plus commode que la plupart des gouvernements connaissent bien, pour l'avoir employé dans les moments critiques, et qui consiste à accélérer le fonctionnement de la « planche à billets ».

Le papier-monnaie correspond en effet à une véritable création de numéraire pour toute la quantité qui excède le montant des espèces métalliques destinées à en garantir le remboursement et immobilisées, à cet effet, dans les coffres des banques.

Bien que la célèbre faillite du « système » de Law

ait montré dès le XVIII^e siècle les funestes conséquences des émissions exagérées, peu d'États ont su résister, dans les heures difficiles, à la tentation d'abuser de ce séduisant, mais dangereux expédient.

L'augmentation de la circulation fiduciaire a remplacé, de nos jours, les altérations de monnaies auxquelles recouraient si volontiers les anciens souverains, pour se procurer des ressources importantes sans accroître officiellement les charges fiscales de leurs sujets.

Pas de risques d'emprunt plus ou moins heureux ; pas d'intérêts à payer ; fabriquer soi-même l'argent nécessaire au fur et à mesure de ses besoins : c'est évidemment l'idéal ! Mais cette solution trop élégante de tous les embarras financiers incite aux plus fatales imprudences, car une fois engagé sur cette pente singulièrement dangereuse, il est bien difficile de s'arrêter.

On comprend aisément la gravité des perturbations apportées dans la vie économique par une surabondance de papier-monnaie.

La hausse des prix qui se produit déjà infailliblement, à la suite d'un accroissement du stock de pièces d'or et d'argent, sera encore beaucoup plus considérable à la suite d'une émission exagérée de monnaie de papier ; car la dépréciation que subira cette monnaie, du fait même de son abondance, sera fatalement aggravée par le discrédit que jettera sur elle l'incertitude d'un remboursement de plus en plus problématique.

Le pouvoir d'acquisition de ce papier diminuera

chaque jour et les prix atteindront des chiffres extravagants.

L'histoire nous fournit de nombreux exemples des catastrophes financières causées par des émissions inconsidérées de ces billets à cours forcé qu'on a pu appeler fort justement : « La fausse monnaie des gouvernements modernes » (1).

LE PAPIER-MONNAIE AUX ÉTATS-UNIS PENDANT LA GUERRE DE L'INDÉPENDANCE

Un demi-siècle après l'aventure de Law, nous voyons l'Amérique recourir au papier-monnaie pour faire face aux dépenses nécessitées par sa lutte contre l'Angleterre.

Elle n'avait guère d'autres ressources. Les étrangers ne font pas volontiers crédit à un pays en pleine révolution et, d'autre part, il est fort difficile d'exiger des impôts d'une population qui se soulève précisément pour éviter de payer des taxes à un gouvernement oppresseur.

« Mes concitoyens, disait Franklin, comptaient bien secouer le joug de l'Angleterre, mais ils n'entendaient difficilement fournir les fonds qu'une pareille entreprise exige ; il a bien fallu les taxer à leur insu ». On demanda donc à la planche à billets la solution du problème.

En cinq ans, de 1775 à 1779, le congrès américain

(1) ARNAUNÉ. La monnaie, le crédit, le change.

émit 200 millions de dollars papier, vaguement hypothéqués sur les taxes qui devaient être instituées sur les terres à coloniser dans l'ouest, et aussi sur les biens confisqués des partisans de la domination anglaise. Ce chiffre était considérable pour un pays à peine peuplé, mais, ce n'était pas tout. Les diverses colonies mirent en circulation une quantité de billets à peu près égale qui vinrent s'ajouter au papier continental.

La dépréciation était fatale ; elle atteignit d'énormes proportions et se traduisit naturellement par une prodigieuse élévation des prix.

« Un cheval, et quel cheval ! écrivait Washington, le 4 Octobre 1780, ne coûte pas moins de 200 livres sterling (5.000 francs) ; une selle, 30 ou 40 ; des bottes, en coûtent 20, et le prix des souliers et d'autres objets est dans les mêmes proportions. Comment suffire à ces charges sans un surcroît de solde, lorsque la farine se paye en différents endroits depuis 5, jusqu'à 9 livres la tonne, le foin, de 10 à 30 livres ? »

En vain, essaya-t-on d'enrayer cette dépréciation en déclarant ennemi des Etats-Unis quiconque ferait une différence entre papier et numéraire ; on ne peut soutenir une monnaie par des menaces.

En vain, eut-on recours à la taxation. Voulut-on imposer des prix maxima pour les denrées et les services ? On n'aboutit qu'à augmenter le nombre des marchés clandestins et à aggraver la disette qu'on s'efforçait de combattre.

Au début de 1780, le papier américain était tombé à 3 ou à 2 1/2 % de sa valeur nominale. Il finit par

s'effondrer au point que pour obtenir un dollar en espèces, il fallut en donner 200, 300 et même 500 en papier.

On imagina alors d'échanger ces billets si discrédités, à raison de 20, puis de 40 pour 1, contre un autre papier, émis en quantité strictement limitée (10 millions de dollars), hypothéqué sur des taxes nationales à établir ultérieurement et portant un intérêt de 5 % avec promesse de remboursement dans le délai de six ans. Mais, malgré tous les avantages consentis, toutes les promesses faites, toutes les assurances données, on ne put ramener la confiance à jamais disparue. Le nouveau billet tomba rapidement aussi bas que l'ancien, et ne représenta bientôt plus, entre les mains de ses malheureux détenteurs, que l'infime valeur du papier employé à sa fabrication.

LE PAPIER-MONNAIE SOUS LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

LES ASSIGNATS

L'histoire du papier-monnaie pendant la révolution américaine est tout à fait caractéristique ; tous les États qui abusèrent dans la suite de ce dangereux expédient devaient connaître les mêmes déboires, et aboutir à la même faillite. La révolution française n'allait pas tarder à renouveler, dans des conditions presque identiques, cette triste expérience avec les assignats de célèbres mémoires.

Le souvenir de cette lamentable aventure hante encore trop d'esprits pour qu'on n'ait pas cherché à

établir un parallèle entre la crise que nous traversons actuellement et celle que subirent, il y a 130 ans, nos arrière-grands-parents. Sans doute les ressemblances sont fort heureusement assez lointaines, mais il n'en est pas moins intéressant de les relever au passage, en rappelant brièvement l'histoire de cette malheureuse monnaie de papier dont quelques exemplaires poussiéreux et jaunis, après avoir été mêlés à tant de tragiques événements, achèvent modestement leur étrange existence sur les murs délabrés de quelques vieilles demeures.

On se souvient des circonstances qui amenèrent la création des assignats. L'assemblée nationale se trouvant en présence du fameux déficit de 200 millions qui fut une des causes prochaines de la révolution, avait décidé de parer à la faillite imminente en procédant à la vente d'une partie des biens du clergé et du domaine de la couronne récemment déclarés : Biens nationaux. Mais comme cette opération ne pouvait être réalisée rapidement, sans entraîner la dépréciation des propriétés offertes, l'Assemblée imagina de créer, jusqu'à concurrence de cette même somme de 400 millions, des mandats négociables, portant 5 % d'intérêt et auxquels des lots de biens mis en vente seraient affectés, assignés ; de là le nom d'assignats qui devait devenir si tristement fameux. Ce n'était pas encore du papier-monnaie, mais des obligations de 1.000 livres productives d'intérêt.

La rareté des capitaux et la crainte d'une contre-révolution empêchèrent le placement des assignats. La détresse financière s'aggravant, le 27 mai 1790, la

commune de Paris proposa à l'Assemblée nationale de faire acheter ces 400 millions de biens nationaux par un certain nombre de municipalités qui les revendraient ensuite en petits lots aux particuliers. Les villes qui n'avaient pas de fonds disponibles payèrent le montant de leur acquisition en billets appelés : Bons municipaux.

Mais ces bons ne furent pas remboursés à leur échéance. D'autre part, malgré toutes les garanties offertes, les assignats étaient difficilement acceptés par les créanciers de l'État qui, n'ayant pas le moyen de les imposer en paiement à leurs fournisseurs, ne pouvaient les utiliser pour régler leurs dépenses.

L'Assemblée nationale se décida alors à faire un pas de plus et, en avril 1790, elle décréta que les assignats auraient désormais cours forcé et ne porteraient plus qu'un intérêt de 4 % calculé jour par jour à dater de leur émission.

La monnaie de papier se substituait dès lors à la monnaie métallique, comme au temps du « système » ; mais l'émission était modérée et le gage autrement solide qu'à l'époque où Law se lançait dans ses téméraires entreprises. Cependant, poussé par la nécessité, on s'engageait sur une pente singulièrement glissante dont l'avenir n'allait pas tarder à montrer les dangers.

Les ressources de la première « fournée » d'assignats furent bien vite épuisées. Les réformes décrétées par l'Assemblée, le remboursement des innombrables charges vénales qui venaient d'être supprimées, la restitution de nombreux cautionnements

n'avaient pas tardé à creuser un nouveau déficit. « Cette liquidation de l'ancien régime », comme le dira plus tard Louis Blanc, avait entraîné une dépense de 1 milliard 800 millions. Les intérêts de la dette constituée s'élevaient en outre à 118 millions.

Le 10 septembre 1790, le trésor n'aurait pas pu effectuer ses paiements sans le secours de la caisse d'escompte qui lui avança 10 millions.

Mirabeau avait été tout d'abord peu favorable au papier-monnaie qui devait fatalement exciter la méfiance des commerçants et des paysans. Il avait dit lui-même en 1789 : « Ce n'est que l'argent à la main qu'on peut aller ramasser le blé dans les campagnes. » Mais la nécessité l'avait amené à changer entièrement d'opinion et, devant la banqueroute menaçante, il s'efforça de convaincre l'assemblée du pouvoir miraculeux de ce remède merveilleux.

« Le papier, disait-il, arrivera aux biens nationaux par sa destination nationale après avoir fécondé, dans son cours, les différentes branches de l'industrie. Il commencera son cours sous les auspices de la justice et le continuera comme un instrument de bienfaisance publique. Jetez dans la société ce germe de vie qui lui manque et vous verrez à quel degré de prospérité et de splendeur vous pourrez dans peu vous relever ».

Les événements devaient, hélas, cruellement démentir cette magnifique prophétie.

L'éloquent plaidoyer de Mirabeau n'en fut pas moins couronné de succès. Le 29 septembre 1790, l'Assemblée vota une nouvelle émission de 800 millions

d'assignats. L'intérêt primitivement alloué était désormais supprimé. Il s'agissait donc bien maintenant d'un véritable papier monnaie.

Pour rassurer ceux que hantait le souvenir de Law, on décida qu'il n'y aurait jamais plus de 1. 200 millions d'assignats à la fois. Cette digue fragile devait être aisément renversée par le flot de papier-monnaie qui n'allait pas tarder à submerger le pays.

Après une amélioration toute factice, la situation économique était devenue singulièrement critique.

Les prix avaient augmenté dans des proportions considérables; d'autre part, le chômage s'étendait à tous les métiers, condamnant à la misère la plus grande partie de la population.

C'est qu'en effet, il s'était produit, avec les assignats, ce qui s'était déjà produit pendant quelques semaines, lors de l'application du système de Law, ce qui se produit toujours lorsqu'on jette dans la circulation une quantité considérable de monnaie fiduciaire plus ou moins suspecte.

Pris de méfiance, les détenteurs de ce papier s'empressent de le changer contre toutes sortes d'objets de valeur certaine et durable : étoffes, meubles, bijoux et même denrées alimentaires. Il en résulte une notable augmentation de la demande et par conséquent un surcroît d'activité de la fabrication. La dépense est à l'ordre du jour. Mais c'est une agitation toute factice qui n'a rien à voir avec une prospérité réelle.

Philibert disait avec raison à la Législative le 27 février 1792 : « Cette activité ne prend sa source

que dans la crainte irréfléchie des porteurs d'assignats qui, par défaut de confiance, achètent à tout prix des marchandises et des denrées qu'ils amoncellent sans besoin. Cette agitation momentanée ressemble aux mouvements convulsifs produits par un accident violent qui conduit bientôt l'individu qui en est attaqué à la paralysie ou à la mort. Je la considère non comme une prospérité, mais comme adversité nationale ».

Et, de fait, cette paralysie et cette mort ne tardèrent pas à frapper le commerce et l'industrie. « La demande de travail, écrivait le directoire du Gard, soit pour les manufactures, soit pour l'agriculture, est réduite d'une manière alarmante, quoique les communautés fassent, en faveur de la classe indigente, des sacrifices au-dessus de leurs forces ; les officiers municipaux sont exposés aux murmures, au mécontentement d'un peuple qui souffre et qui demande hautement de l'ouvrage ou du pain ».

On était bien loin de la prospérité prédite par Mirabeau. Pendant l'hiver 1792-93, le papier perdait déjà 30 % par rapport à la monnaie métallique, et cette dépréciation était encore aggravée par l'afflux des faux assignats que les royalistes fabriquaient jusque dans les prisons.

Mais comment renoncer à la monnaie de papier, seule ressource du gouvernement ? La guerre coûtait fort cher ; l'armée à elle seule absorbait près de 200 millions par mois. Il fallut bien activer le fonctionnement de la planche à assignats.

En février 1793, le total des émissions s'élevait à

3 milliards 67 millions d'assignats; il en restait en circulation (en tenant compte des rentrées), 2 milliards 385 millions. A l'instigation de Cambon, la Convention ajouta 800 nouveaux millions et repoussa le maximum d'émission à 3 milliards 100 millions.

Bien que ce stock de papier-monnaie fut assez solidement garanti par les biens nationaux, qui restaient encore à vendre et dont la valeur s'élevait à 4 milliards 600 millions, la détresse publique augmentait chaque jour. Les assignats s'avaient à mesure que leur masse s'accroissait; il en fallait toujours davantage pour obtenir les mêmes marchandises et les prix subissaient une hausse considérable.

Les ouvriers qui, faute d'entente, n'étaient pas parvenus à imposer le relèvement de leurs salaires, ne pouvaient plus se procurer les denrées nécessaires à leur subsistance; de là, les plaintes et les menaces qui retentissaient de toutes parts.

Le sucre, le café, la chandelle, avaient doublé de valeur. Les blanchisseuses, contraintes de payer 30 sous le savon qui n'en coûtait que 14 auparavant, étaient venues porter leurs doléances jusque devant la Convention.

La disette était de plus en plus menaçante, car les paysans, méfiants, ne voulaient pas accepter les assignats, et gardaient leurs récoltes.

Le 11 avril 1793, la Convention décréta une peine de six ans de fers contre quiconque stipulerait pour une marchandise un prix différent, suivant que le paiement se ferait en numéraire ou en assignats, ou

échangerait une certaine quantité de monnaie métallique contre une quantité nominale plus grande d'assignats.

Ces mesures n'empêchèrent pas la différence de s'accroître de plus en plus. En mai 1793, 1 franc métal valait 2 francs assignats. Les gens qui avaient des dettes s'empressaient de se libérer avec cette monnaie dépréciée; mais les créanciers de l'Etat (rentiers et fonctionnaires), obligés d'accepter les assignats pour leur valeur fictive, subissaient une perte considérable. Quant aux commerçants, ils préféreraient ne rien vendre plutôt que de céder leurs marchandises aux anciens prix, alors que la monnaie ne possédait plus que la moitié ou le tiers de sa valeur nominale. Le peuple exaspéré les accusait d'accaparement et demandait qu'on les envoyât à la guillotine.

On comprit, alors, que le cours forcé des assignats demeurerait illusoire, tant que les marchands pourraient, en élevant continuellement leurs prix, se soustraire à l'obligation de recevoir, pour sa valeur nominale, cette monnaie de plus en plus discréditée.

(1) Les 3 et 4 mai, la Convention n'avait pu s'empêcher de rendre un décret par lequel tous les fermiers ou marchands de grains étaient obligés de déclarer la quantité de blés qu'ils possédaient, de faire battre ceux qui étaient en gerbe, de les porter dans les marchés, et exclusivement dans les marchés, et de les vendre à un prix moyen fixé par chaque commune, et basé sur les prix antérieurs du 1^{er} janvier au 1^{er} mai.

Pour maintenir le rapport entre les deux termes de l'échange, il fallait, après avoir fixé la valeur de l'assignat, fixer également celle des marchandises.

C'est ainsi que le 3 mai 1793, on décida d'imposer un prix maximum pour le blé (1). Voilà l'origine de ce fameux maximum qui allait bientôt s'étendre à beaucoup d'autres denrées et qui devait rester aussi célèbre que les assignats eux-mêmes.

L'effet de cette taxation fut alors, en France, ce qu'il avait été, en Amérique, quelques années auparavant, ce qu'il est toujours en pareil cas : les denrées disparurent. Les fermiers ne voulant pas accepter les assignats pour leur valeur officielle, et, craignant d'autre part d'affronter la colère des acheteurs, désertèrent les marchés et se cachèrent avec leur blé. Le maximum ne fit donc qu'aggraver la disette.

Cependant le flot de papier-monnaie grossissait toujours. Le 7 mai, la Convention décida une nouvelle émission de 1.200 millions. En juin 1793, 1 franc métal valait 3 francs assignats. Monnaie de plus en plus dépréciée, denrées de plus en plus rares, la situation devenait singulièrement critique.

Le 26 juillet, les mesures les plus rigoureuses furent prises contre les accapareurs (1). Personne ne pou-

(1) Le 26 juillet 1793, la Convention rendit un décret dont l'article 1^{er} était ainsi conçu : « L'accaparement est un crime capital ». L'article 2 disait : « Sont déclarés coupables d'accaparement ceux qui dérobent à la circulation des marchandises de première nécessité, qu'ils achètent ou

vait faire de provisions excédant les besoins d'un mois ; ceux qui avaient vendu ou acheté à un prix au-dessus du maximum, ou qui étaient convaincus de déclarations mensongères, se voyaient punis de la confiscation et d'une amende de 300 à 1.000 francs. Les commerçants étaient obligés de déclarer la quantité de comestibles qu'ils avaient en magasin. Les fermiers étaient contraints d'apporter leur blé dans les marchés et exclusivement dans les marchés. Ils devaient le vendre au prix fixé par chaque municipalité.

La commune de Paris ajoutait ses arrêtés de police aux décrets de la Convention. C'est ainsi qu'elle réglementait la distribution du pain dans les boulangeries. On ne pouvait s'y présenter que muni d'une carte de sûreté délivrée par le comité révolutionnaire et mentionnant la quantité à laquelle on pouvait prétendre d'après le nombre de personnes composant la famille dont on faisait partie.

C'était donc, en somme, les ancêtres de ces tickets de pain que nous avons connus, il y a quelques mois. Mais, plus prévoyante encore que nos municipalités modernes, l'administration avait alors réglé jusqu'à la manière de « faire queue » devant la boutique des

tiennent enfermées dans un lieu quelconque, sans les mettre en vente journellement et quotidiennement». Venait ensuite l'énumération des denrées réservées (c-à-d. considérées comme de 1^{re} nécessité) : pain, viande, grains, farine, légumes, fruits, charbons, bois, beurre, suif, chanvre, lin, sel, cuir, boissons, salaisons, draps, laine et toute étoffe, excepté les soieries.

boulangers. On attachait à la porte du magasin une longue corde que chacun devait tenir par la main pour conserver son rang et éviter les discussions sur l'ordre de préséance. Cette prudente mesure ne suffisait pas d'ailleurs à supprimer tout incident. De temps en temps, quelque commère mal avisée coupait brusquement la corde, et la confusion qui s'en suivait nécessitait souvent l'intervention de la force armée.

Cependant, le renchérissement augmentait chaque jour, et le peuple exaspéré, voyant partout des accapareurs, se livrait fréquemment au vol et au pillage.

En août 1793, il y avait pour 3 milliards 775 millions d'assignats en circulation, et 1 franc métal valait 6 francs en billets. Le gouvernement s'efforça de réduire cette masse de papier-monnaie et d'en combattre la dépréciation.

Les assignats créés sous Louis XVI, et portant l'effigie royale gagnaient 10 à 15 % sur les autres, en raison de la plus-value dont ils étaient susceptibles en cas de contre-révolution. Il y en avait pour 558 millions; un décret leur enleva le privilège du cours forcé (août 1793) (1).

Les sociétés par actions furent supprimées à cause

(1) (Août 1793) Quoique démonétisés, les assignats à effigie royale ne cessèrent pas d'avoir une valeur; ils furent transformés en effets au porteur, et purent être reçus en paiement des contributions, ou en paiement des domaines nationaux, jusqu'au 1^{er} janvier suivant. Passé cette époque, ils ne devaient plus avoir aucune espèce de valeur.

de la concurrence qu'elles faisaient aux emprunts de l'Etat en drainant les capitaux d'un grand nombre de personnes confiantes en leur crédit (1).

Les rentiers furent frappés d'un emprunt forcé d'un milliard destiné à permettre la destruction d'une certaine quantité de papier-monnaie. (Décret du 3 septembre 1793).

Le 29 septembre, le maximum fut étendu à toutes les denrées de première nécessité.

L'exécution des peines édictées contre l'accaparement fut poursuivie avec plus de rigueur.

Enfin, les succès remportés en septembre et octobre par les armées de la révolution (victoire de Hondschoote, retraite des Piémontais au delà des Alpes, prise de Lyon, victoire de Wattignies, victoire de Cholet, fuite et dispersion des Vendéens au delà de la Loire) (2) avaient affermi l'existence de la

(1) Après avoir détruit la rivalité des assignats à effigie royale il fallait détruire la rivalité des actions des compagnies de finances. On décréta donc l'abolition de la compagnie d'assurances à vie, de la compagnie de la caisse d'es-compte, de toutes celles, enfin, dont le fonds consistait en actions au porteurs, en effets négociables, en inscriptions sur un livre, et transmissibles à volonté. Il fut décidé que leur liquidation serait faite dans un court délai, et que le gouvernement pourrait seul à l'avenir créer de ces sortes d'établissement.

THIERS, *Histoire de la Révolution*.
Liv. XVI, p. 375-76.

(2) Victoire de Hondschoote (8 septembre 1793). Retraite des Piémontais au delà des Alpes (4 octobre). Prise de Lyon (9 septembre). Victoire de Wattignies (16 octobre). Victoire de Cholet (16 octobre). Fuite et dispersion des Vendéens au delà de la Loire (18 octobre).

République et hâta la liquidation des biens nationaux.

Pour toutes ces raisons, en décembre 1793, les assignats bénéficièrent d'une hausse moitié réelle, moitié fictive qui leur permit de se rapprocher du pair. Mais, ce relèvement devait être de courte durée : il ressemblait un peu à cette amélioration éphémère qui, dans certaines maladies, précède l'issue fatale.

L'entretien d'une armée de treize cent mille hommes, la création d'un nouveau matériel et la construction d'une marine exigeaient des millions qu'on ne pouvait demander qu'à la planche à assignats. Loin de diminuer la circulation du papier-monnaie, il fallut l'augmenter considérablement. Elle atteignait près de 7 milliards au mois de juin 1794.

Au lendemain de la chute de Robespierre, les assignats n'étaient plus acceptés que pour le sixième ou le huitième de leur valeur, malgré les victoires de la République et malgré l'importance du gage que constituaient les biens nationaux évalués officiellement à 15 milliards. La confiance ne faisait donc pas défaut, mais des émissions aussi exagérées ne pouvaient manquer de précipiter la dépréciation du papier-monnaie.

La réaction thermidorienne amena l'abolition du maximum, du séquestre et des réquisitions. Les prix, libérés de toute entrave, reprirent naturellement leur prodigieuse ascension.

Les perturbations considérables qui se produisaient à chaque instant dans les valeurs favorisaient le développement de l'agiotage que l'on voit naître de tout désordre politique ou financier.

Comme à toutes les périodes troublées, des individus dénués de scrupules édifiaient sur les ruines des fortunes scandaleuses. Leur procédé est toujours le même ; au moment où la production ralentie reste très au-dessous des besoins du public, ils accumulent toutes les marchandises que leurs disponibilités leur permettent d'acquérir, et ils les conservent jusqu'au moment où la hausse, semblant avoir atteint son point culminant, leur permet d'écouler leurs stocks avec d'in croyables bénéfices.

Le gouvernement essayait bien de réduire la circulation des assignats par tous les moyens en son pouvoir : ventes de biens nationaux, emprunts forcés, loteries avec primes, etc. . . , mais, comme d'un autre côté ses dépenses l'obligeaient à recourir à des émissions de près de 800 millions par mois, il creusait sans cesse le gouffre qu'il s'était promis de combler.

La disette, qui s'aggravait chaque jour, amenait des révoltes. Le combustible devenait introuvable ; le pain se vendait 22 francs la livre et l'on voyait à l'un des passages de la Seine, des mariniers exiger jusqu'à 40.000 francs pour un service qui ne se payait que 100 francs autrefois.

Ne pouvant pas compter ramener l'assignat à sa valeur nominale, le gouvernement essaya tout au moins d'en limiter la dépréciation. En se basant sur le principe que l'augmentation du numéraire en circulation provoque une hausse proportionnelle du prix de toutes les marchandises, il décida en juin 1795, de faire subir officiellement à la valeur du papier-monnaie une réduction proportionnelle au chiffre de

l'émission (1). Ainsi un objet qui coûtait 1 franc, lorsqu'il y avait 2 milliards de billets en circulation, devait valoir 2 francs lorsqu'il y avait 4 milliards ; 3 francs lorsqu'il y en avait 6 ; 4 lorsqu'il y en avait 8 etc... On établit une échelle de proportion basée sur une circulation de 2 milliards et on décida que dans tout paiement effectué en assignats, la somme à verser serait augmentée d'autant de quarts qu'il y avait eu d'émissions de 500 millions.

C'était une véritable banqueroute, d'autant plus regrettable qu'elle portait à la fois sur le présent et sur l'avenir, puisque toute nouvelle émission devait diminuer automatiquement la valeur de l'assignat.

Ce système d'échelle était d'ailleurs d'une application difficile. Le trésor en profita pour la perception des impôts, mais on n'osa pas en faire bénéficier les créanciers de toutes catégories ; seuls les propriétaires des fonds territoriaux purent l'imposer à leurs fermiers qui jusqu'alors, par suite de la dépréciation des assignats, ne payaient en réalité que le douzième

(1) Juin 1795. On établit une échelle, à partir de l'époque où il n'y avait que deux milliards d'assignats en circulation, et on décida que dans tout paiement fait en assignats, on ajouterait un quart en sus par chaque 500 millions ajoutés à la circulation. Ainsi une somme de 2.000 francs stipulée, lorsqu'il y avait 2 milliards en circulation, serait payée lorsqu'il y en avait 2 milliards 500 millions, 2.500 francs ; lorsqu'il y en avait 3 milliards, elle serait payée 3.000 fr. ; aujourd'hui enfin qu'il y en avait 10 milliards, elle devait être payée 10.000 francs.

de la somme convenue, malgré leurs bénéfices exorbitants.

Le flot de papier-monnaie montait, montait toujours. L'échelle devint bientôt tout à fait insuffisante ; elle ne réduisait en effet l'assignat qu'au cinquième de sa valeur nominale, alors qu'en réalité, il n'en conservait que le cent cinquième.

Au moment de l'installation du Directoire, la quantité de papier en circulation atteignait 19 milliards, alors que les biens nationaux restant encore à vendre ne représentaient pas 7 milliards. Aussi les marchandises les plus courantes avaient-elles atteint des prix extravagants qui nous causent encore une véritable stupeur.

En Frimaire an IV, à Paris, le pain coûtait 40 à 50 francs la livre : le beurre, 110 francs ; les pommes de terre, 240 francs le boisseau ; une course en fiacre, 600 francs. Quelques mois après, le sel valait 35 francs la livre ; un chou, 75 francs ; un dindon, 1.800 francs ; le blanchissage d'une chemise, 30 francs ; les œufs, 9 et 10 francs pièce.

En Prairial, an IV, le pain était à 150 francs la livre ; la viande, à 350 francs ; le café et le sucre à 1.600 francs (1).

Dans ces conditions, l'existence de chaque jour devenait un problème insoluble pour les rentiers dont le revenu était limité, et quant aux fonctionnaires, ils avaient beau réclamer sans cesse de nouvelles indem-

(1) Marion. C/r à l'Académie des Sciences morales et politiques. Séance du 24 mai 1919,

nités de «vie chère», ils n'arrivaient pas à toucher des sommes correspondant à l'effroyable avilissement de la monnaie de papier.

C'était l'époque où un juge de Rouen, pourvu d'un traitement de 7.500 francs assignats, désigné pour aller présider le tribunal de Neufchâtel, se voyait demander 5.000 francs pour son trajet et celui de ses meubles, et 12.000 francs pour sa pension personnelle (1).

C'était le temps où un juge de paix du Bas-Rhin, venant de percevoir quatre mois et demi de son traitement arriéré, soit 18.120 livres assignats, se désolait de ne pouvoir, avec cette somme trop modeste, se procurer une paire de chaussures dont l'empléte exigeait alors quelque vingt mille francs.

La vie devenait impossible pour tous ceux qui n'avaient à vendre ni marchandises, ni services ou qui ne possédaient plus aucune de ces pièces de métal dont la valeur s'accroissait chaque jour par rapport à celle de l'assignat.

Le louis d'or qui, au pair, devait correspondre à 25 livres, valait, en août 1795, 1.020 livres papier; en septembre, 1.200 livres; en octobre 3.000 livres; en décembre, 5.000 livres; en janvier 1796, 5.400 livres et en février, 8.600 livres. Parfois il se produisait d'un jour à l'autre des variations de 500 et même 1.000 livres. C'est ainsi que le louis d'or coté 1.690 livres le 23 octobre 1795, valait trois jours

(1) Lettre de LESURUR, directeur du Jury de Neufchâtel, le 12 prairial, an IV, au ministère de l'intérieur.

après 2.069 livres; le 28 octobre, 2.750 livres et le 30 octobre, 3.650 livres.

Le Directoire arriva à émettre jusqu'à 15 milliards d'assignats en un seul mois pour se procurer quelques millions de numéraire, car les milliards ne représentaient plus alors que des millions.

En février 1796, la quantité de papier en circulation atteignait 45 milliards! L'assignat était tombé au 200^e, puis au 344^e de sa valeur nominale; personne ne voulait plus l'accepter.

Il fallait de toute nécessité liquider cette monnaie désormais sans valeur. Plusieurs projets furent présentés; finalement le gouvernement imagina d'échanger les assignats contre des mandats territoriaux dans la proportion de 30 contre un. L'opération échoua misérablement. Le nouveau papier n'inspira aucune confiance et le jour même de son émission, le 11 avril 1796, malgré toutes les menaces et toutes les promesses destinées à en maintenir le cours, il tomba de 100 à 18 livres. Le public, qui ne voyait dans les mandats territoriaux qu'une réimpression des assignats, comprit que leur chute allait être rapide et se refusa à les accepter dans les transactions de la vie privée. Le gouvernement lui-même ne voulut bientôt plus les recevoir en paiement des biens nationaux.

La circulation du papier-monnaie à cours forcé était devenue impossible. Le 16 juillet 1796, la liberté des transactions fut rétablie. Chacun put désormais exiger en paiement la monnaie qui lui convenait. Les mandats territoriaux ne furent plus

acceptés que pour leur valeur au cours du jour publié par le trésor (1).

Quant aux assignats qui n'avaient pas été échangés, un décret du 21 mai 1797 en déclara l'annulation pure et simple. Ils ne représentaient plus dorénavant que le poids du papier et ne pouvaient plus servir qu'à matérialiser un triste souvenir.

Le retour aux prix normaux fut la conséquence immédiate de la disparition des assignats ; ce qui prouve évidemment que la dépréciation du papier-monnaie émis en quantités exagérées était la seule véritable cause de la cherté de la vie.

Il n'y eut que le taux des salaires qui resta très au-dessus de ce qu'il était avant la révolution ; les ouvriers entendaient conserver le bénéfice des majorations qu'ils étaient parvenus à obtenir.

Il est assez curieux de relire actuellement les détails donnés à ce sujet par les contemporains.

(1) Le législateur statua que désormais chaque citoyen serait libre de contracter comme bon lui semblerait, que les obligations qu'il aurait souscrites seraient exécutées dans les termes et les valeurs stipulées ; toutefois il ajouterait par exception : « Nul ne pourra refuser son paiement en mandats au cours du jour et du lieu du paiement ». Mais le 13 pluviôse de l'an 5 « le Conseil des Cinq-Cents, considérant que
« la faible valeur des mandats qui restent dans la circula-
« tion les rend inutiles aux transactions entre les citoyens ;
« que cependant, ils favorisent des spéculations nuisibles
« aux intérêts de la Trésorerie, et prolongent une complica-
« tion dangereuse dans la comptabilité des deniers publics,
« prend la résolution suivante : A dater de la présente loi,
« les mandats cesseront d'avoir cours de monnaie entre
« particuliers ».

DURAND DE MALLANE. *Histoire de la Convention.*

« Les agriculteurs, écrit en floréal, an V, le Commissaire du Directoire près le canton de Quinsac (Gironde), qui, en 1798, travaillaient les vignes à raison de 15 à 18 sous pour toutes les façons d'usage, exigent à présent 40 à 45 sous par jour. »

Un propriétaire de l'Indre, adressant ses doléances au Conseil des Cinq Cents, en ventôse, an VII, disait que « les ouvriers avaient réduit de beaucoup les heures de travail que leur prescrivaient les coutumes locales, qu'ils n'en employaient que la moitié et se faisaient payer le double, d'où il résultait que la main-d'œuvre avait quadruplé de prix ».

Enfin, leurs exigences pour la nourriture étaient devenues beaucoup plus grandes. « Les mœurs de la Révolution, écrivait Dupont de Nemours, le 18 frimaire, an IV, ont introduit parmi les ouvriers de la campagne, l'habitude de faire de plus fortes consommations et des consommations plus recherchées; il leur faut de plus beau pain, plus de viande, plus de vin. »

La situation des travailleurs manuels s'était donc considérablement améliorée. D'après le préfet Debry, dans le Doubs, les gages moyens d'un domestique homme seraient passés de 90 à 150 livres; ceux d'un garçon de charrue de 125 à 180, ceux d'une servante de basse-cour de 35 à 75 livres. Dans la Moselle, si l'on en croit le préfet Colchen, les gages moyens d'un domestique homme auraient été de 82 francs en 1789, et de 128 francs en l'an VII.

Cette sensible augmentation du pouvoir d'achat d'une grande partie de la population amenait natu-

rellement un accroissement de la demande de marchandises et empêchait les prix de revenir exactement à leur ancien niveau. La hausse resta surtout sensible pour le vin dont la consommation s'était considérablement accrue, mais, pour toutes les autres denrées, le renchérissement qui persista fût à la vérité extrêmement léger.

Dans les Deux-Sèvres, par exemple, les œufs se payaient 6 sous la douzaine au lieu de 5 auparavant ; la viande, également, 6 sous au lieu de 5 ; le beurre, 13 sous au lieu de 10. Dans le Doubs, les souliers coûtaient 8 francs au lieu de 6.

Quand on songe que, quelques semaines auparavant, les œufs se payaient 10 francs pièce et qu'une paire de chaussures valait 20.000 francs, on est quelque peu surpris de la rapidité de cet heureux dénouement.

Le vent qui souleva cette « vague de baisse » fut aussi violent que l'ouragan qui, quelques mois auparavant, avait déchaîné la hausse vertigineuse ; mais il faut bien remarquer que l'orage, malgré son extrême violence, n'avait pas causé, dans la vie économique, des ravages aussi profonds et aussi durables que ceux dont nous souffrons actuellement. Les forces productives de la nation n'avaient pas subi d'aussi terribles atteintes ; la guerre n'avait pas accumulé autant de ruines, fauché autant de vies humaines, désolé d'aussi vastes contrées.

Il serait donc téméraire d'espérer une aussi prompte solution de la crise actuelle. Mais il n'en est pas moins vrai que l'abus du papier-monnaie, pro-

duisant partout et toujours les mêmes effets, l'histoire des assignats est aujourd'hui, pour nous, particulièrement suggestive.

Nous avons connu, durant la guerre, et nous connaissons encore maintenant, un grand nombre des difficultés qui se produisirent déjà pendant la Révolution, et, comme on ne tire guère profit des exemples du passé, nous avons essayé des mêmes remèdes et nous avons naturellement abouti au même insuccès.

Sous la Révolution française, comme sous la Révolution américaine, comme durant la longue tourmente que nous venons de traverser et dont nous ne sommes encore qu'incomplètement délivrés, l'inflation fiduciaire, dangereuse ressource des gouvernements obérés, a eu la même répercussion sur la vie économique.

Ascension formidable des prix, suivant la progression de la circulation fiduciaire ; vains essais de taxation qui n'aboutissent qu'à la disparition des denrées et à la création de marchés clandestins ; brusques variations dans les valeurs favorisant le développement de la spéculation et de la fraude ; accaparement ; affaiblissement de la vertu d'économie ; majorations de salaires ; augmentation de la demande de tous objets ou denrées susceptibles de conservation ; enfin éclipse de la justice et de l'honnêteté ; vague d'improbité, pour employer le langage moderne ; tels sont les effets caractéristiques d'une émission exagérée de billets à cours forcé ; telles sont les conséquences inéluctables de l'abus du papier-

monnaie que M. Wagner appelle le « chancre rongeur des finances et de l'économie sociale », et que déjà, en 1810, M. de Montalivet, parlant au nom de Napoléon 1^{er}, n'hésitait pas à qualifier de « plus grand fléau des nations ».

LE PAPIER-MONNAIE AMÉRICAIN DURANT LA GUERRE DE SÉCESSION

L'échec des tentatives de Law, la faillite du papier-monnaie aux Etats-Unis, à l'époque de la Guerre de l'Indépendance, la lamentable destinée des assignats, sous la Révolution française, auraient dû, semble-t-il, édifier les générations suivantes sur les inconvénients de la monnaie de papier et les engager à n'user qu'avec la plus grande circonspection de ce dangereux expédient.

Il n'en a pourtant pas été ainsi, et, durant le XIX^e siècle, nous voyons la plupart des grands Etats recourir au billet à cours forcé pour se tirer de situations financières particulièrement embarrassantes.

Les mêmes causes produisirent les mêmes effets ; mais l'abus étant moins considérable, les conséquences en furent évidemment moins graves et moins durables.

On pourrait citer l'exemple de l'Angleterre, de la Russie, de l'Autriche, mais il ne nous apprendrait rien que nous ne sachions déjà suffisamment.

Pourtant parmi ces expériences du siècle dernier, il en est une qui mérite d'être rappelée, parce

qu'elle est pour nous particulièrement instructive, c'est celle renouvelée par les Etats-Unis que n'avait probablement pas assez édifiés les souvenirs de la révolution de 1756.

Au cours de la guerre de Sécession, comme pendant la guerre de l'Indépendance, le gouvernement fédéral multiplia les émissions de papier-monnaie pour se procurer les ressources que l'emprunt ne suffisait pas à lui fournir.

Au 31 août 1865, les billets à cours forcés des divers types se montaient à 684.138.959 dollars; auxquels il convient d'ajouter 26.344.742 dollars représentés par les petites coupures.

La prime de l'or s'était rapidement manifestée: En janvier 1862, l'or était au pair; au mois de Juillet, 100 dollars d'or valaient 120 dollars de papier; au mois de Janvier 1863, ils en valaient 170 et, en Juillet 1864, ils en valaient 285.

Le renchérissement de toutes les marchandises était naturellement considérable. Mac Culloch, Secrétaire du Trésor, constatait, dans un de ses rapports, que de 1862 à 1866, les prix avait triplé.

Cette hausse n'était, d'ailleurs, pas universellement déplorée. Un très grand nombre de commerçants et d'industriels, désignés sous le nom d'*Inflationists*, prétendaient que les prix élevés témoignaient de la prospérité du pays. Selon eux, les produits circulaient avec d'autant plus de facilité et la richesse générale prenait d'autant plus d'extension que la quantité de monnaie était plus considérable.

Ils se montraient résolument hostiles à la dimi-

nution de la circulation fiduciaire et à la reprise des paiements en espèces, susceptible d'amener une baisse des prix.

La thèse des *Inflationists* fut vigoureusement combattue par Hug Mac Culloch.

Dans une série de rapports, le Secrétaire du Trésor s'applique à démontrer que la hausse des prix qui, de 1860 à 1866, avait atteint 300^o%, ne correspondait nullement à un accroissement de la richesse publique.

Il importait peu au fermier de vendre ses produits trois dollars en papier, au lieu d'un seul en métal, du moment que ces trois dollars de papier ne valaient pas plus que l'unique dollar de métal et ne lui conférait pas un pouvoir d'achat plus considérable.

Les seuls bénéficiaires de cette hausse étaient les débiteurs qui pouvaient s'acquitter à bon compte de leur dette avec cette monnaie dépréciée ; mais cette facilité constituait évidemment une grande injustice, puisque le créancier ne recevait en somme qu'une partie de l'argent qui lui était dû.

Si les avantages de l'accroissement de la circulation fiduciaire étaient tout à fait illusoires, par contre, ses inconvénients n'étaient que trop réels.

« Le cours forcé, écrivait Mac Culloch, a accru immensément le coût de la guerre et augmente beaucoup les dépenses publiques depuis le rétablissement de la paix ; il a rendu la paix instable, le commerce incertain ; il a entravé les affaires sérieuses ; il a dirigé sur l'étranger le produit de

nos mines, en même temps que nos dettes vis-à-vis de l'Europe allaient toujours croissant et atteignaient une telle grandeur qu'elles drainaient les revenus publics et font obstacle à la reprise des paiements en espèces ; il a ébranlé le crédit public, en suscitant des doutes fâcheux au regard du paiement de la dette publique ; joint aux lourds impôts qu'il a contribué à rendre nécessaires, il a fait obstacle aux constructions maritimes et, par suite, à la renaissance du commerce détruit par la guerre ; il est l'excuse des tarifs protecteurs, et, cependant, par les variations qu'il occasionne dans les prix, il les rend impuissants à défendre le manufacturier américain contre ses concurrents étrangers ; il remplit les coffres du riche, mais, par les hauts prix qu'il crée et qu'il maintient, il est intolérable pour les personnes dont les revenus sont limités. »

Il semble que bon nombre de ces observations pourraient s'appliquer actuellement à notre propre situation.

Il serait aisé de multiplier les exemples, mais les faits que nous venons de rappeler sont suffisamment caractéristiques pour nous permettre de conclure que la hausse des prix provoquée par des émissions exagérées de papier-monnaie est encore beaucoup plus considérable que celle qui provient d'un afflux métallique. L'avisement du billet à cours forcé est plus complet encore que celui de l'or et de l'argent ; plus rapidement l'abondance « en cause le mépris ».

Dans ce rapide coup d'œil jeté sur le passé, nous avons constaté qu'à toutes les époques où le stock monétaire a subi un notable accroissement, par suite d'un afflux de métaux précieux ou d'une émission exagérée de papier-monnaie, les prix de toutes les marchandises se sont sensiblement élevés et le public s'est plaint de la cherté de la vie.

Dès lors, comment ne pas établir une analogie entre la crise actuelle et celle qui l'ont précédée dans l'histoire économique ? Comment ne pas voir un rapport de cause à effet entre l'accroissement considérable de notre circulation fiduciaire et le renchérissement prodigieux qui soulève depuis la guerre tant de légitimes doléances ?

Ce rapprochement s'imposait, et un très grand nombre d'économistes voient dans l'émission de nos 39 milliards de billets de banque une des causes principales, sinon la principale de l'ascension des prix.

Mais, il faut bien reconnaître que cette opinion est loin d'être universellement admise ; elle compte en ce moment d'assez nombreux adversaires, surtout parmi les gens d'affaires qui repoussent volontiers une théorie basée sur les changements de valeur de la monnaie.

Nous aurons à examiner les arguments des uns et des autres. Mais avant de discuter sur l'origine du mal, il n'est pas inutile d'en connaître l'étendue.

Sans doute, nous n'avons tous malheureusement que trop d'occasions de constater par nous-mêmes

l'importance du renchérissement de tous les objets et de toutes les denrées nécessaires à notre existence ; mais il n'est cependant pas inutile de citer quelques chiffres, pour fixer les idées, et aussi pour conserver le souvenir de cette crise qui restera parmi les plus douloureuses et les plus aiguës de toute notre histoire économique.

Nous allons donc essayer de déterminer jusqu'à quel point la vie est chère actuellement.

2^e PARTIE

La Crise actuelle

DEUXIÈME PARTIE

LA CRISE ACTUELLE

LE RENCHÉRISSEMENT DE LA VIE DEPUIS LA GUERRE

(Prix de 1914 et Prix de 1920)

LES VIVRES

Ce sont les denrées alimentaires qui ont été les plus gravement atteintes par la hausse ; leurs prix ont renchéri dans des proportions considérables.

La viande. — La viande joue dans l'alimentation populaire un rôle dont l'importance va toujours grandissant.

La consommation annuelle de chaque Français qui était de 26 kilos, en 1862, atteignait déjà 57 kilos, en 1909 (1). Cette progression a été encore infiniment plus rapide depuis la guerre. D'une part, en effet, les majorations de salaires ont permis à un très grand nombre de personnes d'améliorer considérablement leur alimentation et d'acheter chaque jour à la boucherie les morceaux les plus copieux et les plus délicats, et, d'autre part, les mobilisés qui, durant

(1) D'après les statistiques annuelles du Ministère de l'Agriculture.

cinq ans ont pris l'habitude de consommer quotiennement 400 ou 500 grammes de bœuf, (soit 144 kilos en moyenne par an au lieu de 57) ne se contenteraient plus volontiers de menus où la viande n'occuperait pas une place suffisamment importante.

Or, nous allons voir précisément dans quelles proportions la note du boucher a grossi depuis 1914.

Déjà avant la guerre, les ménagères se plaignaient, non sans raison, du renchérissement de la viande ; mais, cette hausse si réelle qu'elle ait pu être, nous paraît singulièrement bénigne à côté de celle que nous subissons actuellement et dont l'amplitude va nous être révélée par le tableau suivant :

PRIX (1)

ANNÉES	BŒUFS		VEAUX		MOUTONS		PORCS	
	1 ^{re} qualité	3 ^e qualité	1 ^{re} qualité	3 ^e qualité	1 ^{re} qualité	3 ^e qualité	1 ^{re} qualité	3 ^e qualité
	francs	francs	francs	francs	francs	francs	francs	francs
1901	1.45	1.15	1.95	»	1.90	»	1.55	»
1910	1.60	1.45	2.20	»	2.30	»	1.95	»
1912	1.80	1.42	2.38	1.59	2.16	2.03	2.18	2.15
1913	1.68	1.36	2.67	2.14	2.54	2.20	1.85	1.68
1914	1.83	1.51	2.56	1.96	2.85	2.25	1.65	1.48
1915	2.30	2.10	2.50	2 »	2.60	2.26	2.16	1.90
1916	2.64	2.42	3.15	2.25	3.60	2.90	3.39	3.07
1917	3.13	2.73	3.90	2.85	4.50	3.50	4.31	3.79
Fin décemb. 1920	9.55	8.66	13.50	11.80	12.80	10.50	10.30	10 »

(1) Les prix indiqués sont ceux du marché de la Villette à Paris. Pour la période de 1901 à 10, ils ont été relevés sur un tableau publié par le *Travail National* du 11 sept. 1911. Pour la période de 1912 à 1917, ils ont été relevés sur un tableau publié par le *Journal Officiel* du 8 avril 1918, et pour l'année 1920, ils ont été extraits des renseignements commerciaux publiés par le journal *Paris-Centre*.

L'augmentation du prix de la viande, déjà très sensible de 1914 à 1917, a atteint, depuis deux ans, des proportions considérables.

Le bœuf vaut actuellement cinq fois plus qu'en 1914; le veau, cinq ou six fois plus; le mouton, quatre ou cinq fois plus, et le porc, six fois plus.

Le pain. — La répercussion de la hausse du blé sur le prix du pain a été longtemps prévenue par une opération financière dont le solde débiteur a pesé lourdement sur le budget de l'Etat.

On a pensé qu'il était impossible de laisser la denrée qui est par excellence la denrée de première nécessité, subir le renchérissement général, et on a tout d'abord essayé d'enrayer artificiellement la hausse du froment.

Le 16 octobre 1915, l'officiel promulguait une loi en vertu de laquelle l'administration pouvait procéder à des réquisitions pour le ravitaillement en blé au prix maximum de 30 francs le quintal.

L'exemple de la Convention avait déjà prouvé l'inutilité et même les dangers de semblables mesures; il arriva, bien entendu, ce qui devait fatalement arriver. Les agriculteurs qui avaient plus d'intérêt à se consacrer aux autres cultures dont les produits n'étaient pas taxés ou l'étaient à un taux plus rémunérateur, délaissèrent peu à peu le froment dont la récolte diminua progressivement pour descendre en 1917 à 40 millions de quintaux, alors que les besoins de notre consommation en exigent plus de 80.

On passa alors d'un extrême à l'autre. Après avoir cherché à abaisser le prix du blé au minimum pour avoir le pain à bon marché, on s'efforça de l'élever au

maximum pour encourager les cultivateurs à en accroître la production. On le payait 30 francs le quintal jusqu'en mars 1916, on le paya 50 francs à partir du 16 juillet 1917 et 75 francs à dater du 1^{er} Août 1918.

Les plus beaux rêves des agriculteurs se trouvaient dépassés ! Jamais le cours du blé n'avait atteint jusqu'alors un pareil niveau.

La statistique agricole annuelle de 1914, publiée par le ministère de l'agriculture, donnait le prix du quintal de blé depuis 1800 jusqu'à 1912-1913. Il ressort de ce tableau que ce prix n'a été supérieur à 40 francs qu'en 1812 où il a valu 42 fr. 85 ; en 1817, où il a valu 46 fr. 96 et en 1856 où il a valu 40 fr. 47.

Voici les prix payés depuis 1900 :

Années	Prix du quintal
1900.....	19.08
1910.....	25.36
1913.....	27.43
1914.....	28.25
1915.....	30 »
1917 (Avril).....	36 »
1917 (Juillet).....	50 »
1918 (Août).....	75 »
1919.....	75 »

Le prix du blé a donc plus que doublé, presque triplé pendant la guerre. Mais, les effets de cette hausse considérable n'ont pas été immédiatement ressentis par le public, puisque l'Etat a pris à sa charge, durant plusieurs années, la majeure partie du

renchérissement et nous a donné gracieusement la moitié de notre pain quotidien. Cette générosité devait d'ailleurs nous coûter singulièrement cher ; il en résultait en effet pour le budget une charge supplémentaire de trois milliards par an, et, bien entendu, nous étions contraints de remettre au percepteur ce que le gouvernement nous dispensait de donner au boulanger ; le coût de la vie subissait toujours la répercussion de la hausse du blé.

Cette politique était d'autant plus déplorable qu'elle incitait au pire gaspillage d'une denrée alors particulièrement précieuse. Le pain artificiellement maintenu à un prix très modique revenant infiniment moins cher que tout autre aliment, les fermiers s'en servaient pour nourrir leurs chevaux.

Il fallut renoncer à de semblables errements et, en 1920, on se décida à faire supporter directement aux consommateurs le renchérissement que le pain devait subir comme toutes les autres marchandises.

On procéda par paliers ; la majoration de mars 1920 en porta le prix à 1 fr. 05 le kilo, celle de septembre l'éleva à 1 fr. 30.

Le pain valait environ 0 fr. 40 en 1914 ; il a donc plus que triplé depuis la guerre.

D'après Monsieur Leroy-Beaulieu, la consommation de cette denrée, qui tient une place si spéciale parmi toutes les autres, représenterait, selon l'aisance de la famille ouvrière, « tantôt 25 à 30 %, tantôt 50 % même de ses dépenses d'alimentation ». Comparativement aux dépenses totales, la proportion irait de 12 à 15 %, jusqu'à 25 ou 30 %.

Ces chiffres nous paraissent un peu exagérés. Mais il n'en est pas moins vrai que le pain constitue avec la viande la base de l'alimentation populaire, et puis, si l'on se place au point de vue psychologique, ne doit-on pas remarquer que le pain « gagné à la sueur de nos fronts » est quelque chose de sacré et que « l'élévation de son prix produit certainement un effet moral au-dessus des réalités ? » (1).

LES AUTRES DENRÉES USUELLES

Le lait. — Le lait est une des denrées de première nécessité qui ont subi depuis la guerre la hausse la plus considérable. Son prix, qui s'élevait à 0 fr. 35 ou 0 fr. 40 en 1914, était déjà en sensible augmentation sur le cours des années précédentes et l'on parlait alors d'une « crise laitière ». Mais le renchérissement actuel est bien autrement considérable. Le lait vaut maintenant de 1 franc à 1 fr. 10 le litre, et encore bien heureux sont ceux qui peuvent s'en procurer régulièrement les quantités nécessaires.

C'est certainement une des conséquences les plus alarmantes de la crise actuelle puisqu'elle menace directement les vieillards, les malades et les enfants qui ne peuvent se passer de ce précieux aliment.

Le beurre. — Le prix moyen du kilo de beurre centrifuge des Charente et du Poitou avait été, aux halles centrales de Paris, de 3 fr. 33 en 1912 et de

(1) SOUCHON : Académie des Sciences morales et politiques. C/r des sciences et travaux. Mai 1919,

3 fr. 35 en 1913 ; le maximum en 1913 était de 4 fr. 50 et le minimum de 2 francs. En 1915 il était de 3 fr. 79 ; fin août 1918, il atteignait 9 à 9 fr. 20. Il s'est élevé à 21 francs à la fin de 1919 ; il était de 17 fr. 50 en décembre 1920 (1).

Œufs. — Au mois de septembre 1914, les œufs français à la coque se vendaient 1 fr. 90 la douzaine ; les frais, 1 fr. 40 et les œufs de conserve 1 fr. 20.

Au début de mai 1916, le prix de détail était de 2 fr. 20 à 2 fr. 50 pour les œufs à la coque extra-gros ; de 1 fr. 90 à 2 francs pour les moyens ; de 1 fr. 60 à 1 fr. 80 pour les œufs frais et de 1 fr. 30 à 1 fr. 40 pour les œufs importés.

En juillet 1917, on cotait sur la plupart des marchés de 3 à 3 fr. 50 par douzaine.

En janvier 1918, de 4 fr. 50 à 5 fr. 50 ; en juin 1918, les prix étaient compris dans les départements entre 3 francs et 4 fr. 25.

En 1919, ces prix se sont élevés jusqu'à 10 francs.

En 1920, ils ont atteint 12 francs.

En décembre 1920, les œufs valaient 795 francs le mille aux halles centrales à Paris et 8 fr. 50 à 9 fr. 50 la douzaine, dans les marchés de province ; soit environ 7 fois plus qu'en 1914 (2).

(1) *Economiste* du 14 septembre 1918 et renseignements commerciaux publiés en décembre 1920.

(2) *Economiste* du 7 octobre 1918 et renseignements commerciaux publiés par le journal *Paris-Centre*.

LÉGUMES

Pommes de terre. — Les pommes de terre, qui occupent une place toute spéciale dans notre alimentation, étaient cotées aux prix suivants depuis 1904 :

	Quintal
1904.....	5.56
1906.....	7.23
1908.....	5.12
1910.....	10.38
1912.....	7.25
1913.....	8.30

Au mois de mai 1916, au marché des Innocents, à Paris, la rouge saucisse valait de 34 à 35 francs les 100 kilos ; la ronde jaune de 25 à 26 francs ; la Beauvais de 20 à 21 francs.

Vers la fin d'août 1917, on cotait aux halles centrales, à Paris, de 28 à 32 francs les pommes de terre du midi et de Paris, et de 26 à 28 francs celles de Noirmoutier.

Le 16 juillet 1918, une circulaire du Ministre de l'agriculture et du ravitaillement faisait connaître que l'office technique de ravitaillement avait fixé comme suit le prix maximum pour la vente des pommes de terre de primeur : 50 francs les 100 kilos, prix de gros ; 0 fr. 60 le kilo, prix de détail.

En décembre 1920, aux halles centrales de Paris, les pommes de terre valaient (1) :

(1) *Economiste* du 24 Août 1918 et renseignements commerciaux de *Paris-Centre*.

Hollande	65 à 80 fr. les 100 kilog.	
Saucisse	38 fr.	—
Rondes jaunes.....	26 à 35 fr.	—
Flucke.....	26 à 27 fr.	—

Carottes. — En 1914, la petite botte de carottes valait de 0 fr. 15 à 0 fr. 20, aux halles de Paris; elle vaut maintenant 0 fr. 50.

Salades. — Le petit paquet qu'on payait 0 fr. 15 à 0 fr. 20 avant la guerre, vaut maintenant de 0 fr. 75 à 0 fr. 90.

Haricots verts. — Les haricots valent 4 fr. 50 le kilo au lieu de 1 fr. 20.

Volailles. — Les volailles qui valaient de 5 à 8 francs avant la guerre ont atteint 20 à 30 francs. Elles se payent encore couramment 25 francs à l'heure actuelle.

Les pâtes alimentaires. — Le macaroni et les nouilles qui valaient de 0 fr. 75 à 1 fr. le kilog., avant la guerre, se payaient couramment de 3 fr. 50 à 4 fr. en 1919-1920. Leur prix n'a d'ailleurs pas sensiblement baissé ces derniers mois.

Le vin. — Le vin ordinaire, qui valait en 1914 de 0 fr. 30 à 0 fr. 40 le litre, coûtait de 1 fr. 60 à 1 fr. 80 en 1919 et 1920. On le paye encore de 1 fr. 30 à 1 fr. 40 à l'heure actuelle.

Le vinaigre. — Le vinaigre est passé de 0 fr. 45 à 2 fr. le litre environ.

L'huile comestible. — L'huile « à manger », qui valait en 1914 de 2 fr. 50 à 2 fr. 75 le litre, coûtait, en 1920 de 12 fr. 80 à 13 fr. Elle vaut encore de 9 fr. à 9 fr. 75 le litre.

Le sucre. — Le sucre cassé, en boîtes, que l'on payait 0 fr. 70 le kilog., en 1914, a valu jusqu'à 5 fr. 50 en 1919-1920.

C'est une des hausses les plus considérables et les moins justifiées qu'on ait constatées depuis la guerre. Elle doit s'expliquer en grande partie par l'accaparement et la spéculation.

Le chocolat. — Le chocolat qui valait 2 fr. 70 le kilog., en 1914, vaut maintenant de 7 à 8 francs.

Le café. — Le café au détail, qui valait entre 5 et 6 fr. le kilog. avant la guerre, vaut à l'heure actuelle de 11 à 12 francs.

Le renchérissement des denrées alimentaires a donc atteint d'effrayantes proportions. On peut l'évaluer en moyenne à 500 0/0. Le gouvernement a bien essayé de l'enrayer, en recourant aux vieilles armes dont le lamentable exemple de la Convention avait cependant surabondamment prouvé l'inefficacité et même les dangers.

On ne parviendra jamais à empêcher les marchands d'élever leurs prix de vente, quand, par suite d'une mauvaise politique financière on aggrave, chaque jour, la dépréciation de l'instrument monétaire qu'on leur offre en paiement.

Comme le disait M. Arnauné, à l'Académie des Sciences morales et politiques, le 8 novembre 1919, « loin d'être enrayerée par les restrictions apportées à la liberté du commerce, la hausse n'est et ne peut être qu'activée. En effet, le nombre des vendeurs est moindre ; ceux qui restent, se détournent des marchés publics où leur sont imposés des prix arbi-

trairement et souvent inexactement fixés, et ainsi le consommateur est privé des garanties que lui assureraient, plus que le contrôle administratif, la concentration et la confrontation en un même lieu de la généralité des offres et des demandes ; enfin, le volume total de l'offre se réduit, la production s'écartant des marchandises taxées et se portant sur celles où les bénéfices ne sont pas soumis à un contrôle et à une limitation ».

Malgré la dureté « des temps », on est bien obligé de se nourrir, et l'on préfère encore se procurer à des prix exorbitants, dans un marché clandestin, les denrées nécessaires, que de souffrir de la faim.

Les cultivateurs ont évidemment abusé de la situation. Chacun sait avec quelle rapidité les fermiers qui gémissaient jadis pour acquitter leurs termes, sont devenus d'importants et riches propriétaires. Mais il ne faut pas oublier toutefois que, dans le passé, la terre avait été souvent singulièrement ingrate envers ceux qui lui consacraient leur existence entière, et d'autre part, on ne saurait méconnaître les efforts admirables fournis pendant la guerre par la population rurale. Si le dédommagement est quelque peu exagéré, il n'est pas, en tout cas, dépourvu de justice.

Les agriculteurs peuvent d'ailleurs faire valoir avec raison l'augmentation considérable de leurs frais d'exploitation. Le tableau suivant donnera une idée de l'accroissement de leurs charges obligatoires.

PRIX DES DENRÉES, MACHINES, OUTILS, SERVICES

ACHETÉS PAR LES AGRICULTEURS

	Av. la guerre	1920
	francs	francs
1° Denrées (aux 100 kilog.)		
Superphosphates 100 k.	5 »	35 »
Scories	4 »	20 »
Nitrate de soude	25 »	150 »
Tourteaux de lin	24 »	110 »
Tourteaux d'arachide....	17 »	86 »
Tourteaux de copran ...	24 »	85 »
Sons	16 »	55 »

2° Outils, Machines, etc.

Charrue en fer (par kg)	0.50	4.50
Moissonneuse (par unité)	900 »	4.500 »
Faucheuse (par unité)	350 »	1.600 »
Sacs (par unité)	1 »	6 »
Ferrure pour chevaux	4 »	30 »
Pots à lait (pièce)	0.45	3 »
Essence pour tracteurs (litre)...	0.30	2.20

3° Salaires, gages.

Charretiers nourris et logés....	600 »	3.500 »
Vachers (par an)	400 »	2.400 »
Bergers (par an)	500 »	3.000 »
Servantes (par an)	240 »	1.000 »
Ouvriers, travaux ordinaires (par jour)	4 »	15 »
Binage betteraves (par heure)...	0.45	2 »

Voici maintenant les variations du cours des animaux de trait ou de vente :

Chevaux.....	1.200 »	5.500 »
Bœufs.....	800 »	5.000 »
Vaches laitières	550 »	4.000 »
Moutons maigres	30 »	240 »

Ces renseignements, recueillis en décembre 1920, auprès des plus sérieux praticiens, par M. Daniel Zolla, qui les a publiés dans le *Journal des Débats*, prouvent évidemment que les sommes touchées par les agriculteurs ne sont pas précisément « bénéfice net ».

LE COMBUSTIBLE

Le Chauffage et l'Eclairage. — Le combustible occupe une place particulièrement importante dans le budget de tous les ménages et dans les frais généraux de toutes les industries. Son renchérissement a donc fatalement d'innombrables répercussions sur nos dépenses journalières.

Le Charbon. — Le charbon est, selon la formule classique, « le pain de l'industrie ». Il entre pour une proportion qui, dans beaucoup de cas, va jusqu'à 50 % dans le prix de revient des objets manufacturés. Son prix a subi depuis la guerre une hausse considérable, comme on peut en juger par les chiffres suivants :

	1914	1915-16	1918-19	1920
Prix des 100 kilog.				
Charbon (menu) ..	4.75	12 »	18 »	30.50
Anthracite.....	7.75	16 »	22 »	45 »
Coke.....	3.15	—	—	35 »

Le Gaz. — Le gaz, qui à Lyon valait en 1914, 0 fr. 18 le mètre cube, coûte maintenant 0 fr. 53 jusqu'à 20 mètres et 0 fr. 58 au-dessus de 20 mètres.

Les compteurs, qui valaient avant la guerre 47 francs, en coûtent aujourd'hui 167.

Le Pétrole. — Le pétrole que l'on payait de 0 fr. 40 à 0 fr. 50 le litre en 1914, vaut à l'heure actuelle de 1 fr. 90 à 2 francs.

La Bougie. — Le paquet de bougies, qui valait avant la guerre 0 fr. 90, coûte maintenant 3 fr. 50.

LE LOGEMENT

La répercussion de la hausse des prix sur le loyer des appartements et des maisons d'habitation a été prévenue par le moratorium des dettes et la prorogation générale des baux. Pour beaucoup de personnes peu scrupuleuses, le paiement de la location était même devenu une dépense surannée, que seuls les gens naïfs persistaient encore à comprendre dans leur budget.

Même en ce qui concerne l'établissement des nouveaux contrats, le jeu de la loi de l'offre et de la demande est encore entravé par la perspective des poursuites judiciaires qui menacent les propriétaires trop cupides et trop exigeants.

Officiellement, la majoration des loyers ne dépasse donc guère 40 à 50 0/0. Mais, pour rendre hommage à la vérité, il faut malheureusement reconnaître qu'on ne saurait actuellement trouver un logement quelconque, dans n'importe quelle grande ville de France, sans accepter de gré ou de force une de ces combinaisons abusives qui augmentent dans des proportions souvent considérables la somme à déboursier.

Agencements que l'on doit consentir à payer dix ou vingt fois leur valeur : calorifère à 10.000 francs et salle de bains à 20.000; mobilier acheté tout exprès chez l'antiquaire ou plutôt le « marchand d'occasions » le plus voisin et qu'on doit prendre au prix d'expertise qui n'est certes pas « le juste prix » dont parlaient jadis les canonistes médiévaux... Cette spéculation revêt les formes les plus variées et se traduit, pour beaucoup de loyers, par une importante majoration dont il faut évidemment tenir compte, mais qu'il est bien difficile d'évaluer même approximativement.

LA TOILETTE

La toilette occupe depuis quelques années dans le budget de la plupart des familles une place beaucoup plus grande qu'auparavant. A l'heure actuelle tout le monde veut être « bien mis ». Toutes les femmes prétendent suivre la mode, et les hommes, au lieu de « s'endimancher », comme jadis, tiennent à être habillés correctement tous les jours de la semaine. Le « vêtement de travail » disparaît, et il devient de plus en plus malaisé de distinguer, dans la rue, un ouvrier d'un patron.

on y voit des commis
mis
comme des princes
qui sont jadis venus
nus
de leurs provinces

Voici la progression de la consommation du coton en France depuis 1830 (1) :

1 kil. par tête d'habitant	vers 1830
3 — — —	en 1860
4 — — —	1884
6 k. 6 — —	1909
7 — — —	1912

Le Coton. — Le 23 octobre 1919, le coton était coté, sur la place du Havre, 423 francs les 50 kilos.

Le 25 janvier 1920, la cote atteignait 652 francs.

En juillet 1914, elle était de 80 francs environ (2).

La Soie. — *Prix moyen des soies à Lyon, de 1913 à 1919, d'après le Bulletin des Soies et Soieries de Lyon.*

	1913	1919
Grèges.		
France	48.50	170 »
Italie et Piémont.....	49 »	164 »
Espagne	48 »	167 »
Japon filatures.....	44 »	160 »

Ouvrées.

France.....	51 »	175 »
Italie.....	51.25	172 »
Chine.....	43 »	170 »
Japon.....	47 »	173 »

La laine. — La laine, cotée au Havre 233 francs en juillet 1914, était cotée 980 francs en octobre 1920.

Les majorations de salaires jointes au renchérissement des matières premières ont provoqué, dans

(1) *Economiste* du 7 février, 1920.

(2) *Economiste* du 7 février 1920.

l'habillement, une hausse presque égale à celle que nous avons constatée dans l'alimentation.

Vêtements d'hommes. — Voici quels étaient les prix des vêtements d'hommes en 1914 et en 1920, d'après les catalogues des grands magasins de Paris.

	1914	1920
Pardessus.....	32 à 70 fr.	200 à 270 fr.
Complet Veston.....	65 à 95 fr.	210 à 300 fr.

Les prix des tailleurs ne faisant que les costumes sur mesures étaient sensiblement plus élevés. Nous avons connu et nous connaissons encore le complet à 500 francs.

Les chaussures ont subi une hausse plus considérable encore ; elles ont passé de 18, 20, 25 et 30 francs à 75, 90 et même 120 francs.

Les chapeaux « melon » ou plus noblement dénommés « capes anglaises » qui valaient de 9 à 12 francs en 1914, en coûtaient 30, 35 et 40 en 1920. Les feutres souples ont atteint 50, 60, et 70 francs. Les chapeaux de paille 25 et 30 francs.

Les chemises qui valaient de 4 fr. 50 à 7 francs, valent actuellement de 18 à 30 francs.

Les faux-cols ont passé, de 0 fr. 70 et 1 franc, à 2,50 et 3 francs pièce.

Les chaussettes qui valaient 3 francs, en valent 10 à 12 maintenant.

Vêtements de femmes. — Les prix des vêtements de femmes ont naturellement effectué une ascension au moins aussi rapide.

Les costumes « tailleur » très ordinaires qui valaient

200 francs avant la guerre, en coûtent de 6 à 700 à l'heure actuelle.

Les corsages de 18 francs, valent 70 ou 75.

Les chapeaux de 20 à 25 francs en valent 80 ou 90.

Les bas de laine qui coûtaient 4,50, valent maintenant de 18 à 20 francs. Les bas de coton qui coûtaient 2 francs, valent à l'heure actuelle de 10 à 12 fr.

Sans parler bien entendu des bas de soie à 100 fr. la paire.

Le Savon. — Le pain de savon de ménage qui valait 0 fr. 70 avant la guerre coûte actuellement de 3,50 à 4 francs.

LES MÉTAUX.

Les métaux servent à la fabrication d'une foule d'objets de toute première nécessité ; leur renchérissement a donc une répercussion particulièrement sensible sur le coût de la vie. Or, précisément depuis 1914, leurs prix se sont élevés dans des proportions considérables ainsi qu'on peut en juger par le tableau suivant dressé d'après les renseignements fournis chaque semaine par « l'Économiste français ».

PRIX COURANT DES MÉTAUX SUR LA PLACE DE PARIS

Juin 1914 Juin 1920

Cuivre en lingots, liv. Havre.	168 50	550 75
— en cathodes —	168 50	550 75
Etain Banka —	381 »	1.330 »
— anglais de Cornouailles	360 »	1.292 »
Plomb bonnes marques, liv. Havre	57 »	198 »
— — Paris	57 50	198 »
Zinc bonnes marques, liv. Havre	58 50	249 »

Or, Argent, Platine. — Les orfèvres qui payaient en 1914 le kilogramme d'or fin 3.465 francs, l'ont payé jusqu'à 11.400 francs en avril 1920 et le payent 8.700 francs à l'heure actuelle.

Le platine qu'ils payaient 7.000 francs le kilog. en 1914, a valu jusqu'à 50.000 en janvier et en août 1920 et vaut encore 35.000 francs maintenant.

L'argent au titre contrôlé qu'ils payaient 130 francs le kilog en 1914, a valu jusqu'à 920 francs en avril 1920 et vaut encore 450 francs actuellement.

LE SUPERFLU ET L'IMPRÉVU.

Depuis longtemps déjà les goûts de bien-être, les habitudes de confort et de luxe, les raffinements de la table, la recherche des distractions ne sont plus réservés aux « classes dirigeantes » et les individus ne sont plus partagés en deux catégories bien distinctes : l'une travaillant sans relâche pour assurer à l'autre une vie d'oisiveté et de plaisirs.

Mais les besoins de la masse se sont considérablement accrus depuis la guerre et l'on constate partout maintenant une soif de jouissance inconnue jusqu'alors.

La raison en est facile à découvrir. Les employés des ateliers et usines de guerre, qui se sont trouvés brusquement en possession de sommes inespérées, ont consacré les majorations de salaires aux fantaisies gastronomiques et aux distractions de tout genre ; d'autant que la pensée des souffrances et des dangers que leur bonne étoile leur avait épargnés, leur faisait

doublément apprécier les douceurs de l'existence.

Quant aux démobilisés, aux survivants de l'effroyable lutte, il est tout naturel qu'après cinq années de tortures, de privations et d'angoisses, ils éprouvent un impérieux besoin de détente et de plaisir; ils veulent maintenant jouir de cette vie dont ils avaient fait si souvent « là-bas » le sacrifice.

Si, selon l'expression d'Anatole France, (dans la Mort des Dieux), ils sont « las du sublime », ils en ont certes ! bien le droit ! et l'exagération, toujours regrettable assurément, n'est pourtant pas chez eux absolument sans excuses.

Les Théâtres. Les distractions sont donc plus que jamais nécessaires à la masse. *Panem et circenses!* Mais les spectacles qui ont remplacé les « jeux de cirque » des anciens ne sont que bien rarement gratuits. Le cinématographe, qui a si profondément modifié les habitudes du public, grève actuellement dans de notables proportions le budget de bien des ménages. C'est qu'à l'heure actuelle il en coûte de 1 fr. 50 à 6 fr. pour suivre, sur l'écran, les aventures de « Charlot », ce héros populaire !

Le prix des places dans les théâtres et les casinos a pour le moins triplé depuis la guerre.

Le Café. — Les mêmes raisons qui font actuellement rechercher les spectacles de tout genre expliquent l'augmentation de la clientèle des bars et des cafés ; et pourtant le tarif des « consommations » s'est élevé depuis la guerre au point que le public aurait dû, semble-t-il, désertier les « comptoirs et les tables de marbre ».

Il n'est plus question des prix de 0 fr. 25, 0,40 ou 0,60 qu'on voyait s'étaler jadis sur les soucoupes. Maintenant le « demi » est à 0,90 et « la fine » à 1,75.

Le Tabac. — Le prix du tabac a plus que doublé depuis 1914 et de plus « la régie » n'en délivre qu'avec une extrême parcimonie qui a pour résultat d'encourager toutes les fraudes et toutes les spéculations. Jamais pourtant on a tant « fumé ». Résultat des majorations de salaires en ce qui concerne les sur-sitaires de l'intérieur, habitudes contractées au front, en ce qui concerne les anciens combattants. Toujours est-il qu'il en résulte une dépense très lourde pour le budget de beaucoup de familles.

Les Voyages. — Le goût des voyages s'était déjà sensiblement développé avant la guerre ; il est maintenant beaucoup plus vif encore.

D'abord on exige des vacances, et quand on les a obtenues, on ne veut évidemment pas en jouir à l'endroit où l'on a ses occupations habituelles ; on tient « à changer d'air ». Et puis, depuis cinq ans, tant de personnes ont été amenées à voir des régions nouvelles, à se créer des relations dans des villes plus ou moins éloignées, à vivre des instants inoubliables dans des pays qu'elles ne pensaient jamais connaître, que le désir et les occasions de « se déplacer » se sont considérablement accrus.

Mais naturellement les tarifs des chemins de fer ont suivi l'ascension générale, et le moindre voyage occasionne maintenant de très grosses dépenses.

Les tarifs ont été relevés uniformément de 25 % en 1918, et comme cette majoration s'est révélée tout

à fait insuffisante pour combler le déficit des compagnies, un nouveau relèvement a été réalisé en 1920. Il a augmenté les prix dans les proportions suivantes :

45 %	pour les voyageurs de 3 ^e classe
50 %	— — — de 2 ^e classe
55 %	— — — de 1 ^{re} classe
115 %	pour les marchandises.

(Cette majoration ne porte pas sur le premier relèvement de 25 %)

Des réductions allant de 30 à 70 % sont consenties en faveur des membres de familles de 3 à 7 enfants.

Les mutilés et réformés de guerre ayant au moins 50 % d'invalidité ont droit au 1/4 de place en 2^e et 3^e classes.

Le relèvement du tarif des chemins de fer atteint d'ailleurs non seulement les gens qui voyagent, mais encore ceux qui ne « prennent jamais le train » puisqu'il se traduit par une augmentation du prix de revient de la plupart des marchandises. Il a donc une répercussion considérable sur le coût de la vie.

APPLICATION : LE BUDGET FAMILIAL

Nous avons passé en revue un certain nombre de marchandises et de denrées usuelles ; et nous avons constaté qu'elles avaient toutes subi une hausse considérable depuis cette année 1914 dont nous semblons maintenant si prodigieusement éloignés.

Mais pour avoir une idée plus nette du renchéris-

sement de la vie, il serait peut-être intéressant de rechercher qu'elle a été la répercussion de l'ascension des prix sur le budget d'une famille ouvrière.

Monsieur du Maroussem, disciple de Le Play, avait déjà entrepris ce travail en 1890. Il s'était procuré le livre de dépense d'un ouvrier de Paris, père de deux enfants et, après s'être assuré que ce ménage vivait selon sa condition, il avait noté la quantité de denrées consommée dans une année.

En nous basant sur les calculs que M. du Maroussem a effectués pour les années comprises entre 1839 et 1910, nous allons pouvoir établir une comparaison entre les dépenses d'avant guerre et les dépenses actuelles de cette famille type.

Voici le détail des denrées consommées :

Denrées	Consommation Annuelle
Pain.....	770 kilos.
Viande.....	150 —
Lard.....	20 —
Poisson.....	30 —
Beurre.....	9 —
Œufs.....	135 pièces.
Sel.....	20 kilos.
Riz.....	4 —
Macaroni.....	4 —
Fromage.....	16 —
Lait.....	230 litres.
Saindoux.....	8 kilos.
Pommes de terre.....	160 —
Haricots.....	20 —
Huile à manger.....	6 —
Vinaigre.....	10 litres.
Café.....	7 kilos.

Vin.....	315 litres (1)
Pétrole.....	20 —
Charbon de bois.....	10 hecto.
Charbon de terre.....	1.000 kilos.

La dépense moyenne de ce ménage de quatre personnes s'établissait ainsi en tablant sur les prix de détail :

Années	Dépenses
1875—1883.....	1.211
1884—1893.....	1.104
1894—1903.....	1.029
1904—1910.....	1.016

pour l'année 1920, en se basant sur les mêmes quantités, elle se serait élevée à environ 5.125 fr.

Mais ce budget ne comprend que les dépenses d'alimentation.

Le congrès de la Fédération du Sous-Sol, tenu en août 1918, a fait état d'un tableau plus complet indiquant le coût de la vie pour un ménage de deux personnes. Ce document comporte les totaux d'avant-guerre et ceux du mois d'août 1918, nous allons le reproduire en y ajoutant les chiffres qui auraient dû être inscrits en décembre 1920.

(1) Cette quantité est faible ; mais ne comprend pas le vin pris au dehors par l'ouvrier.

TABLEAU DU COUT DE LA VIE **POUR UN MÉNAGE DE DEUX PERSONNES**

DENRÉES et OBJETS	Quantité par semaine	Valeur en 1914	Valeur en Août 1918	Valeur en Déc. 1920
Pain (1).....	10 kil.	3 30	6 fr.	13 fr.
Viande (2).....	5,250	10 25	31 50	52 50
Légumes frais (3)....	»	1 »	5 »	6 50
Pommes de terre.....	7 kil.	0 50	2 45	4 20
Légumes secs.....	0,500	0 40	1 70	2 10
Pâtes alimentaires....	0,500	0 20	1 25	2 »
Fromages.....	1 kil.	2 »	8 »	10 »
Œufs (4).....	1/2 douz	0 40	2 10	5 »
Sucre (5).....	0,500	0 40	0 95	2 50
Beurre, graisse.....	0,500	0 75	3 »	8 »
Huile.....	1 kil.	1 50	6 »	12 »
Condiments (6).....	»	0 75	2 10	2 60
Boisson ordinaire (7)...	15 litres	4 50	24 »	25 50
Boisson complémentaire (8)...	0,500	2 15	4 »	5 »
Entretien (9).....	»	1 70	4 20	5 40
Vêtements (10).....	»	7 »	17 50	22 75
Chaussures (11).....	»	2 »	7 »	8 50
Lingerie (12).....	»	1 »	3 »	3 90
Mobilier (13).....	»	1 »	3 »	3 90
Chauffage (14).....	»	1 »	2 »	2 60
Loyer.....	»	3 »	5 »	7 »
Réserve (15).....	»	7 »	7 »	9 »
TOTAUX par semaine...		52 80	146 75	213 95

OBSERVATIONS ANNEXÉES AU TABLEAU

(1) Quantité normale qui doit être remplacée si elle est réduite. — (2) Indispensable au mineur. — (3) Les légumes récoltés par le mineur doivent être un bénéfice supplémentaire pour lui. — (4) Compris comme accessoire de cuisine. — (5) Quantité normale. — (6) Ces dépenses (sel, vinaigre, poivre, moutarde, olives, girofle, cannelle), sont évaluées à 0, 30 par jour. — (7) Vin pris comme base ; bière, cidre nécessitant une plus grande quantité. — (8) Café en grains pris comme base, représentatif du thé, lait ou divers. — (9) Savon, cirage, éclairage, graisse, encaustique, soude, toilette et hygiène : 0 fr. 60 par jour. — (10) Il faut comprendre annuellement pour le ménage : 3 complets travail, 3 complets ménage (pantalons, vestes, gilets, jupes, corsages, tabliers, chaussettes, bas, coiffures etc.), valeur : 300 fr. ; 4 complets sortie, valeur : 600 fr., total : 900 fr. ou 17 fr. 30 par semaine. — (11) 2 paires travail pour hommes, 96 fr. ; 2 ressemclages, 24 fr. ; 1 paire intérieur, 12 fr. ; 2 paires sortie, 96 fr. ; 3 paires intérieur, femmes, 36 fr. ; 2 paires sortie, 36 fr., total : 300 fr. par an, soit avec les réparations, 7 fr. par semaine. — (12) La lingerie (draps, serviettes, torchons, mouchoirs, caleçons, pantalons, chemises, cravates etc.), ne demande pas moins de 170 fr. par an, soit 15 fr. par semaine. — (13) Il en est de même pour l'entretien ou le remplacement du mobilier et batterie de cuisine. — (14) Variable, mais qui peut s'évaluer au bas mot à 5 fr. par semaine. — (15) Il faut prévoir le chômage, l'accident, la maladie, la vieillesse, les indemnités et les retraitements étant totalement insuffisantes. L'ouvrier a droit également aux délassements et aux plaisirs moraux et réparateurs. Une réserve lui est indispensable et 1 fr. par jour, n'a rien d'exagéré.

Ainsi donc l'ouvrier parisien, marié et père de deux enfants, qui dépensait annuellement, pour sa nourriture et celle de sa famille, 1.016 fr. en 1910, devait en dépenser 5.125 en 1920. Le mineur dont le budget général atteignait 2.693 fr. 60, en 1914, voyait ses dépenses annuelles s'élever à 7.631 fr. 00 en août 1918 et à 11.125 fr. 40 en décembre 1920.

Les exigences des « travailleurs du sous-sol » sont peut-être d'ailleurs un peu excessives ; si un ménage d'ouvriers, sans enfants, ne pouvait véritablement vivre à moins de 11.125 fr. par an, la plupart des ouvriers et même beaucoup de « bourgeois » chargés de famille n'arriveraient jamais « à joindre les deux bouts ».

Mais si les quantités de denrées et le nombre d'objets, mentionnés sur le tableau que nous avons reproduit, nous paraissent quelque peu exagérées, les prix sont en tout cas d'une incontestable exactitude ; la conclusion qui se dégage de l'inspection de ce document est d'ailleurs conforme à celle que nous devons tirer de l'examen des comptes établis sur les bases fournies par M. du Maroussem : dans la période comprise entre le mois d'août 1914 et le mois de décembre 1920, les prix de l'ensemble des marchandises usuelles ont subi une hausse d'environ 500 pour 100.

L'exactitude de ce chiffre est d'ailleurs confirmée par toutes les statistiques. Si nous consultons par exemple les nombres indices publiés par le « Bulletin de la Statistique générale de France » et ayant

pour base les prix de juillet 1914, nous relevons la progression suivante :

Dates	Index des Prix
Fin Juillet 1914.....	100
1915.....	143
1916.....	188
1917.....	273
1918.....	344
1919.....	356
Fin Décembre 1919.....	432

Comme nous l'avons constaté, en examinant les prix des principales denrées, la hausse a été particulièrement sensible durant l'année 1920, l'index des prix qui était de 432 à la fin de décembre 1919 a certainement atteint, et même beaucoup dépassé 500 à la fin de 1920.

Il faut remonter jusqu'au XVI^e siècle pour trouver l'exemple d'un renchérissement aussi considérable, aussi général et d'une aussi longue durée ; car si la crise provoquée par les folles émissions de la Révolution fut d'une invraisemblable violence, elle fut par contre, comme nous l'avons vu, relativement éphémère.

Au point de vue de l'amplitude, la hausse dont nous nous plaignons est donc comparable à celle qui provoquait les doléances des contemporains de Bodin ; nous allons voir si elle l'est également au point de vue de l'origine et si nous pouvons à juste raison l'attribuer, nous aussi, au brusque accroissement de notre stock monétaire.

L'INFLATION FIDUCIAIRE CAUSE PRINCIPALE DE LA HAUSSE DES PRIX

LA POLITIQUE FINANCIÈRE DE L'ÉTAT
DURANT LA GUERRE

EXAGÉRATION DES EMPRUNTS A LA BANQUE DE FRANCE

En temps normal, c'est au moyen de l'impôt que l'Etat se procure les ressources nécessaires à l'équilibre de son budget ; il exige des contribuables les sommes correspondant à ses énormes dépenses.

Lorsque, exceptionnellement, il a besoin d'une quantité d'argent plus considérable, dépassant le cadre des prévisions habituelles, il demande au public de lui consentir un prêt à échéance plus ou moins éloignée ; il émet un emprunt.

Mais il arrive parfois que ses charges sont si élevées que ni l'impôt, ni l'emprunt ne lui permettent plus d'y faire face. L'effort fiscal qu'on peut imposer à un peuple est en effet limité, et d'autre part, les emprunts trop fréquents risquent de ne plus trouver de souscripteurs.

Cependant, lorsque les dépenses engagées sont absolument indispensables, lorsqu'il s'agit, par exemple, de soutenir une guerre dont la conduite

exige chaque jour des sommes fabuleuses, il faut bien que le gouvernement se procure coûte que coûte, les milliards nécessaires, et comme il ne peut les obtenir du public, il ne lui reste qu'une ressource, c'est de les fabriquer lui-même, sous la forme de papier-monnaie ou de demander à une banque de les fabriquer pour lui, en émettant des billets auxquels il conférera le privilège du cours forcé.

Telle fut la situation de l'Etat français au début de la guerre.

Les dépenses ont passé de :

22.804 millions	en 1915
à 32.596 —	1916
42.121 —	1917

et la progression s'est poursuivie avec une telle rapidité que du 1^{er} août 1914 au 31 décembre 1919, c'est-à-dire pendant la période de guerre et celle de l'armistice, les ouvertures de crédit ont atteint le total formidable de 208.349 millions.

On doit, il est vrai, faire subir à cette somme une réduction de 10 % pour tenir compte des annulations.

Mais il faut ajouter par contre 7 à 8 milliards représentant les dépenses effectuées au titre de services spéciaux, ce qui porte à 195 milliards le fardeau qui a pesé sur les finances françaises (1).

Ni l'impôt, ni l'emprunt, n'auraient pu fournir à eux seuls des sommes aussi considérables.

(1) KLOTZ : La situation financière de la France. *Revue Internationale économique*. Novembre 1920.

Le gouvernement s'adressa donc à la Banque de France et lui demanda de lui avancer l'argent dont il avait besoin. Mais la Banque de France ne crée évidemment pas de capitaux, elle ne peut que mobiliser son crédit par l'émission de billets qui deviennent monnaie légale.

L'Etat s'est servi de ce papier pour payer ses nombreux créanciers : rentiers, fonctionnaires, employés et surtout fournisseurs de matériel et de denrées nécessaires à la guerre. Quand il n'avait plus de billets dans sa caisse, il en redemandait à la banque qui ne pouvait les lui refuser, alors que le canon tonnait et qu'il s'agissait du salut du pays.

Mais, précisément, la facilité de ces emprunts constituait un danger. N'ayant qu'à demander pour recevoir, le gouvernement en arriva vite à abuser d'un expédient auquel il n'aurait dû recourir que dans l'extrême nécessité, après avoir épuisé toutes les ressources normales.

La tentation était évidemment bien forte !

Sans doute, on aurait pu (comme le fit l'Angleterre, dans une certaine mesure), mettre le pays en face des réalités financières, lui révéler le coût réel de la guerre et majorer les impôts dans les proportions nécessaires. Il n'était pas besoin d'attendre des années pour accroître raisonnablement les charges fiscales de l'arrière, et frapper notamment ceux qui s'enrichissaient sur les souffrances, les deuils et les ruines de leurs compatriotes. Mais c'était soulever des mécontentements, braver inutilement l'impopu-

larité, alors qu'on obtenait si facilement tout l'argent désiré en recourant aux avances de la Banque de France !

Sans doute, on aurait pu faire appel à la confiance du public et user plus largement de la ressource des emprunts. Mais c'était courir le risque de n'obtenir peut-être qu'un succès mitigé et, d'autre part, il aurait fallu servir aux prêteurs un intérêt de 5 ou 6 $\%$. Combien il était plus facile de s'adresser tout simplement à la Banque de France dont les avances illimitées ne devaient porter, jusqu'à la fin des hostilités, qu'un infime intérêt de 1 $\%$. (Avantage d'ailleurs singulièrement illusoire, comme nous ne tarderons pas à le constater).

Et c'est ainsi que se multiplièrent les émissions de papier-monnaie pour répondre aux exigences croissantes d'un gouvernement qui vivait au jour le jour et pratiquait, au point de vue financier, la politique du moindre effort.

Il est aisé de se rendre compte de la part de l'Etat dans les émissions de la Banque de France.

Huit jours avant la guerre, le 24 juillet 1914, la circulation de la banque atteignait 5.911 millions. Le 31 juillet, par suite de l'escompte du papier des sociétés de crédit, elle passait à 6.683.

Sur ce total, les avances à l'Etat ne représentaient que 200 millions, ce qui, à cette époque, paraissait un maximum raisonnable.

Dès le début des hostilités, le ministre des finances demanda les 3 milliards auxquels une convention secrète lui donnait droit. Depuis, les appels à la

Banque se sont succédés pour ainsi dire sans interruption.

Certains remboursements de faible importance ont été opérés au moment des emprunts, mais la marche ascendante a bien vite repris.

Le 14 novembre 1918, c'est-à-dire le lendemain de l'armistice, les avances consenties directement par la Banque se montaient à 18.500 millions, auxquels il convient d'ajouter 3.500 millions représentant la valeur de bons du trésor escomptés pour avances aux gouvernements étrangers. Soit au total : 22 milliards.

Si l'on songe qu'à cette époque, la circulation totale de papier-monnaie s'élevait à environ 30.000 millions, on voit que la plus grande partie des émissions avait servi à remplir les coffres de l'Etat.

On pouvait espérer qu'après la cessation des hostilités, le gouvernement renoncerait à l'abus de la monnaie de papier, et que, s'il n'était pas en mesure de rembourser immédiatement ou dans un bref délai une partie importante des avances consenties par la Banque de France, il se garderait bien, tout au moins, d'accroître l'inflation en continuant à provoquer de nouvelles émissions.

Il n'en a malheureusement pas été ainsi. Jamais la presse à billets ne fonctionna plus activement que depuis l'armistice, jamais la circulation ne s'enfla avec une pareille rapidité.

A la date du 3 juillet 1919, l'Etat devait à la Banque plus de 27 milliards de francs. En huit mois, le chiffre de ses emprunts avait grossi de plus de 5 mil-

liards, tandis qu'au cours de la guerre, il n'avait été majoré que d'environ 3 milliards 1/2 par an.

A l'heure actuelle, les avances à l'Etat se montent à 30.780 millions, sur 38.589 millions de billets en circulation. (1)

Ainsi donc, sur 39 milliards de billets actuellement en circulation, 31 milliards ont été directement avancés à l'Etat. Quelle a pu être l'influence de ce flot de papier monnaie sur le niveau des prix ? Pour nous en rendre compte, il faut examiner le mécanisme de ces émissions que l'on peut à juste titre qualifier d'anormales.

En temps ordinaire, l'émission de billets par la Banque de France repose sur une opération commerciale. La Banque escompte une lettre de change à un industriel ou à un commerçant, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un autre établissement de crédit. La lettre de change escomptée représente une créance de l'industriel ou du commerçant sur une tierce personne qui a reçu la marchandise. Les billets émis à l'occasion de cet escompte ont donc une contrepartie. Au bout d'un temps plus ou moins long, la marchandise aura été employée ou consommée, et de même les billets ne tarderont pas à être retirés de la circulation ; ils rentreront forcément par suite de l'acquittement de la traite.

L'émission, ainsi pratiquée « adapte continuellement le niveau du réservoir monétaire au volume des transactions ; le robinet d'approvisionnement

(1) Bilan de la Banque à la date du 6 Janvier 1921.

est du même calibre que le robinet de débit. » (1)

Si notre stock de billets de banque augmente alors, c'est que les transactions commerciales s'accroissent également dans la même proportion, et l'émission, si considérable qu'elle puisse être, correspond par conséquent à une nécessité; elle ne saurait entraîner d'inflation. Il n'y a pas une plus grande quantité de monnaie pour un même volume de transactions ou un même stock de marchandises; les prix ne s'élèveront pas.

Il en va tout différemment quand l'émission correspond non plus à une opération commerciale, à l'escompte d'une lettre de change, mais à des avances consenties à l'Etat. Les billets mis alors en circulation n'ont pas de contre-partie dans le mouvement des échanges, et pourtant ils représentent comme les autres un pouvoir d'acquisition, un bon de consommation. L'augmentation des signes monétaires ne sera pas compensée par un accroissement du nombre de marchandises ou de services susceptibles d'être achetés. Il y aura une plus grande quantité de monnaie pour le même nombre de transactions; la monnaie surabondante sera dépréciée et il s'en suivra infailliblement une hausse des prix.

Or, nous constatons que depuis 1914, l'Etat a déversé ainsi plus de 31 milliards dans la circulation. En supposant même que les quantités de marchandises à vendre soient restées ce qu'elles étaient auparavant, une pareille surabondance d'instruments

(1) DECAMPS : La Guerre et les Finances de la France.

monétaires devaient fatalement amener un renchérissement considérable; comment s'étonner alors de l'ascension formidable des prix, quand on songe que cet afflux de papier-monnaie a coïncidé avec la diminution des stocks, les difficultés d'approvisionnement inhérentes à la guerre?

La surabondance des billets de banque devait infailliblement « en causer le mépris », comme disait Bodin, et amener « le renchérissement du prix de toutes choses ».

Notre stock monétaire avait subi un formidable accroissement comparable à celui que provoquèrent les afflux de métaux précieux ou de papier-monnaie dont nous avons vu les conséquences dans le passé.

Comme au XVI^e siècle, lors de la découverte de l'Amérique, comme au XIX^e, lors de la mise en exploitation des mines de Californie et d'Australie, comme au temps des assignats, comme à toutes les époques où les gouvernements ont abusé des émissions de papier-monnaie, nous devions subir la « Vie chère ».

Du moment que l'Etat remplissait ses coffres au moyen des avances de la Banque de France, toutes ses dépenses devaient avoir pour effet de jeter dans la circulation un supplément d'instruments monétaires et par conséquent, d'augmenter l'inflation fiduciaire. Pour qu'il en fût autrement, il aurait fallu que le gouvernement recourût plus largement à l'impôt et à l'emprunt et drainât ainsi à son profit une partie des moyens d'achat du public. Ni le stock monétaire, ni la demande de marchandise n'aurait pu alors augmenter, puisque l'accroissement des

disponibilités du trésor aurait été contrebalancé par la diminution des ressources et par conséquent de la consommation de l'ensemble des citoyens. Le coût de la vie ne se serait élevé que dans des proportions relativement faibles et uniquement par l'effet de la raréfaction des principales denrées.

(Sans doute, en empruntant au public, pour compléter les ressources fournies par les impôts, l'Etat aurait payé des intérêts assez élevés, mais combien ce sacrifice eût été inférieur à celui qu'allait lui imposer la cherté de la vie, dont il devait être, à la fois, l'auteur et la victime).

En vivant sur les avances de la Banque de France, le gouvernement augmentait au contraire chaque jour l'inflation ; il devait donc infailliblement causer la hausse générale des prix, même s'il avait fait preuve de la plus sage économie et s'il avait limité ses dépenses au strict minimum. Nous allons malheureusement constater qu'il en a été tout différemment, et que la façon dont l'administration a jeté dans la circulation les masses de billets trop facilement obtenus, a largement contribué à accélérer le renchérissement dont nous souffrons actuellement et à aggraver les perturbations de la vie économique.

EXAGÉRATION DES PAIEMENTS DE L'ÉTAT

PRODIGALITÉ DE L'ADMINISTRATION

ENVERS LES FOURNISSEURS DE LA GUERRE

Grâce aux ressources inépuisables fournies par les émissions de la Banque de France, comme si quelque

nouveau Pactole se fut déversé dans ses coffres, l'Etat a pu se montrer d'une excessive générosité envers ses fournisseurs et les employés de ses usines de guerre.

Dans l'affolement des besoins militaires, il a apposé sa signature au bas des marchés les plus ruineux, beaucoup plus préoccupé des quantités promises que des prix exigés.

Tous ceux qui, de près ou de loin, ont participé à l'exécution de ces commandes si prodigieusement rémunératrices, ont vu tomber dans leurs mains une pluie de billets de banque plus abondante que cette manne miraculeuse qui s'abattit jadis sur les israélites dans le désert de SIN.

Ces paiements excessifs ont permis à un grand nombre d'individus, souvent peu recommandables, d'édifier en quelques mois des fortunes invraisemblables, ridiculement disproportionnées avec les services rendus à la défense nationale.

Sans parler des gros industriels qui ne comptent plus leurs millions, il a suffi au petit patron, échappé à la mobilisation ou même le plus souvent au politicien besogneux, au commis intrigant, à l'intermédiaire véreux d'arriver à obtenir de l'administration des commandes d'obus, de vêtements ou des denrées alimentaires, pour réaliser des bénéfices considérables et devenir, du jour au lendemain, un de ces « nouveaux riches » si grossièrement prodigues dont le gaspillage éhonté et la soif de jouissance insultent à tant de ruines et à tant de souffrances !

Si les bénéfices des fournisseurs de guerre se

chiffraient par millions, le travail de leurs employés était également rémunéré avec une excessive prodigalité. Monsieur Coignet, l'éminent président de la Chambre de Commerce de Lyon, constatait, le 15 Novembre 1918, à la Société d'Economie politique, « que la hausse des salaires supérieure aux demandes mêmes des ouvriers ne venait pas de la cherté de la vie, mais était imposée par le gouvernement dans un intérêt de paix sociale. »

L'Etat donnait lui-même l'exemple de cette générosité dans ses propres usines et dans ses arsenaux, et les industriels, qui travaillaient pour son compte, pouvaient d'autant plus aisément imiter ses largesses que l'augmentation de leurs frais généraux figurait sur leurs factures sous forme de majoration de prix toujours aisément acceptées.

Le moins qu'on ait pu dire de ces salaires exorbitants, c'est « qu'ils étaient mal proportionnés aux sacrifices des soldats et de leurs familles. »

Nous n'avons évidemment pas à discuter ici les raisons qui ont poussé le gouvernement à gratifier par surcroît d'avantages pécuniaires aussi considérables, ces heureux sursitaires dont la situation comportait déjà par elle-même d'innapreciables privilèges. Aux uns les suprêmes souffrances, l'enfer des tranchées et la ruine ; aux autres le bien-être de l'intérieur, la vie facile et les gros profits ; il serait superflu de disserter sur cette choquante inégalité ; mais il nous faut bien constater comme un fait indéniable les bénéfices extravagants des « fournisseurs de guerre » et les gains exagérés de leurs ouvriers,

puisque nous allons en voir la fâcheuse répercussion sur la vie économique du pays tout entier.

Tous ceux dont les poches avaient été si abondamment remplies par le gaspillage de l'Etat entendaient jouir sans tarder de ces ressources inespérées. Or précisément, au moment où leur faculté d'achat se trouvait considérablement accrue, les stocks baissaient, les marchandises se faisaient de plus en plus rares, on annonçait la disette de certaines denrées. Il était manifeste que la situation économique créée par la guerre, commandait à tous de sages restrictions.

Mais il s'agit bien de restrictions quand la fortune vous sourit et qu'on a hâte de profiter de richesses tombées du ciel ! Les denrées étaient rares ; qu'importe ! En les payant plus cher que le voisin, on saurait bien s'en procurer les quantités nécessaires. Lorsqu'on a de l'argent, c'est pour s'en servir, surtout quand il n'a pas coûté grand-peine à amasser.

Aussi, nos nouveaux Crésus n'hésitèrent-ils pas à payer n'importe quel prix les objets qu'ils désiraient acquérir. Non seulement ils subissaient docilement la loi du marchand, mais encore le plus souvent ils allaient au-devant de ses exigences, en promettant des sommes exagérées pour s'assurer la possession des denrées convoitées. Ils ne se contentaient pas de consommer largement, alors que l'intérêt commun (sans parler des simples convenances) leur commandait au contraire la plus grande retenue, au moment où le pays luttait pour son existence et qu'un si grand nombre de leurs compatriotes acceptaient

héroïquement les plus durs sacrifices. Ils voulaient encore se prémunir contre la disette possible ; de là ces provisions d'une quantité de marchandises obtenues à des prix exorbitants ; de là cet accaparement du charbon, du sucre, des conserves, des pâtes alimentaires... qui aggravait encore les conditions du marché.

Les commerçants ont adroitement exploité cette terreur des restrictions, ce désir de bien vivre, de mieux vivre qu'auparavant. Habiles à supputer la possibilité d'achat de cette facile clientèle, ils n'ont pas tardé à mettre leurs prix en harmonie avec ses ressources nouvelles.

Ainsi, les marchandises devenant de plus en plus rares, étaient pratiquement vendues aux enchères et ces consommateurs trop dociles gratifiaient encore volontiers d'un sourire reconnaissant le vendeur qui venait d'abuser sans vergogne de leur sottise prodigalité.

Non seulement ces Rotchschilds au petit pied méprisaient pour eux-mêmes le vulgaire marchandage et incitaient les commerçants à accroître chaque jour leurs incroyables prétentions, mais encore, ils se plaisaient à railler grossièrement les économies et les privations des nouveaux pauvres de la guerre.

La hausse, provoquée par le stupide gaspillage des fournisseurs de l'Etat et l'imprévoyance de leurs ouvriers, devait se propager de proche en proche, comme il arrive toujours en pareil cas, et cette surabondance des signes monétaires prodigués par le gouvernement ne pouvait manquer de causer le ren-

chérissenient de toutes les marchandises, en se répandant petit à petit dans tous les canaux de la circulation.

Les marchands qui avaient réalisé d'énormes bénéfices, grâce à la prodigalité d'une clientèle trop facilement enrichie, n'ont pas tardé à augmenter sensiblement leurs dépenses et ont permis ainsi à leurs propres fournisseurs de gagner davantage. Ces fournisseurs ont pu, à leur tour, vivre plus largement et faire ainsi la fortune d'autres commerçants et d'autres industriels qui, en raison de la prospérité de leurs affaires, ont multiplié leurs achats. C'est ainsi que des milliers de personnes ont vu subitement s'accroître leurs ressources et se sont trouvées en mesure d'augmenter leurs dépenses.

Cet accroissement du pouvoir d'achat d'une grande partie de la population se traduisit forcément par une demande plus active de toutes les marchandises. Il devait donc infailliblement en résulter une hausse des prix ; hausse d'autant plus forte que cette demande plus active coïncidait précisément avec une diminution des stocks.

Le désir de profiter de l'argent si facilement gagné, la crainte de manquer des denrées nécessaires, le spectre de la restriction excitaient à la plus folle surenchère tous ceux qui, directement ou indirectement, avaient bénéficié de la prodigalité du gouvernement. C'était à qui s'assurerait la préférence en offrant de payer le prix le plus élevé, et le marchand pouvait répondre dédaigneusement à la modeste bourgeoise qui osait murmurer quelque timide plainte : « Si vous n'en voulez pas à ce prix, dix autres

clients m'en donneront volontiers beaucoup plus cher encore ».

A l'exemple de l'administration, on avait pris l'habitude d'acheter sans même songer à discuter les prétentions du vendeur. Le *Matin* a raconté à ce sujet une amusante anecdote. Un rédacteur s'étant improvisé marchand de cerises dans la rue, avait imaginé d'afficher un prix supérieur à 0 fr. 50 centimes à celui des autres marchands. Il n'en vit pas moins affluer autour de sa table de vente une foule de clients qui n'avaient même pas l'idée de s'étonner de ce renchérissement anormal et d'en demander l'explication.

C'est ainsi que les billets, si généreusement distribués par l'Etat à ses fournisseurs et à leurs ouvriers, ont afflué petit à petit dans tous les canaux de la circulation, en provoquant sur leur passage « le renchérissement du prix de toutes choses ».

LE CERCLE VICIEUX

Mais, la hausse appelle la hausse ! Le coût de la vie augmentant chaque jour, par suite du gaspillage et de la surenchère dont nous venons de parler, il arriva bientôt que les salaires, si exagérés qu'ils parussent quelques mois auparavant, ne permettaient plus aux ouvriers de se procurer la même somme de jouissances et de satisfaire le même nombre de besoins. Des réclamations s'élevèrent, des majorations furent accordées. Mais, malheureusement, accroître le pouvoir d'achat d'une catégorie d'individus, ce n'est pas

augmenter d'une unité ou d'un kilogramme le nombre d'objets, ou la quantité de denrées qui se trouvent sur le marché ; c'est tout simplement permettre aux bénéficiaires de ces libéralités d'offrir une plus grande quantité de monnaie pour le stock existant ; c'est leur donner le moyen de continuer à surenchérir ; c'est provoquer infailliblement une nouvelle hausse des prix.

Comme le disait, en novembre 1918, le *Journal des Débats* : « Les consommateurs ne voulant pas subir l'inévitable conséquence d'une insuffisance de la production de denrées alimentaires, c'est-à-dire restreindre leur consommation, provoquent eux-mêmes la hausse dont ils se plaignent. »

« La hausse fait naître d'autres exigences, celles qui se rapportent aux salaires, et comme le pouvoir d'achat, exprimé en francs et centimes, de la classe ouvrière s'accroît continuellement, sans que la quantité de denrées alimentaires augmente parallèlement, les prix seuls montent avec une rapidité que l'on attribue naïvement à la spéculation, à l'avidité du commerçant ou à la rapacité de l'agriculteur. »

M. Dupeurit écrivait plus tard avec raison dans l'*Expansion économique* : « Vouloir corriger l'élévation des cours sur les marchés par l'augmentation de la capacité d'achat des consommateurs est une folie, c'est vouloir guérir une plaie en la couvrant d'un voile ».

On aurait dû comprendre, en effet, que lorsqu'il y a insuffisance de production, tous doivent en subir les conséquences et restreindre leurs achats, comme le

font par force ceux dont le modeste revenu ne s'accroît pas.

La réduction de la consommation est le seul moyen d'empêcher la hausse des prix lorsque la production diminue.

Or, comme le faisait remarquer M. Aynard, à la Société d'Economie politique de Lyon, le 15 novembre 1918, « cette réduction de la consommation se serait produite automatiquement, si l'on n'avait pas élevé les salaires.

« Au début des hostilités, tout le monde était disposé à restreindre ses besoins. Les fournisseurs de la guerre, en payant des salaires beaucoup plus élevés que ceux du temps de paix, ont donné à leurs ouvriers un pouvoir d'achat sensiblement supérieur à celui qu'ils avaient avant la guerre ; les ouvriers en ont largement usé et sont venus augmenter la hausse qui avait été fatalement produite par la diminution de la force productive du pays. Leur exemple a entraîné les ouvriers de l'industrie privée à vouloir vivre aussi bien et à réclamer des augmentations successives de salaires qui aggravent la situation. »

Toutes les indemnités de « vie chère » de quelque façon qu'on les envisage, ne pouvaient en effet qu'accélérer encore la hausse des prix ; elles agissaient dans le sens du renchérissement des marchandises, à la fois directement et indirectement.

Directement ; car elles entraînaient une augmentation des frais généraux des industriels et des commerçants et provoquaient, par conséquent, une élévation du prix de revient des marchandises (les ou-

vriers et les employés perdaient donc comme consommateurs ce qu'ils gagnaient comme producteurs).

Indirectement ; car, ainsi que nous venons de le voir, cet accroissement du pouvoir d'achat des salariés coïncidant avec une diminution de la quantité de marchandises à vendre précipitait l'ascension des prix, par le simple jeu de la loi de l'offre et de la demande.

(D'autant que, même lorsqu'elle était en partie compensée par l'augmentation du coût de la vie, la majoration nominale des salaires faisait illusion et incitait à la dépense).

Le renchérissement était donc inévitable, et ces augmentations ne pouvaient atteindre leur but. Les majorations de salaires engendraient la hausse des prix aussi sûrement que la hausse des prix provoquait elle-même les majorations de salaires, et nous tombions ainsi dans cette figure que ne mentionnent pas nos traités de géométrie, mais qui n'en est pas moins célèbre et qu'on nomme : « cercle vicieux », ou de cette autre également ignorée d'EUCLIDE et qu'on pourrait appeler : « une spirale vicieuse ».

Car le coût de la vie devait en effet s'élever chaque jour davantage, et, dans la vaine poursuite si follement engagée, pour chercher à éviter les restrictions nécessaires, l'unique effet des augmentations de salaires devait être d'accélérer encore l'ascension des prix.

LA HAUSSE DES SALAIRES CONTRE LA HAUSSE DES PRIX UN REMÈDE QUI AGGRAVE LE MAL.

Il devint bientôt impossible de s'arrêter dans cette voie de majorations et de surenchères. Les travailleurs qui obtenaient un supplément de rémunération étaient immédiatement suivis par d'autres travailleurs qui réclamaient bruyamment les mêmes avantages. Les employés exigeaient à leur tour des appointements correspondant aux salaires des ouvriers, et les commerçants s'empressaient de relever encore leurs prix de vente pour exploiter l'accroissement du pouvoir d'achat de leur clientèle.

Cependant que les profiteurs, escomptant des hausses nouvelles, dissimulaient soigneusement leurs stocks illicites, en attendant que la disette de marchandises leur permit de régner en maîtres sur le marché.

Aussi est-ce en vain que les fournisseurs de l'Etat, et, à leur exemple, les chefs d'industrie privée augmentaient sans cesse les salaires de leurs ouvriers ; sans cesse le niveau des prix s'élevait davantage et l'on ne pouvait apercevoir le terme de cette course vertigineuse.

Les économistes s'écriaient : « Elever les salaires, augmenter les traitements de ceux qui souffrent ! Mais ne voyez-vous pas que ce n'est pas résoudre le problème posé ? On ne partage et l'on ne consomme que ce qui existe. La hausse des salaires n'accroît pas nos disponibilités, si, d'autre part, la production n'aug-

mente pas. L'élévation des salaires précipite le mouvement de hausse générale, et c'est tout (1) ».

Ces paroles pleines de bon sens n'étaient pas entendues. Les données les plus certaines de l'économie politique étaient dédaignées, souvent même raillées, et l'on préférait suivre ce qu'on a appelé : « La politique d'empirisme ».

La science financière et économique restait lettre morte ; on vivait au jour le jour et, pour calmer les plaintes provoquées par le renchérissement constant des denrées de première nécessité, l'Etat demandait à la Banque de France de multiplier les émissions de billets qui lui permettaient d'accroître sans cesse sa prodigalité et son gaspillage.

Il payait ses fournisseurs de plus en plus cher et les obligeait à majorer eux-mêmes les salaires de leurs ouvriers, contraignant ainsi les industriels et les commerçants, qui ne travaillaient pas pour son compte, à augmenter, à leur tour, les appointements de leur personnel. Il relevait les traitements de ses fonctionnaires ; il multipliait les « allocations » et les accordait fréquemment aux personnes les moins qualifiées pour en revendiquer le bénéfice. En un mot, il accroissait artificiellement le pouvoir d'achat d'une grande partie de la nation et aggravait ainsi la cherté de vie.

« Aucun doute n'est plus permis sur la cause essentielle de la hausse générale des prix », écrivait en

(1) Professeur Daniel ZOLLA. Conférence faite à la Société d'Economie politique de Lyon, le 15 Février 1915.

1918, M. Georges Lachapelle (1) : « Si le public n'avait pas eu à sa disposition la masse de billets que l'Etat a jetés dans la circulation, par ses emprunts réitérés à la Banque, comment aurait-il pu acquérir coûte que coûte des produits et des marchandises plus ou moins indispensables ? En temps ordinaire, la loi de l'offre et de la demande ne provoque de mouvements de hausse que jusqu'à concurrence des disponibilités des consommateurs, la hausse s'arrête dès qu'une marchandise, ayant atteint des cours trop élevés, ne trouve plus d'acquéreurs assez riches pour la payer.

« Mais si, en temps de guerre, où les produits deviennent naturellement plus rares, la circulation augmente à ce point qu'elle triple le pouvoir d'achat, il est évident que le consommateur peut alors subir la loi du producteur ou du négociant et qu'il paiera au besoin trois ou quatre fois plus cher certaines marchandises, comme le charbon, dont il lui est pénible de se priver. »

Principal auteur de la hausse générale des prix, le gouvernement en était aussi la principale victime. Obligé de pourvoir aux besoins de millions d'hommes mobilisés, d'assurer la création, l'entretien et le renouvellement d'un matériel de guerre considérable, d'accroître sans cesse les traitements de ses employés et de ses fonctionnaires, il subissait des charges de plus en plus écrasantes, et son budget atteignait des chiffres jusqu'alors ignorés de la science financière.

(1) LACHAPELLE. Le renouvellement du privilège de la Banque de France. Revue d'Economie politique. Année 1918 page 17.

Mais la hausse ne l'arrêtait pas, puisque la Banque de France lui fournissait des ressources aussi illimitées que ses dépenses elles-mêmes. Ainsi, les émissions succédant aux émissions, l'inflation grossissait sans cesse et les prix devenaient de plus en plus extravagants.

La surabondance de billets à cours forcé qui avait causé la hausse générale en provoquant un accroissement constant de la demande, alors que l'offre se faisait de plus en plus rare par suite de la guerre, ne devait pas tarder à agir en outre directement sur le niveau des prix, en amenant la dépréciation de l'instrument monétaire.

Ce résultat était fatal ! le coût de la vie aurait subi une augmentation considérable, alors même que les milliards jetés dans la circulation auraient été représentés par de beaux louis d'or, car, infailliblement, « l'abondance en aurait causé le mépris » ; qu'elle ne devait pas être à plus forte raison la hausse provoquée par un pareil excès de monnaie de papier susceptible d'un avilissement beaucoup plus rapide et beaucoup plus complet, comme nous avons eu déjà, à maintes reprises, l'occasion de le constater dans le passé ?

Et de fait ! si l'on consulte les situations de la Banque de France et les indices du coût de la vie (comme par exemple, celui publié par le Bulletin de Statistique), on constate un rapport étroit entre l'accroissement de la circulation et l'ascension des prix.

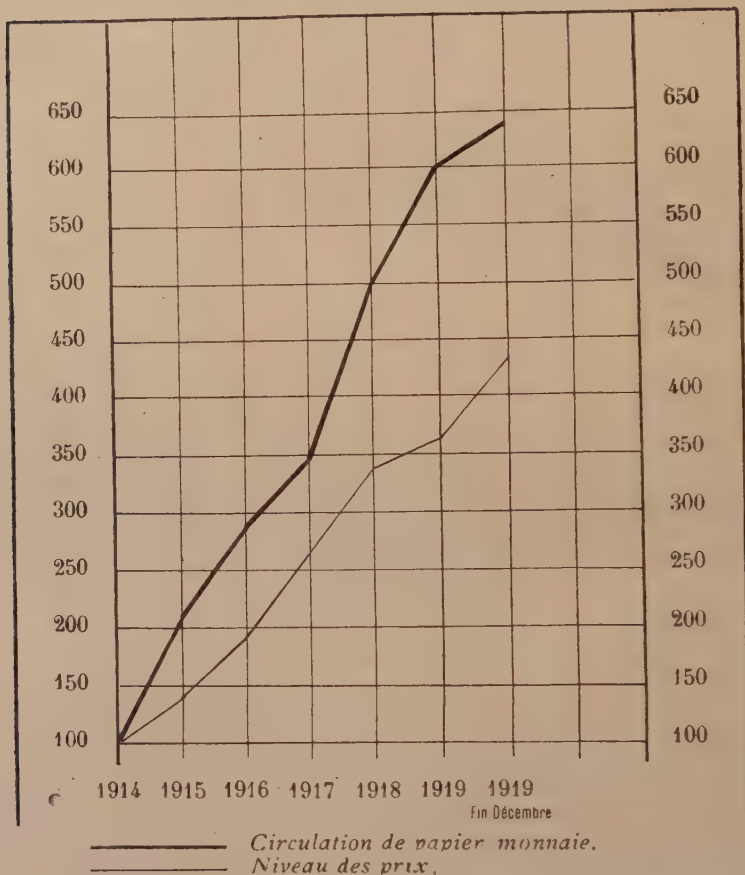
On pourra s'en convaincre par un simple coup d'œil jeté sur les tableaux reproduits d'autre part.

CIRCULATION DE LA BANQUE DE FRANCE (Milliards)		NOMBRES INDICES	
		1 ^{er} trimestre 1913.....	1.020
31 juillet 1914	6.683	} 3 ^e — 1914.....	1.004
24 décembre 1914.....	10.042		
24 juin 1915.....	12.104		1.105
23 décembre 1915.....	13.201		1.235
		1 ^{er} — 1916.....	1.336
22 juin 1916.....	15.734	2 ^e — 1916.....	1.379
		3 ^e — 1916.....	1.420
28 décembre 1916.....	16.500	4 ^e — 1916.....	1.466
		1 ^{er} — 1917.....	1.547
21 juin 1917.....	19.777	2 ^e — 1917.....	1.717
		3 ^e — 1917.....	1.845
27 décembre 1917.....	23.336	4 ^e — 1917.....	2.000
28 mars 1918	25.179	1 ^{er} — 1918.....	2.120
27 juin 1918.....	28.550	2 ^e — 1918.....	2.331
26 septembre 1918....	29.922	3 ^e — 1918.....	2.446
26 décembre 1918.....	30.249	4 ^e — 1918.....	2.583

Autre tableau indiquant les nombres indices de l'augmentation du papier-monnaie et du mouvement des prix :

DATES	INDEX DES PRIX	BILLETS EN CIRCULATION
Fin juillet 1914.....	100	100
— — 1915.....	143	214
— — 1916.....	188	276
— — 1917.....	273	347
— — 1918.....	344	504
1919.	356	600
Fin décembre 1919	432	641

Graphique
de l'accroissement de la circulation fiduciaire
et de la hausse générale des prix



Il ressort nettement de l'examen de ces tableaux que la hausse des prix a suivi la progression de la circulation fiduciaire. L'influence de l'inflation sur le renchérissement de la vie paraît donc aussi bien démontrée par les faits et les statistiques que par le simple raisonnement et le rappel des principes de l'économie politique.

L'exactitude de la loi de l'offre et de la demande et de la théorie quantitative trouve dans la crise actuelle la même confirmation que dans les événements du passé.

En résumé, la hausse des prix provient en grande partie du taux et du nombre exagérés des paiements effectués par l'Etat, depuis le début des hostilités, au moyen d'émissions anormales de papier-monnaie.

Cette prodigalité a permis aux fournisseurs de la guerre et à leurs ouvriers d'intervenir, avec un pouvoir d'achat considérablement accru, sur un marché où régnait la rareté.

L'augmentation de la demande, coïncidant avec la diminution de l'offre, devait infailliblement amener le renchérissement de toutes les marchandises.

L'Etat a voulu remédier à ce renchérissement par des majorations de salaires qui n'ont fait qu'aggraver le mal, en permettant à un grand nombre d'acheteurs de surenchérir les uns sur les autres et d'offrir des sommes de plus en plus exorbitantes pour des marchandises de plus en plus rares.

En majorant sans cesse les salaires et en augmentant chaque jour ses paiements, l'Etat a jeté dans la circulation une quantité de papier-monnaie de plus en plus considérable. La dépréciation du billet à cours forcé, conséquence fatale de l'exagération des émissions anormales provoquées par le gouvernement, a agi alors directement dans le sens de la hausse des prix et de l'aggravation de la cherté de la vie.

L'exagération des paiements de l'Etat, l'enrichissement scandaleux des fournisseurs de la guerre, la rémunération exorbitante du travail des ouvriers mobilisés dans les ateliers de fabrication sont des faits notoires, indiscutables que chacun a été à même de constater dans sa région ou même dans son entourage immédiat. Toutefois il n'est peut-être pas inutile de citer quelques exemples choisis entre tant d'autres.

Sans se faire l'écho complaisant de tout ce qui a été raconté sur « l'Arsenal de Roanne », il est permis cependant de rappeler les résultats les plus nets et les conséquences les plus certaines de la création de cet « établissement modèle ».

Jamais l'Etat n'avait eu de meilleure occasion de montrer ce qu'il était capable de faire comme industriel, « patron » d'une vaste entreprise. L'expérience a été tentée dans les conditions les plus favorables : argent, terrain, bâtiments, outillage, techniciens, main-d'œuvre... rien ne faisait défaut au nouvel entrepreneur ; résultat :

La construction de l'« Arsenal idéal » avait été commencée à la fin de 1916 ; on prévoyait le rendement à plein pour le début de 1918, sous forme de 50.000 obus de tout calibre par jour ; au mois de juin de ladite année, l'établissement, 20 mois après sa fondation, avait sorti au total : 11.170 obus (mille cent-soixante-dix obus !!!). (1)

On était à l'époque de la grande offensive allemande et de la préparation de la seconde Marne. « En face de la nécessité « d'utiliser toutes les ressources du pays, et d'obtenir un « rendement de Roanne, l'Etat abdiqua complètement et fit « appel à un industriel connu, pour sauver la situation. » (1).

Cet industriel produisait, dans ses propres usines, 50.000 obus par jour sur les 65.000 que fournissait la région parisienne !

Après l'armistice de novembre 1918, la Commission des

(1) GIGNOUX Claude-Joseph, L'Arsenal de Roanne, p. 75.

(1) GIGNOUX, p. 75.

Finances, fit établir un bilan définitif de l'entreprise de Roanne. En voici le résultat :

Le total des dépenses engagées s'élevait à	248.129.874 »
La valeur industrielle et marchande de la production avait atteint.....	<u>15.000.000 »</u>
D'où une perte de.....	233.129.874 »

Mais comme on dit : « Cela n'a pas été une perte pour tout le monde ».

Les heureux négociants qui avaient été appelés à fournir le matériel nécessaire à l'« Arsenal idéal » avaient réalisé de jolis bénéfices. Monsieur Milliès-Lacroix, qui a examiné les marchés passés pour l'établissement, signalait par exemple une commande de chaises, majorée de 60.000 fr., et des livraisons de céruse et d'huile soluble, majorée de 220 et 180 % sur le prix normal.

Une enquête ministérielle effectuée par les soins de deux contrôleurs d'armées faisait ressortir une majoration totale de 6 à 700.000 fr. pour les seuls mois d'août et septembre 1918.

Généreux vis-à-vis de ses fournisseurs, l'Arsenal était encore bien autrement prodigue envers ses ouvriers.

« A l'Arsenal, dit la Chambre de Commerce de Roanne, « point de rapport entre le travail demandé et le salaire « accordé. Pas de différence entre l'ouvrier qualifié profes- « sionnellement et le simple manoeuvre.

« Pas davantage de contrôle sur la durée du travail néces- « saire à l'exécution des tâches. Point d'autorité. La question « des salaires est traitée en dehors des compétences et de « l'autorité par les ouvriers eux-mêmes devenus juges et « parties, et qui passent leur temps inemployé à dresser des « listes de revendications, toujours accordées sans dis- « cussion. »

On a cité de nombreux exemples de cette situation invrai- semblable. « Le plus typique est celui, jamais démenti « d'ailleurs, d'un jeune ouvrier gagnant dans l'industrie « privée 0 fr. 75 de l'heure et qui, s'étant rendu à l'Arsenal,

« y gagna 25 fr. en trois heures sur un tarif aux pièces
« établi par une sorte de conseil ouvrier. » (1)

Pour connaître les conséquences d'une pareille anarchie et d'un semblable gaspillage, il suffit de lire l'ordre du jour voté à l'unanimité par les membres de la Chambre de Commerce de Roanne, après la faillite officielle de la « fameuse entreprise ». Nous en extrayons les passages suivants :

« Au moment de reprendre l'activité économique suspendue pendant la guerre, les importantes industries de la région : tissage, teinture, tanneries, papeteries, produits céramiques, ateliers de mécaniques, se préoccupent vivement de la situation qui leur a été faite par la présence de l'Arsenal d'Etat créé à Roanne pendant la guerre.

« De l'affectation et de la gestion future de cette énorme entreprise, dépend le sort de toute l'industrie et en particulier du tissage qui s'est fait, auprès de la Chambre de Commerce, par l'intermédiaire du Président de son syndicat, l'interprète des préoccupations de tous les industriels du centre.

« En conséquence la Chambre de Commerce a décidé d'entendre, dans une séance tenue à cet effet, les représentants de chacune des branches les plus directement intéressées.

« Les industriels se sont rendus à cette convocation et ont exposés leurs observations et leurs vœux sur la question. »

(Suivent des considérations sur l'incapacité de l'Etat en matière industrielle et une étude de la question des salaires à l'Arsenal et de la fantaisie avec laquelle elle s'y réglait).

« Devant de pareilles choses, la hausse des salaires dans l'industrie privée s'est élevée à des chiffres inconnus. Pour la seule industrie textile elle a atteint jusqu'à 250 % alors que les centres similaires en France n'ont pas augmenté le prix de leur main-d'œuvre de plus de 60 % (2). Même proportion dans la teinture, les impressions et les apprêts.

(1) GIGNOUX, p. 62.

(2) Le rapport de la Chambre de Commerce de Roanne est du 9/12/18.

« Or, ces industriels ont des prix de façon qui entrent
« pour partie prépondérante dans les prix des produits
« manufacturés. Le maintien de ces chiffres pour l'avenir
« est une certitude de la ruine immédiate.

« Pour les autres branches de l'activité de notre centre,
« tannerie, papeterie, ateliers mécaniques, si le chiffre des
« salaires a moins d'importance, leur énormité ne leur per-
« met pas toutefois d'être compensés par ailleurs, d'autant
« plus que les méthodes de travail en vigueur à l'arsenal ont
« leur répercussion sur la valeur d'une main-d'œuvre, qui,
« sous l'influence néfaste des procédés employés, cherche à
« diminuer la production plutôt qu'à l'améliorer.

« Serait-il possible d'obtenir un rendement sérieux lors-
« que dans l'industrie voisine, celle de l'Etat, il est procédé
« de la manière mise en évidence par les faits cités ?

« Toutes ces industries, sans aucune exception, sont plus
« que menacées ; elles sont condamnées par le voisinage de
« l'Arsenal d'Etat et l'incroyable méconnaissance des faits et
« réalités économiques en même temps que l'irresponsa-
« bilité générale qui préside à tous les actes de la direction.

« En dehors de la grande industrie, les ateliers plus mo-
« destes et les artisans sont touchés dans une proportion
« qui, pour n'être pas aussi sensible, a priori, à cause de la
« modestie des emplois atteints, n'en est pas moins réelle et
« les condamnent également à disparaître.

« Ce qui atteint plus particulièrement cette catégorie
« de petits industriels et commerçants, c'est la question de
« la cherté de la vie, issue des prix fabuleux inconsidéré-
« ment payés à tous les ouvriers de l'Arsenal (les techniciens
« exceptés) véritable prime au gaspillage à une époque où
« la restriction est consacrée par une réglementation d'ordre
« national.

« La hausse des denrées a pris, en effet, à Roanne, une course
« ascendante dont il est difficile de s'étonner si l'on sait que
« de simples manœuvres chinois touchent à l'Arsenal 50 fr
« par semaine, leurs frais de cantine payés. D'autres chi-
« nois tourneurs ou spécialistes disposent par mois, toujours
« cantine payée, de 480 à 600 fr., constituant un argent de

« poche gaspillé dans la ville à des achats faits à des prix qui
« ne leur paraissent jamais trop élevés.

« Comme contre-partie aux désastres qu'apportera le maintien dans son état actuel de l'Arsenal :

« Disparition de l'industrie.

« Hausse formidable du coût de la vie.

« Amoindrissement de la valeur professionnelle et de la main-d'œuvre, on ne voit rien. »

L'exemple de Roanne est particulièrement caractéristique, mais il serait malheureusement bien facile d'en citer beaucoup d'autres encore. On peut affirmer sans crainte de démenti que les mêmes perturbations ont été apportées dans la vie économique de toutes les régions où se trouvaient des ateliers de fabrication travaillant directement ou indirectement pour le compte de l'État.

Le gouvernement ne regardant pas au prix d'achat, les fournisseurs de la guerre pouvaient s'offrir le luxe de ne pas regarder au prix de revient. Aussi les salaires que les ouvriers recevaient dans leurs usines correspondaient-ils à ceux que l'on distribuait si généreusement à l'arsenal de Roanne.

Est-il besoin de rappeler les plaintes si légitimes que souleva, dans le commerce et l'industrie de la région lyonnaise, l'excessive prodigalité avec laquelle un constructeur dont la firme est particulièrement célèbre, rémunérait le travail de son nombreux personnel ?

Le moindre petit apprenti gagnait chez lui 16 à 20 francs par jour, et l'ouvrier arrivait facilement à 30 ou 35 francs.

Aussi, la population ouvrière était-elle devenue extrêmement exigeante à Lyon et dans les environs, et les petits entrepreneurs éprouvaient-ils les plus grandes difficultés à recruter à des conditions très onéreuses la main-d'œuvre qui leur était strictement indispensable.

L'industriel en question a d'ailleurs expié son imprévoyance, car lorsque l'armistice l'a privé des commandes de l'État (ce client idéal qui se montrait si conciliant et payait sans sourciller les mémoires les plus formidables), lorsqu'il s'est vu contraint de recommencer à travailler pour le public, il a bien vite constaté que ses frais généraux étaient

beaucoup trop élevés pour lui permettre d'établir des prix raisonnables susceptibles d'intéresser la masse des acheteurs. Il a dû licencier la plus grande partie de son personnel et faire subir des réductions considérables au salaire des ouvriers qu'il pouvait encore conserver. Mais le mal était fait ; et il n'apparaît pas comme facilement réparable. L'abondance des moyens d'achat mis à la disposition des travailleurs manuels avait provoqué le renchérissement de la vie.

L'exemple de ces ouvriers trop favorisés avait encouragé d'autres ouvriers à réclamer des avantages équivalents ; les patrons avaient pu donner satisfaction à ces revendications à une époque où, étant certains de vendre n'importe quels produits à n'importe quel prix, ils n'avaient à se préoccuper ni des débouchés, ni des coûts de revient ; mais maintenant que les dispositions du public ont brusquement changé, c'est le chômage et la vie chère. Voilà les conséquences les plus évidentes de la facile générosité des fournisseurs de la guerre résultant elle-même directement du gaspillage de l'Etat.

Car il est incontestable que les prix payés par le gouvernement durant toute la guerre étaient follement exagérés. Un exemple entre mille.

Au moment de la création de l'Arsenal de Roanne, les techniciens avaient estimé que le prix de revient de l'obus de 75 devait être de 4 fr. 25 (acier non compris) environ, et celui de l'obus de 155, de 75 fr. Or, ces projectiles étaient alors payés par l'Etat à l'industrie privée respectivement 7 fr. 50 et 95 fr. ; d'où un bénéfice pour l'heureux entrepreneur de : 3 fr. 25 et de 20 fr. par obus (1). Si l'on se souvient qu'au moment de la seconde Marne, un industriel des environs de Paris fabriquait dans ses seules usines 60.000 obus par jour, on peut avoir une idée des fortunes gagnées par certains « profiteurs ».

En dehors de ces gros industriels qui ont réalisé des gains extravagants, il y a une légion d'intermédiaires, de petits entrepreneurs, de modestes boutiquiers qui ont amassé des sommes considérables et affichent à l'heure actuelle une prodigalité de mauvais aloi. Il n'est personne qui n'ait eu sous les

(1) GIGNOUX, p. 41.

yeux de nombreux exemples de ces trop rapides ascensions.

Rappelons seulement, puisqu'il a été cité par M. Flandin, à la Chambre des députés, le 10 décembre 1920, le cas de ce jeune homme, venu à Pont-l'Évêque pour y prendre un modeste emploi de commis à 250 fr. par mois, et qui quelques années après était devenu un des plus riches importateurs de charbon, possédant une écurie de course et éclaboussant tout le monde de son luxe insolent.

De tels faits n'ont été malheureusement que trop fréquents.

Certes la place de tout le monde ne se trouvait pas sur le front et les « civils » qui travaillaient à l'intérieur devaient être convenablement rémunérés ; mais il n'y avait pas lieu de prendre à la lettre la boutade de Forain et de les laisser réaliser des bénéfices aussi exorbitants « pour leur permettre de « tenir ».

**EXAMEN DES OBJECTIONS
CONTRE L'EXISTENCE DE L'INFLATION
FIDUCIAIRE
OU LE RÔLE QU'ON LUI ATTRIBUE
DANS L'ASCENSION DES PRIX**

Le témoignage des siècles passés et l'examen des faits actuels sont donc tout à la charge de l'inflation monétaire. Il est difficile de ne pas voir dans le déluge de billets de banque qui nous submergent depuis la guerre une des principales causes de la cherté de la vie. Les circonstances dans lesquelles s'est développée la hausse formidable qui soulève de si légitimes doléances paraissent accuser nettement l'influence désastreuse de nos 39 milliards de papier-monnaie. L'exagération des émissions anormales de la Banque de France semblait donc devoir être condamnée à l'unanimité.

Il n'en a pourtant pas été ainsi. L'inflation fiduciaire n'a pas provoqué cet universel anathème. Non seulement son influence a été discutée, mais son existence même a parfois été niée.

Nous allons avoir à examiner les arguments de ceux qui ne croient pas à l'importance du rôle joué par la monnaie dans la crise actuelle.

LES ÉMISSIONS DE BILLETS REPONDAIENT A UN BESOIN
DE MONNAIE. IL N'Y A PAS D'INFLATION FIDUCIAIRE

Malgré l'accroissement formidable de notre circulation fiduciaire, certains économistes se refusent à admettre qu'il y ait actuellement inflation monétaire. L'inflation, disent-ils, supposerait que les besoins de monnaie sont dépassés; or, actuellement notre stock de billets est exactement proportionné au nombre et à l'importance des transactions; il est strictement nécessaire.

Cette opinion a trouvé sa plus parfaite expression dans les paroles que prononçait M. Coignet, à la Société d'Economie politique de Lyon, le 1^{er} mars. 1918 : « Si la monnaie a plus que doublé en quantité, peut-on dire qu'il y a eu inflation, et que, par suite, la monnaie a baissé de valeur? Pour le savoir, il faudrait savoir si la quantité de paiements n'a pas doublé aussi. Car, dans ce cas, le doublement de la quantité de monnaie n'aurait fait que lui permettre de remplir sa fonction dans les mêmes conditions qu'auparavant ».

Or, le distingué président de la Chambre de Commerce de Lyon, constate que, depuis 1914, le prix des marchandises a haussé dans la proportion de 1 à 2, 31, que les salaires ont doublé, que les dépenses de l'Etat ont subi un formidable accroissement, ayant passé de 4 milliards en 1913, à 42 milliards en 1917; il conclue donc que la quantité des paiements ayant beaucoup plus que doublé, le doublement de la monnaie a été nécessaire, qu'il n'y a pas

eu d'inflation monétaire et que la valeur de la monnaie n'a pas baissé. « Et comment en serait-il autrement, ajoute l'éminent économiste, puisque, avec notre admirable système de la Banque de France, seule émettrice de billets, cette émission est toujours proportionnée aux besoins de monnaie ? »

Malgré toute l'autorité qui s'attache au nom de M. Coignet, nous ne saurions adopter une telle conclusion.

Peut-on vraiment affirmer que « le doublement de la quantité de monnaie a été rendu nécessaire par le doublement de la quantité de paiements » ? Ne serait-il pas plus exact de soutenir que c'est au contraire le doublement de la quantité de monnaie qui a provoqué le doublement de la quantité de paiements ?

Il faut remarquer en effet que l'accroissement de la circulation monétaire n'a pas suivi la hausse des prix, mais que c'est au contraire la hausse des prix qui a suivi l'augmentation de notre stock monétaire.

Revoyons, pour nous en convaincre, le tableau précédemment examiné.

La circulation fiduciaire et la moyenne des prix ont été ramenées au chiffre 100 pour l'année 1914 :

DATES	BILLETS EN CIRCULATION	INDEX DES PRIX
1914.....	100	100
1915.....	214	143
1916.....	276	188
1917.....	347	273
1918.....	504	344
1919.....	600	356
Fin décembre 1919.....	641	432

Il est aisé de constater, d'après ce relevé statistique, que l'indice de l'accroissement monétaire s'est élevé beaucoup plus vite que celui du niveau des prix.

Et comment en aurait-il été autrement? Si la quantité de monnaie en circulation n'avait pas été précédemment augmentée, jamais les acheteurs n'auraient pu accepter les prix exorbitants que réclamaient les commerçants, jamais ils n'auraient pu surenchérir, comme ils l'ont fait, pour se procurer les denrées convoitées. L'amplitude de la hausse aurait été infiniment plus réduite par la force des choses; elle aurait eu pour limites : la faculté de paiement du consommateur.

C'est le cas de citer à nouveau l'observation très juste de M. Lachapelle :

« En temps ordinaire, la loi de l'offre et de la demande ne provoque de mouvements de hausse que jusqu'à concurrence des disponibilités des consommateurs ; la hausse s'arrête dès qu'une marchandise ayant atteint des cours trop élevés ne trouve pas d'acquéreurs assez riches pour la payer. Si, pendant la guerre, le public n'avait pas eu à sa disposition la masse de billets que l'Etat a jetés dans la circulation par ses emprunts à la Banque, comment, en effet, aurait-il pu acquérir coûte que coûte des produits et des marchandises plus ou moins indispensables ? »

On ne saurait mieux dire : Si la quantité de monnaie en circulation n'avait pas été préalablement augmentée, l'acheteur n'aurait pas pu subir la loi du vendeur ; il n'aurait pas pu aller au-devant de ses

exigences, et la hausse des prix n'aurait jamais atteint de pareilles proportions.

Si l'Etat n'avait pas eu à sa disposition les milliards émis par la Banque de France, il n'aurait pas été tenté de payer à ses fournisseurs et, par leur intermédiaire, aux ouvriers des usines de guerre, des sommes exorbitantes.

Si le nouveau-riche n'avait pas amassé en quelques mois plus de billets de banque qu'il ne pouvait réussir à en dépenser, il ne se serait pas amusé à boire dans les « dancings », du médiocre « champagne » à 200 frs la bouteille ou du mauvais café à 30 frs la tasse.

Si l'ouvrier n'avait eu dans sa poche que le montant d'un salaire normal, il n'aurait jamais consenti à payer 25 ou 30 francs une volaille et à donner 4 francs pour le fugitif plaisir d'un « tour de chevaux de bois », comme cela s'est vu « aux vogues » lyonnaises. Et si le marchand de comestibles ou l'entrepreneur de réjouissances populaires n'avaient pas su que l'ouvrier avait la bourse bien garnie, ils ne se seraient pas avisés d'émettre des prétentions aussi extravagantes.

Une hausse des prix qui ne serait pas précédée d'un accroissement monétaire, ne pourrait être générale. Car, si leurs disponibilités n'étaient pas accrues, les consommateurs, subissant le renchérissement de certains produits, se verraient dans l'obligation de réduire leurs achats, de consacrer tout l'argent dont ils disposent aux objets les plus nécessaires, et ils contribueraient ainsi à enrayer la hausse. Ou bien

alors il faudrait que chacun réduisît considérablement sa consommation pour que la majoration du prix exigé fût compensée par la diminution de la quantité achetée.

Or, aucune de ces deux hypothèses ne peut être admise, en ce qui concerne le renchérissement constaté depuis la guerre, la hausse des prix a porté sur toutes les marchandises, et, loin de restreindre leur consommation, la plupart des individus ont, au contraire, multiplié leur achats, voulant vivre aussi bien, sinon mieux qu'auparavant.

Si, pour découvrir les causes de l'augmentation du coût de la vie, nous essayons de recourir aux méthodes expérimentales de Stuart Mill, nous pourrions dire, semble-t-il, que l'accroissement du stock monétaire apparaît comme « un antécédent qui ne peut être éliminé sans que le conséquent disparaisse ». Nous sommes donc bien en présence de la cause ou d'une partie de la cause cherchée.

Dire, au contraire, que c'est la hausse des prix qui a nécessité une augmentation aussi considérable de notre stock monétaire, c'est évidemment renverser les rôles et prendre l'effet pour la cause,

D'ailleurs avec la théorie de Monsieur Coignet, on ne devrait jamais reconnaître l'existence de l'inflation. Lorsque, sous la Révolution, on payait 20.000 francs une paire de bottes, on pouvait également affirmer que les 45 milliards d'assignats en circulation correspondaient exactement à l'importance des transactions et étaient, par conséquent, strictement indispensables. Chacun avait besoin,

pour ses dépenses habituelles, d'une quantité d'argent beaucoup plus forte qu'auparavant. La hausse formidable du prix de toutes les marchandises nécessitait un accroissement non moins formidable du stock monétaire ; il n'y avait donc pas d'inflation !

★★

La meilleure preuve qu'il n'y a pas trop de papier-monnaie, disent les partisans de la thèse de Monsieur Coignet, c'est que les billets émis ne reviennent pas à la Banque de France ; ils sont absorbés dès qu'ils apparaissent, et la Banque doit en émettre sans interruption.

Le fait que tous les billets jetés dans la circulation sont entièrement absorbés, ne prouve pas du tout que les émissions soient proportionnées aux besoins ; Il prouve simplement que ce papier-monnaie a subi une dépréciation de plus en plus considérable et, qu'il en faut toujours davantage pour effectuer les mêmes achats.

Il en est d'ailleurs absolument de même pour la monnaie métallique et pour toutes les marchandises en général. Le fait que l'offre trouve en face d'elle une demande correspondante, ne prouve nullement qu'il n'y ait pas surproduction. C'est précisément parce que, en raison de sa surabondance, une marchandise aura diminué de valeur et sera devenue

d'un prix plus abordable, qu'elle sera l'objet d'une demande plus active et qu'elle s'écoulera en plus grande quantité sur le marché.

Si le vin de Champagne était si abondant qu'on en arrive à le vendre 0 f. 25 centimes le litre, il trouverait évidemment de très nombreux amateurs, et les viticulteurs en placeraient sans peine une quantité considérable ; ce qui ne les empêcherait pas de déplorer la surproduction qui les priverait de leur bénéfice.

Encore, lorsqu'il s'agit d'une marchandise ordinaire, la demande aura forcément pour limites plus ou moins lointaines la satiété des acheteurs, mais la monnaie qui a cette vertu particulière de permettre indirectement la satisfaction de tous les besoins, sera au contraire indéfiniment absorbée par le marché ; sa surproduction ne fera, en effet, qu'accroître la demande, puisque la dépréciation qui en résultera infailliblement obligera les vendeurs et les acheteurs à en employer une quantité beaucoup plus considérable pour le même nombre de transactions. Le seul résultat obtenu sera une hausse générale des prix.

Après avoir déclaré que le « doublement de la quantité de monnaie avait été rendu nécessaire par le doublement des prix » et qu'il n'y avait pas eu d'inflation fiduciaire, M. Coignet s'écriait :

« Comment en serait-il autrement, puisque, avec notre admirable système de la Banque de France,

seule émettrice de billets, cette émission est toujours proportionnée aux besoins de monnaie ? »

Il est difficile d'admettre une semblable affirmation, si l'on se souvient que la plus grande partie des billets de banque dont nous sommes actuellement submergés proviennent d'émissions anormales faites en dehors de toute opération commerciale et dans l'unique but de procurer à l'Etat des ressources artificielles.

Sans doute, en temps ordinaire, la Banque de France proportionne ses émissions au volume des échanges, puisque, ainsi que nous l'avons vu plus haut, ses billets, mis en circulation à l'occasion de l'escompte d'un effet de commerce, ont une contre-partie qui leur fait équilibre dans le mouvement des échanges.

Mais rien de semblable quand il s'agit d'avances au Trésor. Là, plus d'émission basée sur une opération commerciale ; plus de contre-partie dans les produits créés.

Comment les liasses de billets qui ne sortent des presses de la Banque de France que pour aller remplir les caisses de l'Etat, seraient-elles proportionnées au volume des échanges, à l'activité commerciale du pays, aux quantités de marchandises créées ? Elles ne correspondent en vérité qu'aux dépenses de l'Etat ; elles ne sont proportionnées qu'à sa prodigalité.

Etaient-ils vraiment si nécessaires, ces milliards de billets qui ont passé dans les mains des fournisseurs de la guerre et leur ont permis d'édifier, en quelques mois, des fortunes scandaleuses ?

Etaient-elles bien en rapport avec les besoins de

monnaie de l'ensemble du pays, ces multiples émissions qui, en alimentant le gaspillage de l'administration, ont permis à tous ceux qui vivaient de ses largesses de surenchérir sans fin sur le marché ?

Qui oserait sérieusement le soutenir ?

M. Coignet opposait le mode d'émission des billets de la Banque de France au mode d'émission des anciens assignats.

« C'est la hausse des marchandises, résultant de leur rareté, qui a été le point de départ de tout », disait-il. C'est alors seulement, que la Banque de France a mis des billets à la disposition du public, non pas par masses, comme les anciens assignats, mais, seulement à mesure des besoins qui se manifestaient.

D'après ce que nous venons de voir, cette distinction paraît très exagérée.

Sous la Révolution, le gouvernement fabriquait lui-même le papier-monnaie qui lui était nécessaire ; actuellement, c'est la Banque de France qui se charge des émissions, mais, pour le Trésor, le résultat est à peu-près le même ; il obtient toujours les quantités de billets correspondant à ses dépenses. Or, durant ces dernières années, comme sous la Révolution, l'Etat s'est servi de ce papier pour payer ses multiples créanciers : fournisseurs de la guerre, fonctionnaires, rentiers, etc. Les billets de banque ont donc été, pour une grande part du moins, jetés dans la circulation de la même façon que les anciens assignats.

Si la dépréciation de notre papier-monnaie a été infiniment moins considérable que l'avalissement des assignats, ce n'est pas, croyons-nous, à cause d'une

différence notable dans le mode d'émission. C'est d'abord parce que le public est actuellement beaucoup plus familiarisé avec la monnaie fiduciaire. C'est ensuite parce que le volume des échanges étant à notre époque infiniment plus développé que sous la Révolution, un accroissement du stock monétaire ne saurait plus avoir la même répercussion. C'est surtout parce que le facteur psychologique dont on ne doit jamais méconnaître l'importance a agi dans le sens d'une robuste confiance que les plus optimistes n'auraient jamais osé escompter, dans une semblable expérience.

On ne peut donc pas dire, avec M. Coignet, que les émissions de la Banque de France, toujours strictement proportionnées aux besoins de monnaie de l'ensemble du pays ont été provoquées par la hausse des prix et ont répondu à une nécessité; on ne peut pas nier avec lui l'existence de l'inflation.

La théorie soutenue par le Président de la Chambre de Commerce de Lyon était déjà en contradiction avec les faits en 1918; elle l'est encore bien davantage actuellement. Notre stock de monnaie fiduciaire, passé de 6.500 millions à 39 milliards est évidemment très supérieur à nos besoins.

Sans doute, il fut un temps où l'on aurait pu affirmer, comme le faisait plus tard M. Coignet, que les émissions de la Banque de France répondaient à un besoin de monnaie, mais ce n'était pas en 1918, c'était à la fin de 1915, au début de la guerre, à une époque où l'accroissement de la circulation fiduciaire, encore

peu important, du reste, était contrebalancé par la disparition des espèces métalliques.

Comme l'a clairement démontré M. le professeur Bouvier, à la Société d'Economie politique de Lyon, on pouvait alors déclarer, à juste raison, qu'il n'y avait pas en France d'inflation monétaire.

La nécessité d'une augmentation de notre stock de monnaie de papier tenait en effet à des circonstances tout à fait particulières. La Banque de France avait retiré de la circulation tout l'or qu'elle avait pu faire rentrer dans ses coffres, et, d'autre part, les particuliers s'empressaient de thésauriser la plus grande partie des pièces d'argent qui leur tombaient entre les mains.

Cette fuite des espèces métalliques avait creusé dans notre stock monétaire un déficit dont on peut très exactement évaluer l'importance.

D'après la dernière enquête monétaire, il existait en France, au 16 octobre 1909 (en millions de francs):

Monnaie d'or.....	6.000
Ecus.....	1.500
Pièces divisionnaires et billon, environ	<u>500</u>
Total.....	8.000

Il faut déduire de ces 8 milliards le montant des pièces d'or et des écus qui, avec une certaine quantité de monnaies étrangères et de lingots, constituent l'encaisse de la Banque de France. Le montant des pièces d'or françaises et des écus n'est pas officiellement publié, mais M. Ch. Rist l'évalue, d'après une enquête personnelle, à 2 milliards, pour l'année 1909.

La quantité de monnaie en circulation au 16 octobre 1909 était donc d'environ :

8.000 - 2.345 = 5.655 ou 5.800 millions (en chiffres ronds).

On peut évaluer à un peu plus de 2 milliards 200, la quantité de métal frappé et importé, depuis cette date du 16 octobre 1909 jusqu'à la fin de juillet 1914.

A la veille de la guerre, notre stock d'or et d'écus était donc d'environ 8 milliards, plus 500 millions de monnaie inférieure, soit : 8.500 millions.

Il faut en déduire 4 milliards enfermés dans les caisses de la Banque de France ; il restait donc 4.500 millions ou peut-être 5 milliards.

A ces espèces métalliques, il convient d'ajouter, en chiffres ronds, 6 milliards de billets.

Nous pouvons donc conclure qu'au moment de la mobilisation, le total des instruments monétaires en circulation s'élevait à une somme d'environ : 11 milliards.

Or, comme à toutes les époques troublées, la monnaie d'or ne tarda pas à disparaître. Tout ce que la Banque de France ne parvint pas à drainer, pour grossir son encaisse, fut enfoui dans les cachettes des thésoriseurs. Les pièces d'argent et la monnaie de billon elle-même subirent bientôt le même sort. Recherchées et conservées par une quantité de personnes qu'effrayait le papier-monnaie ; elles devinrent de plus en plus rares.

On peut admettre qu'au début de 1916, il restait

à peine un milliard de monnaie métallique en circulation. Or, la quantité de billets émis par la Banque de France avait passé de 6 à 14 milliards; ce qui représentait, au total, un stock monétaire de 15 milliards, soit : 4 milliards de plus qu'en 1914.

Mais les billets eux-mêmes étaient en partie thésaurisés ou tout au moins immobilisés pour des périodes plus ou moins longues. Les commerçants gardaient dans leurs caisses beaucoup plus d'argent qu'autrefois.

D'autre part, on avait renoncé à l'usage de moyens de crédit qui ont précisément l'avantage d'éviter des maniements de fonds et par conséquent de réduire l'emploi de la monnaie. On en était revenu aux paiements au comptant et, par suite des retraits des dépôts dans les banques, on abandonnait l'usage du chèque. Si bien que, suivant la remarque de M. Gide, « il fallait une plus grosse quantité de monnaie pour un plus petit chiffre d'affaires ».

Dans le courant de l'année 1915, l'accroissement de la circulation fiduciaire était donc en grande partie contrebalancé par la disparition des espèces métalliques et par l'augmentation des besoins monétaires résultant de l'abandon de certains moyens de crédit. Tout compte fait, notre stock monétaire n'avait subi qu'un accroissement d'environ 4 milliards, et cette augmentation répondait, dans une certaine mesure, aux nécessités nouvelles provenant d'une transformation de la vie économique du pays; aussi la hausse des prix était-elle très faible.

Mais cela ne prouve rien contre l'existence de

l'inflation qui s'est manifestée avec les 28 milliards de billets émis au cours des cinq années suivantes.

Après 1915, la disparition des espèces métalliques était largement compensée, le supplément de monnaie nécessité par l'abandon de la vente à crédit et de l'emploi du chèque avait été amplement fourni par les premières émissions de la Banque de France.

Le nombre de transactions effectuées et les quantités de marchandises créées ne pouvaient désormais que diminuer du fait de la guerre ; on ne voit donc pas pourquoi la masse d'instruments monétaires mise à la disposition du public devait être sans cesse accrûe dans les proportions que l'on sait. .

Nous connaissons d'ailleurs les conditions dans lesquelles les monceaux de billets dont nous déplorons l'existence sont sortis des presses de la Banque de France. Leur émission ne correspondait à aucune opération commerciale ; elle n'était motivée que par les demandes du Gouvernement qui trouvait fort commode de se procurer ainsi des ressources illimitées, sans avoir à recourir au public par la voie de l'emprunt ou de l'impôt.

Comme nous l'avons vu, il augmentait ainsi son pouvoir d'achat, sans réduire celui de la population. Il jetait sans cesse dans la circulation de nouveaux signes monétaires, de nouveaux bons de consommation, au moment où précisément la production diminuait.

Une pareille politique financière ne pouvait manquer de produire l'inflation fiduciaire que l'on voit apparaître « dès que sont mis en circulation, soit par

l'Etat, soit par une banque, pour le compte de l'Etat, des instruments de paiement destinés à combler le déficit budgétaire ».

LE BILLET DE BANQUE N'A SUBI AUCUNE DÉPRÉCIATION
MALGRÉ L'ABONDANCE DES ÉMISSIONS

Les économistes qui soutiennent que l'accroissement considérable de la circulation fiduciaire n'a pas influé sur le niveau des prix, doivent nécessairement admettre que, malgré l'abondance des émissions, notre billet de banque n'a rien perdu de son pouvoir d'achat, n'a subi aucune dépréciation.

Et de fait, dans sa conférence du 1^{er} mars 1918, M. Coignet, après avoir constaté que le billet de la Banque de France « n'était plus gagé que pour un quart par de l'or », disait que « cette situation n'en diminuait pas la valeur ».

Même à cette époque, il était difficile de souscrire à une déclaration aussi optimiste. Au cours de la discussion qui suivit l'exposé de M. Coignet, à la Société d'Economie Politique de Lyon, M. Isaac (qui deux ans plus tard, devait être ministre du Commerce), affirmait l'existence d'une prime de l'or et il estimait cette prime à un minimum de 20 %.

Il était certain que l'or avait déjà subi, par rapport au billet, une hausse importante dont on se serait vite aperçu si la circulation métallique était restée normale.

Cette hausse n'a pu naturellement que s'accroître à mesure que grossissait la quantité de papier mise

en circulation par la Banque de France. On ne peut pas en évaluer exactement l'importance puisque l'or ne se trouve plus officiellement en concurrence avec le billet à cours forcé ; mais elle est certainement très considérable. Les journaux rapportent chaque jour quelque histoire de trafic de monnaie qui prouve d'une façon évidente que de nombreux amateurs d'espèces métalliques sont toujours prêts à donner 30 ou 35 francs en billets de banque contre 20 francs en or ou même en pièces d'argent, et d'autre part, les condamnations prononcées par les tribunaux démontrent clairement que, dans beaucoup de transactions, les prétentions des parties sont sensiblement différentes selon que le paiement doit être effectué en or ou en papier. En voici un exemple choisi entre cent autres.

C'était le 5 février, jour de foire, à Sully-la-Tour (Nièvre). Un groupe s'était formé entre un vendeur et un acheteur en marché pour une vache.

— 2.400 francs, avait dit le propriétaire.

— Trop cher, riposta l'amateur.

— Je vous rabats 1.500 francs, répliqua l'autre, si vous me payez en or.

On se tapa dans la main ; l'affaire était entendue. On devait se retrouver à l'auberge, un peu plus tard pour le paiement. Car une difficulté avait surgi. L'acheteur, M. P..., marchand de bestiaux, habité à Foncelin, commune de Varennes-les-Nèvers, il n'a pas sur lui les 900 francs d'or promis. Mais il demanda à un ami, M. G..., qui demeure à quel-

ques kilomètres de là, de lui prêter 900 francs en or, contre remise de la même somme en billets, quitte à lui remettre par la suite le montant de son prêt en louis.

M. P... se rend donc chez M. C..., marchand de bestiaux à Mesves-Bulcy, pour prendre ces pièces d'or et acheteur et-vendeur se réunissent à l'hôtel.

Ce marché, qui se traita au grand jour, provoqua la curiosité et les commentaires.

Quant au vendeur, M. M..., agriculteur à Donzy, il se déclarait satisfait, attendu, aurait-il dit, que l'or a trois fois plus de valeur qu'autrefois.

Mais l'affaire fit du bruit et elle alla même jusqu'à la Cour d'appel de Bourges, qui, confirmant le jugement précédemment rendu par le tribunal de Cosne, gratifia de quelques centaines de francs d'amende les trois héros de l'aventure (1).

Cette histoire et beaucoup d'autres semblables qu'il serait aisé de citer, permettent bien d'affirmer que le double prix existe comme à toutes les époques où le papier-monnaie émis en quantité exagérée a perdu une grande partie de son pouvoir d'achat.

On s'apercevrait bien vite de l'avilissement du billet de banque, si la monnaie d'or n'était pas exclue des marchés officiels et si le trafic dont elle fait l'objet ne se cachait pas dans les arrière-boutiques.

(1) Extrait du journal *Paris-Centre*.

LA HAUSSE DES PRIX SÉVIT DANS DES PAYS
OU L'ON NE CONSTATE PAS D'INFLATION MONÉTAIRE

Exemple de l'Angleterre

Certains économistes qui nient en France l'influence et souvent même l'existence de l'inflation monétaire, citent parfois, à l'appui de leur thèse, l'exemple de l'Angleterre où, d'après eux, la hausse des prix, comparable à celle que nous déplorons actuellement chez nous, ne coïnciderait pas avec un notable accroissement de la circulation fiduciaire.

M. Coignet disait, le 1^{er} mars 1918, à la Société d'Economie politique de Lyon : « En Angleterre, la monnaie n'a pas été multipliée comme en France et cependant les prix ont haussé également » et, quelques mois plus tard, dans une séance de la même Société, M. Delore, après avoir nié le rôle de l'inflation dans le renchérissement de la vie, citait « à l'appui de sa « théorie, l'exemple des pays où, comme l'Angleterre « et les Etats neutres..., la quantité de monnaie en « métal ou en papier n'a pas sérieusement augmenté « et où pourtant, le renchérissement général s'est « opéré de la même façon que chez nous ».

Ces affirmations semblent résulter d'une confusion qu'il est d'autant plus intéressant de dissiper que précisément l'exemple de l'Angleterre va nous permettre d'étudier l'inflation sous un nouvel aspect et de constater une fois de plus les fâcheuses et inéluctables conséquences d'un accroissement exagéré des moyens de paiement.

Sans doute, de l'autre côté de la Manche, on n'a pas abusé comme en France des émissions de monnaie de papier proprement dites. Mais, on a eu recours à des modes de crédit qui ont abouti exactement au même résultat. Il ne faut pas oublier, en effet, que l'inflation ne résulte pas uniquement de la mise en circulation d'une quantité excessive de billets de banque ; elle peut tout aussi bien provenir de l'exagération des inscriptions de crédits utilisables par chèques.

Qu'un gouvernement emprunte à une banque un million en billets, ou qu'il demande à cette banque de lui ouvrir sur ses registres un crédit d'un million ; cela revient, en effet, exactement au même. Il aura toujours provoqué la création d'un pouvoir d'achat supplémentaire qui contribuera à augmenter la demande de marchandises et par conséquent agira dans le sens d'une hausse des prix, tout comme l'aurait fait une émission de papier-monnaie.

Une banque quelconque peut par exemple souscrire à la dette nationale en inscrivant dans ses livres un million au crédit de l'Etat. Le gouvernement, pour payer ses fournisseurs, n'a dès lors qu'à passer à leur nom son crédit à la banque. A leur tour, ses fournisseurs paieront leurs créanciers au moyen de chèques sur cette banque, leurs créanciers ainsi remboursés pourront agir de même avec leurs propres créanciers etc... Comme l'a dit M. Loria « on parvient ainsi à fabriquer toute une masse de papier-monnaie qui n'a rien à faire avec les billets de banque et d'Etat, qui, à la différence de ceux-ci, est absolument clandestine

et insaisissable et qui grève la circulation et la grossit sans limites » (1).

Ce genre d'inflation suppose évidemment l'emploi du chèque ; or, on sait que précisément ce mode de paiement est d'un usage courant en Angleterre. Aussi, n'est-il pas étonnant que l'inflation de crédit y ait pris, depuis la guerre, un développement considérable.

De 1.070 millions de livres sterling, en décembre 1913, les dépôts dans les banques anglaises ont passé à 2.300 millions de livres en décembre 1919 ; soit une augmentation de plus de 30 milliards de francs.

D'après M. Kenna, ancien chancelier de l'Echiquier, cet accroissement formidable est dû, pour 20 milliards de francs (soit 800 millions de livres) aux avances que les banques ont faites pour leur propre compte au gouvernement, sous forme de bons du Trésor ou de titres d'emprunts. Une partie résulte aussi des avances non remboursées qu'elles ont consenties à leurs clients pour leur permettre de souscrire aux emprunts ; car le public prêtait à l'Etat non des capitaux épargnés, mais des crédits fabriqués avec l'aide des banques. Comme l'a fait remarquer M. Arnauné, cette progression des crédits ne résultait donc pas du versement dans les banques de capitaux nouvellement formés ; elle ne correspond pas à un enrichissement du pays, mais au contraire, à un endettement soit de l'Etat lui-même, soit des personnes qui ont emprunté pour pouvoir lui prêter.

(1) LORIA. *Revue économique internationale*, octobre 1920.

Ces accroissements de crédits ont été facilités par les émissions de Currency-Notes (1) et par la convention qui assimile à des espèces un crédit inscrit à la Banque d'Angleterre. Les banques anglaises ont pu augmenter ainsi l'importance des sommes figurant sous la rubrique : « Espèces en caisse à la Banque d'Angleterre ».

M. Hartley Withers, directeur en chef de l'*Economist*, nous a fourni de précieux renseignements sur le mécanisme de ce qu'on peut appeler « l'inflation anglaise » (2).

La Banque d'Angleterre, en faisant des avances au gouvernement, accroissait le compte courant créditeur de ce dernier, dans ses livres, et cet accroissement était transféré aux autres banques par le moyen des chèques que le gouvernement remettait à ses fournisseurs et que ceux-ci remettaient à leurs propres banquiers. Ces crédits à la Banque d'Angleterre étaient transférés aux banques ; celles-ci pouvaient à leur gré ou bien les inscrire dans leur bilan, sous la

(1) Les « Currency notes », billets de 1 fr. et de 10 schillings, avaient été créées par une loi du 6 août 1914, en vue de remplacer, pour les ventes et les achats courants, les souverains et demi-souverains que le public thésaurisait. Les banques les reçurent du Trésor par l'intermédiaire de la Banque d'Angleterre, à titre d'avances portant intérêt. Ces avances qui, à la fin d'août 1914, avaient dépassé 10 millions de livres (10.111.650 liv. st.) étaient presque entièrement remboursées au 31 décembre suivant (restaient 769.000 liv. st.). Cependant on ne retira pas les billets, car le rétablissement de la circulation des souverains paraissait impossible à cause du change défavorable qui les aurait fait exporter.

(2) *Revue d'économie politique*. Décembre 1918.

rubrique « espèces » ou les transformer en monnaie légale, en les reversant au gouvernement et en recevant en échange des Currency-Notes.

En résumé, « les prêts faits par les banques au gouvernement anglais ont accru le montant des dépôts en banque et le volume de la circulation des chèques, et ont ainsi contraint les banques à détenir une plus large provision de monnaie légale, laquelle leur a été fournie par la presse d'imprimerie chargée de fabriquer les Currency-Notes ».

Lorsqu'on parle de l'inflation en Angleterre, il est donc indispensable de tenir compte à la fois des billets de la Banque, des inscriptions de crédits et des Currency-notes. On voit alors que, pour provenir de procédés différents, l'accroissement des moyens d'achats n'y a pas été moins sensible qu'en France et qu'il est parfaitement en rapport avec la hausse générale des prix.

D'après M. Chamberlain, Chancelier de l'Echiquier, la circulation des Currency-notes, d'abord contenue dans de très faibles limites, s'était élevée à 228 millions de livres, le 1^{er} avril 1918 et à 291 millions au moment de l'armistice pour monter, le 23 avril 1919, à 340 millions (8.750 millions de fr.) dont la couverture en or n'atteignait que 28 millions et demi de livres; la différence étant représentée par des valeurs d'Etat.

En outre, la circulation de la Banque d'Angleterre s'était accrue, depuis un an, de 28 millions de livres.

Le montant total de la monnaie légale, évaluée à 214 millions de livres au début de la guerre, dépass-

sait, au 31 décembre 1918, 540 millions (soit 13.500 millions de francs).

Les dépôts de Banques étaient en outre évalués à la même date à 2 milliards de livres environ ; soit à 50 milliards de francs.

Si l'on se reporte aux index numbers établis par l'Economist, d'après les cours moyens des principales marchandises, céréales, denrées diverses, textiles, charbon, matières premières etc..., on constate que la hausse des prix a suivi, comme en France, l'accroissement des moyens de paiement. Légère en 1915, elle s'accroît en 1916 et en 1917, pour atteindre, en novembre 1918 jusqu'à 182 % par rapport au prix moyens de la période de base 1901-1905 et de 160 % par rapport à ceux de juillet 1914.

D'ailleurs les économistes et les financiers anglais ont parfaitement reconnu l'existence de cette inflation et ils ont été les premiers à en signaler la fâcheuse répercussion sur le niveau des prix.

(Cette tendance à attribuer à une cause monétaire les mouvements des prix est du reste traditionnelle en Angleterre. On peut en trouver l'origine dans les observations de David Hume et d'Ad. Smith confirmées par les événements qui suivirent en 1810 l'établissement du cours forcé (1).

(1) Cette thèse a été soutenue par RICARDO dans plusieurs opuscules. Après l'avoir exposée dans une lettre adressée au *Morning Chronicle*, il la reprit avec plus d'ampleur dans sa célèbre étude parue en 1809 sous le titre : « Le haut prix du ingot est une preuve de la dépréciation du billet de banque ». L'année suivante, pour répondre aux objections soulevées

M. Hartlëy Withers, le professeur J. Schield Nicholson et le professeur Pigou ont nettement attribué le renchérissement du coût de la vie à l'abondance des moyens de paiement.

Cette idée est déjà nettement exprimée dans le rapport publié le 13 décembre 1917, par la Commission des Communes, chargée du contrôle des dépenses publiques. On relève dans ce document les observations suivantes :

« Il serait difficile et peut-être inutile de recher quel est l'ordre d'importance des divers facteurs (de la cherté de la vie). Mais il est certain
« que l'accroissement des dépôts doit être classé
« parmi les plus importants. S'il avait été possible
« de faire face au jour le jour aux dépenses de guerre
« au moyen de taxes nouvelles et d'emprunts couverts par l'épargne publique, il ne saurait être
« douteux que la hausse générale des prix aurait été
« moins considérable ; le résultat aurait été de transférer le pouvoir d'achat des citoyens au Gouverne-

par cet ouvrage, il publia sa « Réplique aux observations de M. BOSANQUET sur le rapport du Bullion Committee ». Il y défend toujours la même idée. Enfin, en 1816 dans ses « Propositions pour une situation monétaire économique et sûre », il préconise l'emploi d'un moyen destiné à prévenir les émissions exagérées dont il avait montré les inconvénients. Selon lui, on aurait dû créer un papier-monnaie remboursable non pas en or, monnayé mais en lingots d'or. Les banques auraient alors limité leurs émissions et d'autre part, les clients touchant des lingots et non pas de la monnaie d'or, n'auraient pas risqué de mettre en péril l'existence de la banque en réclamant à tout propos le remboursement des billets.

« ment. Mais le Gouvernement, par l'entremise de la
« Banque d'Angleterre et de grandes sociétés de
« dépôts, a créé de larges crédits nouveaux afin de
« permettre à ses fournisseurs d'accroître leur pro-
« duction. Il a en outre emprunté à la Banque d'An-
« gleterre beaucoup d'argent sous forme d'avances,
« et, dans la mesure où ces avances n'ont pas été
« remplacées par des emprunts équivalents de la
« Banque au marché des capitaux, ce qui n'a pas pu
« toujours être le cas, cette opération n'a été qu'une
« pure création de crédit. Le Gouvernement a reçu
« d'autre part des sommes considérables des sociétés
« de dépôts en paiement des valeurs qu'il a émises,
« et ces sommes ont été ensuite rendues disponibles
« par le paiement des dépenses de l'Etat.

« Si ces deux procédés de trésorerie n'affectent
« pas la bonne condition et la stabilité de nos insti-
« tutions financières, ils n'en ont pas moins eu pour
« résultat de créer dans une large mesure un nou-
« veau pouvoir d'achat. Ce nouveau pouvoir d'achat,
« qui s'est répandu dans la plus grande partie du
« pays, ne s'affirme point par des demandes supplé-
« mentaires de marchandises et ne provoque pas une
« hausse des prix, s'il sert à faire des placements en
« valeurs de l'Etat. Mais si, au contraire, il se porte
« sur le marché des objets nécessaires, et prend la
« forme de demandes supplémentaires de marchan-
« dises, il provoque fatalement la hausse.

« En d'autres termes, la responsabilité de la
« hausse des prix, en ce qui touche ce côté de la
« question, retombe en partie sur le Gouvernement,

« et, en partie, sur le public. Sans doute il y a eu
« des augmentations d'impôts et des emprunts qui
« n'ont été couverts que par l'épargne. Mais dans la
« mesure où cette politique n'a pas été suivie et où,
« au contraire, de nouveaux crédits ont été créés
« dans les banques, le Gouvernement a donné au
« public le moyen d'acheter des produits avec plus
« de liberté. Et le public lorsqu'il dépense avec plus
« de liberté, au lieu de faire des placements en
« valeurs de l'Etat, provoque contre lui-même la
« hausse des prix. Si les deux méthodes sont poussées plus loin, les prix tendent à s'élever encore davantage. Mais si on y met un frein, une importante cause de la hausse des prix disparaîtra. »

On retrouve la même thèse dans l'*Economist* du 8 février 1919. La statistique des dépôts en banque y est accompagnée du commentaire suivant :

« L'accroissement des dépôts est surtout une conséquence des avantages offerts par un système de banque perfectionné et dont nos dirigeants financiers ont tant abusé pendant la guerre. N'ayant pas eu le courage fiscal dont ils auraient dû faire preuve ou l'intelligence de nous conseiller, sinon de nous obliger, à faire face aux dépenses de la guerre par des souscriptions aux emprunts réalisés sur nos économies, ils ont dû combler le déficit entre les recettes et les dépenses par la diffusion de crédits en banque et du papier-monnaie. Au lieu de nous prendre de l'argent et de réduire ainsi notre pouvoir d'achat, dans la mesure où le

« leur devait s'accroître, ils ont créé un nouveau
« pouvoir d'achat, réduisant de la sorte la va-
« leur effective de la monnaie pour l'Etat et pour
« nous-mêmes par suite de la hausse des prix
« qui, par incidence, a considérablement accru le
« coût de la guerre, et semé parmi les ouvriers un
« mécontentement et une méfiance dont les résultats
« se traduisent par les grèves que l'on sait. Si
« chaque achat opéré par le gouvernement, avait été
« compensé par une diminution du pouvoir de dé-
« penser en ce qui touche les simples citoyens, les
« finances de guerre auraient eu dans leur ensemble
« des effets très différents. La dette aurait été moins
« lourde, la balance du commerce extérieur moins
« défavorable, les profiteurs de la guerre et les tra-
« vailleurs auraient eu moins la facilité de gagner
« trop d'argent, et il y aurait eu enfin une moindre
« démoralisation à la fin d'une entreprise pour la
« liberté et la justice. »

On ne saurait mieux dire ; et il n'est pas besoin d'insister davantage pour montrer que l'exemple de l'Angleterre, loin d'être favorable à ceux qui nient l'influence de l'inflation sur le niveau des prix, fournit, bien au contraire, de nouveaux arguments pour combattre leur thèse. Abus du papier-monnaie ou abus des inscriptions de crédits ; il s'agit toujours d'une inflation fiduciaire, d'un accroissement artificiel des moyens de paiement ayant pour inéluctable conséquence : le renchérissement de toutes les marchandises.

L'exemple de l'Angleterre est d'ailleurs confirmé par celui des Etats-Unis où nous avons observé depuis la guerre une large inflation des crédits de banque. Le total des comptes de dépôts s'est accru, pour l'ensemble des banques et des « Trust Companies », de 2.146 millions de dollars de juin 1917 à juin 1918 (1).

Cette progression provient en grande partie des ouvertures de crédits consenties par les banques à leurs clients désireux de souscrire aux emprunts. Ces crédits transférés à l'Etat, lui permettent de multiplier ses dépenses. Ils provoquent une augmentation considérable de la demande, sans qu'il se produise une augmentation correspondante de l'offre, puisque les nouveaux moyens de paiement, au lieu d'être créés pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie et amener ainsi un accroissement de la production, ne sont destinés qu'à multiplier les dépenses stériles de la guerre.

Il y a donc rupture d'équilibre entre l'offre et la demande, et par conséquent hausse des prix.

Les inconvénients de cette inflation ont été soulignés à plusieurs reprises par les membres du « Federal Reserv Board » (2), qui ont recommandé l'économie dans les dépenses privées et ont demandé qu'on réservât les ouvertures de crédits aux seules affaires destinées à augmenter la production.

(1) Chronicle. Octobre 1918.

(2) Comité de la Réserve fédérale institué par la loi de 1913 pour contrôler les 12 banques de réserve fédérale.

L'expérience faite, durant la guerre, par l'Angleterre et par les Etats-Unis est pour nous doublement intéressante ; elle prouve d'abord d'une manière évidente la réalité du rapport existant entre l'inflation fiduciaire, sous quelque forme qu'elle se présente, et la hausse des prix ; elle démontre, en outre, la naïveté des économistes amateurs ou des financiers qui prétendent remédier aux inconvénients de l'exagération de la circulation monétaire par la simple extension de l'usage du chèque.

Il est facile de comprendre, en effet, que l'emploi de ce moyen de paiement ne saurait en rien diminuer le pouvoir d'achat du public, et ne pourrait, par conséquent, en aucune façon, amener la baisse des prix.

Admettons, par exemple, qu'une personne qui possède 100.000 francs de papier-monnaie se décide à les verser en dépôt dans une banque. Qu'arrivera-t-il ? Au lieu de payer ses fournisseurs avec des billets, elle les paiera avec des chèques ! Il n'y aura rien de changé. Elle disposera toujours de 100.000 francs, et conservera la même capacité d'achat.

Cela paraît évident, et pourtant on a vu ces derniers temps, des publicistes et même des hommes d'Etat, préconiser la substitution du chèque au billet de banque comme le meilleur moyen d'atténuer les effets de l'inflation et d'enrayer le renchérissement de la vie.

Cette idée que M. Loucheur a soutenue à la tribune de la Chambre, le 29 mars 1920, a été développée, dans un livre récent, par M. Corréard.

Probus, directeur au ministère des Finances, ce qui suggérerait à M. Rist la réflexion suivante :

« Le bon sens des nations croyait jusqu'ici que
« pour éteindre une dette il fallait la rembourser. Il
« était réservé à nos réformateurs financiers de
« découvrir qu'en transformant une reconnaissance
« de dette sur feuille volante en reconnaissance
« de dette dans un grand livre, la dette elle-même
« disparaissait ainsi que ses effets? » (1).

Les pays neutres

Pas plus que celui de l'Angleterre, l'exemple des pays neutres ne saurait être invoqué par les économistes qui contestent l'importance du rôle joué par l'inflation dans la hausse des prix.

La surabondance des signes monétaires a été durant ces dernières années un phénomène tout à fait général.

Sans doute, l'inflation a été particulièrement sensible chez les belligérants qui ont multiplié les émissions de papier-monnaie pour se procurer les énormes ressources nécessaires à la conduite de la guerre, mais il ne faut pas oublier que de leur côté les neutres ont profité de la situation pour vendre aux alliés ou à leurs ennemis des quantités considérables de marchandises de toutes sortes payées en bonnes espèces métalliques, et qu'ils ont vu grossir

(1) RIST. Nouvelles et notices. Revue d'Économie politique. Année 1920. N° 2.

ainsi dans des proportions considérables leur stock monétaire de 1914.

L'or chassé des autres pays par le papier-monnaie a afflué chez eux, et comme toujours « l'abondance en a causé le mépris ; l'excès même de leur richesse devait leur valoir « la Vie chère ».

Ils se sont d'ailleurs fort bien rendu compte de la fâcheuse répercussion que cette surabondance de numéraire devait fatalement avoir sur le niveau des prix.

Les Etats Scandinaves ont suspendu le monnayage de l'or et dispensé les banques d'émission de l'obligation de rembourser leurs billets.

D'autre part, le Japon, effrayé par l'afflux de l'or provenant d'un change très favorable par rapport aux Etats-Unis, a préféré avoir des marchandises, et acheté du coton. Ce qui a été une des causes lointaines de la dépréciation subie par cette marchandise au printemps dernier, comme M. Décamps le faisait fort justement remarquer, il y a quelques semaines, à la Société d'Economie politique de Paris.

Le renchérissement du coût de la vie peut donc s'expliquer chez les neutres comme chez les belligérants par l'avilissement de l'instrument monétaire.

Excès d'espèces métalliques chez les uns, excès de monnaie fiduciaire chez les autres ; le principe du mal est toujours le même ; il s'agit toujours d'une surabondance de moyens de paiement amenant la hausse des prix.

Ainsi, les économistes qui voient dans l'accroissement des moyens de paiement la principale cause de la hausse générale des prix, loin d'être embarrassés par l'exemple de l'Angleterre ou même celui des pays neutres, y puisent bien au contraire de nouveaux arguments à l'appui de leur thèse. Mais ils peuvent en outre invoquer à leur tour, pour illustrer leur théorie, la situation encore beaucoup plus caractéristique d'un certain nombre d'Etats qui, n'ayant pas su s'arrêter sur la pente fatale des abus de papier-monnaie, renouvellent actuellement, à leurs dépens, les tragiques démonstrations dont l'histoire économique était déjà cependant suffisamment prodigue.

La Russie peut incontestablement à cet égard revendiquer la première place. Le 16 octobre 1917, date du dernier bilan de la Banque d'Etat, la circulation du papier-monnaie y atteignait déjà 46 milliards. Aussi, dès cette époque, était-il difficile de se procurer à moins de 50 roubles, un modeste repas dans les restaurants de Pétrograd.

Au lieu d'adopter, comme on aurait pu s'y attendre, le système des bons de travail cher au collectivisme, les bolchevistes ont continué à employer le procédé bourgeois des émissions de papier-monnaie et ils ont achevé de briser un instrument déjà singulièrement faussé. Leurs presses jetaient dans la circulation jusqu'à 400 millions de roubles par jour, soit 12 milliards par mois, et cela, pour une partie seulement de la Russie.

Dans ces conditions, il est bien entendu absolument impossible d'évaluer même approximativement la quantité totale de monnaie de papier émise à l'heure actuelle. Elle ne saurait avoir d'autres limites que celle de l'imagination humaine.

Quant aux prix, ils dépassent bien entendu en extravagance tout ce qu'on avait vu jusqu'à ce jour.

Des rapatriés de Russie, arrivés à Paris le 22 Août 1920, faisaient à des journalistes, les déclarations suivantes : « Pour vivre là-bas, il faudrait gagner 50.000 roubles par mois. Avec la contrebande, on peut se procurer quelques denrées, mais, à des prix inouïs. Ainsi, la livre de pain vaut 500 roubles, la livre de beurre 5.000 roubles, la livre de cheval 1.800, une paire de bottines neuves atteint 75.000 roubles et un complet de 100 à 120.000 roubles ».

Des paysans ukrainiens, qui avaient réussi en décembre dernier à passer en Bessarabie, indiquaient des chiffres plus formidables encore. D'après eux, sous la domination bolcheviste, 400 grammes de sel coûtaient 8.000 roubles, 16 kilos de pommes de terre 10.000 roubles, une paire de bottes 230.000 roubles, une paire de semelles 40.000 roubles.

Tous les records sont ainsi battus. La Russie en est arrivé au point où le papier-monnaie est désormais inutilisable et où il faut revenir au troc des premiers âges (1).

Sans doute, l'Autriche n'en est pas encore là ; mais

(1) Les journaux annonçaient récemment que LÉNINE avait décrété la suppression de la monnaie.

elle n'en occupe pas moins le second rang au point de vue de l'exagération de la circulation fiduciaire et de l'ascension invraisemblable des prix.

Quant à l'Allemagne, elle nous fatigue suffisamment de ses lamentations et de ses doléances pour que nous connaissions les perturbations que causent actuellement chez elle la surabondance du papier-monnaie.

La circulation fiduciaire y est alimentée non seulement par les billets de la Reichsbank, mais encore par ceux de ces organismes particuliers connus sous nom de « caisses de prêts ».

On avait déjà usé de ces caisses pendant les crises de 1848, 1866 et 1870, et leur réorganisation avait été réglementée, bien avant 1914, en vue de la grande agression préparée par toute la nation et dans tous les domaines. Leur mécanisme avait été étudié par le Dr K. Riesser, professeur à l'Université de Berlin, dans un livre publié sous le titre de « Préparation et conduite financière de la guerre ».

Ces caisses avaient pour objet de prêter sur toutes sortes de titres et de marchandises dont elles permettaient de mobiliser la valeur ; elles émettaient des bons de 5, 10, 20 et 50 marks, qui grossissaient considérablement le stock de monnaie fiduciaire constitué par les billets de la Reichsbank.

D'après des renseignements fournis par un article récent de la *Gazette de Francfort*, la circulation fiduciaire aurait subi en Allemagne, depuis l'armistice, l'accroissement suivant :

(Les chiffres sont exprimés en francs, en supposant le franc au pair du mark).

Le 7 novembre 1918, la circulation	
était de	32 milliards 1/2
Le 31 décembre 1918, de	40 milliards
A la fin de juin 1919, elle arrivait	
à plus de	51 milliards 1/2
Au 31 mars 1920, elle s'élevait à ..	72 milliards 1/2
Au 30 juin 1920, à	81.177 millions
Au 29 novembre 1920, à	93.750 millions

On constate qu'en un an et demi, de fin décembre 1918, au 30 juin 1920, la circulation fiduciaire de l'Allemagne a plus que doublé et que l'accroissement a été particulièrement rapide durant le premier trimestre de 1920. Comme le faisait remarquer M. André Liesse, dans l'*Economiste* du 17 juillet 1920, « il se pourrait que cette avalanche d'émission des derniers mois de 1920 fut le résultat d'une indifférence quelque peu voulue des ministres des finances allemands ou, du moins, ce qui est plus probable de l'Etat-Major financier que forment les grands chefs des maisons de crédit...; et, en tout cas, le chiffre extrêmement élevé de cette circulation servira d'arguments aux hommes d'affaires allemands pour essayer de démontrer que la capacité de paiement de l'Allemagne est plus réduite que ne le prétendent les alliés ».

Quoi qu'il en soit, on constate que l'Allemagne a actuellement un stock de monnaie de papier trente et une fois supérieur à celui qu'elle possédait en juin 1913, époque où la quantité de billets émis par la Reichsbank ne dépassait pas 3 milliards.

Il est vrai que, d'après M. Havenstein, il y aurait pour 37.500 millions de marks-papier thésaurisés ou retenus à l'étranger. Malgré tout, un pareil accroissement de la circulation fiduciaire ne pouvait manquer de provoquer un avilissement considérable de la monnaie de papier, et de fait, M. Havenstein lui-même, déclare qu'en tenant compte de la dépréciation du mark-papier, 30 milliards de monnaie fiduciaire équivalent tout juste actuellement à la circulation normale d'avant-guerre qui s'est tenue en moyenne autour de 2.700 millions ; c'est-à-dire que 37.500 millions de billets ne correspondent plus qu'à 3.375 millions d'avant-guerre.

En Allemagne, comme partout ailleurs, la surabondance de la monnaie en a causé le « mépris ».

On ne peut donc trouver à l'étranger que la répétition des phénomènes économiques que nous avons observés en France, et l'examen de la situation financière des autres pays ne fait que confirmer le rapport qui existe entre l'ascension des prix et l'augmentation de la quantité d'instruments monétaires mis à la disposition du public.

Qu'il résulte d'une inflation de crédits, comme en Angleterre et en Amérique, d'un afflux d'espèces métalliques, comme dans les Etats neutres, ou de l'abus des émissions de papier-monnaie, comme en Russie, en Autriche et en Allemagne, l'accroissement anormal des moyens de paiement est toujours suivi du renchérissement du coût de la vie qui en est la conséquence fatale et inéluctable.

Conclusion

CONCLUSION

L'INFLATION FIDUCIAIRE, PRINCIPALE CAUSE DE NOS DIFFICULTÉS ACTUELLES.

**(Vie chère, marasme du commerce
et de l'industrie, chômage...)**

Comme l'afflux d'or et d'argent qui suivit la découverte de l'Amérique à la fin du XVe siècle, comme le flot d'assignats qui submergea la France sous la Révolution, comme les émissions excessives auxquelles recourut, durant la guerre de l'Indépendance et durant la guerre de Sécession, le gouvernement des Etats-Unis, l'avalanche de billets de banque qui s'est abattue sur nous depuis 1915 devait infailliblement nous valoir la « Vie chère ».

L'histoire nous apprend que dans tous les temps et dans tous les pays la même cause a été suivie du même effet; le brusque accroissement du stock monétaire a toujours provoqué la hausse générale des prix.

Sans doute, d'autres facteurs ont pu également agir dans le sens de l'enchérissement de certaines marchandises ou de certains services, mais, dans la mesure où elle est commune à tous les produits et à

tous les salaires, la hausse s'explique incontestablement par la surabondance des signes monétaires, par l'inflation fiduciaire.

L'origine de cette inflation doit être cherchée dans l'imprévoyance de l'Etat qui, pendant et après la guerre, a tiré une grande partie de ses ressources de la « planche à billets » et a gaspillé à plaisir les milliards trop facilement obtenus au moyen de ce dangereux et funeste expédient.

Une pareille politique financière ne pouvait manquer d'amener l'élévation générale des prix en provoquant l'accroissement de la consommation et l'avalissement de l'instrument monétaire,

Au lieu d'augmenter les charges fiscales du pays ou de multiplier les emprunts, c'est-à-dire de réduire le pouvoir d'achat du public dans la mesure où il devait accroître le sien, le gouvernement s'est contenté de recourir aux avances inépuisables de la Banque de France; il n'a donc cessé de provoquer la création de nouveaux signes monétaires et de jeter dans la circulation de nouveaux instruments de paiement.

Cette surabondance de papier-monnaie, émis en dehors de toute opération commerciale et ne répondant à aucun accroissement du volume des échanges, amenait une demande plus active, au moment où l'offre diminuait par suite de la guerre; une consommation plus grande, alors que les circonstances commandaient au contraire de sévères restrictions.

Dans de pareilles conditions, le renchérissement de la vie était inévitable; il devait infailliblement

progresser dans la mesure même où s'accroissait chaque jour la circulation de papier-monnaie.

Mais, puisque chacun de ses paiements, en développant l'inflation fiduciaire aggravait ainsi, par la force des choses, la situation économique du pays tout entier, l'Etat aurait dû, tout au moins semble-t-il, s'efforcer de réduire ses dépenses au strict minimum.

Il n'en a malheureusement pas été ainsi ; les différentes branches de l'administration ont rivalisé de prodigalité. Dédaigneux de tout marchandage, jetant à pleines mains les billets de banque dont il était toujours abondamment pourvu, multipliant les allocations, allant au-devant des exigences de ses fournisseurs et de leurs ouvriers, obligeant les chefs de l'industrie privée à allouer, à son exemple, des salaires exorbitants à leurs employés, le gouvernement a permis à la grosse masse des travailleurs manuels d'accroître sa consommation au moment où elle aurait dû la restreindre et d'offrir follement des sommes de plus en plus exagérées pour des marchandises de moins en moins nombreuses.

Cependant, l'augmentation considérable de la demande coïncidant avec une diminution progressive de l'offre provoquait une hausse si rapide de toutes les denrées, que les salaires jugés exagérés quelques mois, quelques semaines auparavant, ne répondaient bientôt plus aux nouveaux besoins de la classe ouvrière. Pour calmer les plaintes qui commençaient à s'élever, l'Etat s'empressait d'accroître la distribution de papier-monnaie, et par consé-

quent d'augmenter le pouvoir d'achat de tous ceux qui, directement ou indirectement, vivaient de ses largesses.

Mais, comme on ne partage que ce qui existe, et que les majorations de salaires n'augmentaient pas d'un kilogramme la quantité de marchandises à vendre, le seul résultat de ce remède empirique était de permettre à une grande partie de la population d'offrir un plus grand nombre de francs en papier pour la même quantité de denrées, c'est-à-dire de provoquer encore un nouveau renchérissement.

Chaque relèvement de salaires ne pouvait donc qu'amener une hausse nouvelle qui provoquait à son tour une nouvelle majoration de salaire, et l'on tombait ainsi dans une « spirale vicieuse » dont on cherchait en vain le moyen de s'évader.

Comment l'ascension des prix aurait-elle pu s'arrêter désormais puisque des deux freins qui règlent habituellement le fonctionnement de la loi de l'offre et de la demande, l'un avait été rapidement enrayé par la guerre, l'autre imprudemment supprimé par le gouvernement ? La guerre avait en effet paralysé la production dont le développement est généralement encouragé par l'élévation des prix, et le gouvernement, en accordant sans cesse de nouvelles augmentations de salaires, permettait aux ouvriers d'échapper aux restrictions de consommation qu'impose, en temps normal, le renchérissement de la vie.

La hausse des prix provient donc évidemment des

émissions exagérées faites par la Banque de France à la requête de l'Etat ; elle n'aurait jamais pu atteindre de semblables proportions si des quantités toujours plus considérables de monnaie de papier n'avaient pas été préalablement jetées dans la circulation par le gouvernement.

Le public n'aurait jamais pu subir la loi du marchand s'il n'avait pas eu à sa disposition une pareille quantité de moyens de paiement. Sans cette pléthore de billets de banque, les prétentions des plus avides mercantis auraient été, comme en temps normal, maintenue par la force des choses, dans les étroites limites de la faculté d'achat de la clientèle.

Les statistiques montrent d'ailleurs clairement le rapport qui existe entre le renchérissement de la vie et l'augmentation du stock monétaire ; elles prouvent d'une façon évidente que l'accroissement de la circulation fiduciaire a toujours précédé l'ascension des prix.

Cette circulation fiduciaire a pris depuis la guerre des proportions invraisemblables. Alors qu'elle ne s'élevait à la mobilisation qu'au chiffre modeste de 6.683 millions, elle atteint à l'heure actuelle près de 39 milliards.

Dans ce total formidable, les « avances à l'Etat » figurent à elles seules pour près de 31 milliards, c'est-à-dire que les trois quarts de billets sortis des presses de la Banque de France ont été émis uniquement pour remplir les coffres du trésor, trop semblables, hélas ! à ce tonneau sans fond qui décourageait jadis les stériles efforts de cinquante filles de Danaüs.

Alors même qu'à la suite de quelque merveilleuse découverte, ces 39 milliards auraient été jetés dans la circulation en belles pièces d'or « sonnantes et trébuchantes », cette monnaie faite de métal précieux n'aurait pas tardé à subir une notable dépréciation ; comme au XVI^e siècle, « l'abondance en aurait causé le mépris » ; quel ne devait pas être à plus forte raison l'avilissement d'un vulgaire papier dont toute la valeur réside dans la confiance publique, fatalement ébranlée et souvent même rapidement ruinée par le spectacle d'émissions exagérées et inconsidérées ?

La dépréciation de notre billet de banque ne peut être sérieusement contestée. Sans doute elle n'apparaît pas au grand jour, puisque l'or n'intervenant plus sur les marchés officiels, n'entre pas ouvertement en concurrence avec la monnaie de papier. Mais il suffit de parcourir les journaux pour constater qu'à l'heure actuelle, comme sous la Révolution, un grand nombre d'individus « stipulent pour une marchandise un prix différent suivant que le paiement se fera en numéraire ou en billets, ou échangent une certaine quantité d'espèces métalliques contre une quantité nominale plus grande de papier-monnaie ». Le double prix existe donc, et l'on commet journellement le délit, pour lequel la Convention avait décrété une peine « de six années de fer, et que la loi en vigueur punit de six mois d'emprisonnement et d'une amende de 100 à 5.000 fr. », (1)

Puisque la valeur de notre billet de banque dimi-

(1) Loi du 12 février 1916.

nuait à mesure que se multipliaient les émissions anormales réclamées par l'Etat, il est bien évident qu'il fallait un nombre de francs-papier de plus en plus considérable pour se procurer les mêmes objets et la même quantité de denrées. Dans ces conditions l'ascension des prix était inévitable.

L'inflation, telle que nous l'avons vue se produire et se développer, depuis la guerre, a donc causé le renchérissement de la vie en provoquant l'accroissement de la demande de marchandises au moment où l'offre se raréfiait, par suite des circonstances, et en amenant la dépréciation progressive du papier-monnaie dont elle réduisait chaque jour le pouvoir d'achat.

Si le spectacle des malheurs du prochain pouvait nous consoler de notre propre infortune, nous n'aurions qu'à jeter un coup d'œil sur les autres pays pour constater que les mêmes causes y ont produit les mêmes effets et qu'on y déplore également la cherté de la vie.

Sans doute la hausse n'a pas sévi partout avec la même violence, mais elle ne s'en présente pas moins actuellement sous l'aspect d'un phénomène absolument général. Il n'est pour ainsi dire aucun Etat important qui ait complètement échappé à la contagion, pour la raison très simple qu'il n'y en a aucun qui, pour un motif ou pour un autre, n'ait considérablement augmenté son stock monétaire d'avant la grande guerre.

Peu importe d'ailleurs la forme sous laquelle cet accroissement a pu se manifester. Chez les belligé-

rants, émission de papier-monnaie ou inscriptions de crédit; chez les neutres, afflux d'or provenant d'exploitations particulièrement rémunératrices et d'un change exceptionnellement favorable; le résultat a toujours été le même : les moyens d'achat plus nombreux ont amené une demande plus active et la surabondance des instruments de paiements en a causé la dépréciation.

L'exemple de la France est donc pleinement confirmé par celui des autres pays, et les faits que nous avons observés sont suffisamment généraux et suffisamment caractéristiques pour nous permettre d'attribuer à l'inflation monétaire la plus grande partie de la hausse générale des prix.

Cette conclusion semble s'imposer; mais, puisque nous faisons le procès de l'inflation, il est de toute justice de mettre encore à sa charge plusieurs autres méfaits qui n'ont été que la conséquence du premier et qui sont donc également imputables à l'accroissement exagéré de notre stock de papier-monnaie.

Comment ne pas lui reconnaître, en effet, une grande part de responsabilité dans ce qu'on a appelé, selon les expressions chères à notre époque, « la vague de paresse » et la « vague d'improbité », et dans le malaise qui pèse actuellement sur notre industrie et sur notre commerce ?

Comme pendant la Révolution et comme d'ailleurs dans toutes les périodes troublées, les brusques variations de valeurs, la rapide ascension des prix de toutes les marchandises ont favorisé la spécu-

lation et l'agiotage. On s'est habitué à réaliser sans peine en peu de temps, des profits dépassant les rêves les plus dorés, et on en est arrivé à considérer le travail comme un procédé de gain suranné, réservé aux naïfs.

On a vu tant de gens, sans profession définie, sans talent, sans aptitudes spéciales, édifier en quelques mois des fortunes invraisemblables, qu'il paraît presque ridicule de « peiner » toute une existence pour arriver à acquérir « sur ses vieux jours » une modeste aisance (s'il est permis toutefois d'employer un tel mot pour caractériser la situation de ces petits rentiers, de ces humbles propriétaires qui depuis cinq ans sont soumis aux plus navrantes privations).

Les enrichissements trop rapides qui ont coïncidé avec tant de misères sont évidemment presque immoraux.

Ils révoltent d'autant plus, que la discrétion n'est pas la vertu principale des profiteurs de la guerre. Comme le disait M. d'Eichthal, à la Société d'Economie politique de Paris (1), « nous ne demandons pas la tête des nouveaux riches..., mais nous demandons qu'ils la montrent un peu moins ».

Si c'est souvent un spectacle regrettable au point de vue esthétique, c'est certainement toujours un spectacle malsain, peu fait pour encourager au travail l'ensemble de la population ouvrière et en particulier ces millions de démobilisés qui ne peu-

(1) Séance du 5 juillet 1920.

vent se défendre de certaines comparaisons assurément troublantes et de certains rapprochements vraiment exaspérants.

De là des récriminations, des revendications, des grèves, dans le but d'obtenir des salaires de plus en plus élevés pour des journées de plus en plus courtes et de moins en moins productives.

Comme le disait sir Henry Morris (1), « les ouvriers étant capables de bien vivre avec une journée de travail plus courte, insistent pour travailler un nombre d'heures moindre chaque semaine et diminuent ainsi considérablement le rendement de leur travail ».

Ils ne comprennent malheureusement pas que toutes les majorations d'appointements reposent sur une lamentable équivoque et que, quel que soit le nombre de francs inscrits sur les billets de banque touchés à la fin de la semaine, la valeur réelle de ces instruments monétaires ne peut correspondre qu'à la quantité de marchandises réellement produite.

M. Morét écrivait avec raison, en 1919 (2) : « Quelle que soit la valeur nominale d'une heure de travail, la journée de six heures ne saurait procurer une large existence à la société, même si les 500.000 rentiers de France se joignaient aux quelques 35 millions de membres de la classe des travailleurs. . . . Pour que les intéressés puissent se rendre compte

(1) *Revue économique internationale*, juin 1920.

(2) *Revue d'Économie politique*. Année 1919.

de la « vraie » valeur du travail... , il faudrait qu'ils eussent à pourvoir directement aux besoins des leurs. Chaque chef de famille verrait alors qu'il est devenu impossible d'assurer le bonheur familial en ne peinant qu'un court instant à l'intention de chaque personne dont on a la charge depuis la disparition du Paradis Terrestre ».

Le spectacle déprimant des fortunes trop rapidement édifiées, à la faveur des perturbations économiques, et les funestes illusions créées par la surabondance des signes monétaires ont donc été pour beaucoup dans l'apparition de cette « vague de paresse » dont on a tant parlé.

Quant à la « vague d'improbité », il n'est malheureusement que trop évident qu'elle a submergé la conscience d'un très grand nombre d'individus.

Il serait superflu de rappeler les spéculations malhonnêtes dont les journaux nous entretiennent si fréquemment; les malversations et le honteux trafic auxquels a donné lieu la liquidation des stocks; les nombreux « scandales des charbons, des rhums, des farines, des vins, des mistelles, des cuirs », dont les lamentables détails ont été maintes fois révélés au cours des débats parlementaires.

Comme nous l'avons vu, à plusieurs reprises, ces vastes escroqueries sont la conséquence habituelle des désordres causés par des émissions exagérées de papier déprécié, mais, sans même parler de ces vols qualifiés, ne doit-on pas signaler un certain affaiblissement de la notion d'équité et de probité; ne doit-on pas déplorer cet esprit de lucre qui s'est emparé

de certaines personnes naguère généreuses et désintéressées ?

Est-il besoin de rappeler la spéculation difficilement qualifiable dont le plus modeste logement fait actuellement l'objet dans toutes nos grandes villes ?

Est-il besoin de signaler ces multiples combinaisons que proposent sans vergogne les heureux détenteurs d'appartements vacants et qui constituent de véritables indécitesses pour ne pas employer un mot plus énergique et plus justifié ?

Tout cela provient évidemment des brusques changements de valeur qui ont pour origine l'inflation fiduciaire.

Le commerce et l'industrie en ont encore plus gravement ressenti les funestes effets.

Les négociants, qui durant plusieurs années ont été les rois du marché, n'ayant qu'à demander pour recevoir, et considérant encore leurs clients comme des obligés, ne veulent pas se réadapter aux conditions raisonnables d'un commerce normal. Ils entendent conserver leurs gros profits, leurs gains extravagants qui n'avaient plus rien de commun avec « l'honnête bénéfice » dont ils se contentaient jadis.

Pensant que l'ascension des prix ne pourrait être enrayée que dans un avenir encore très éloigné, ils avaient imprudemment consacré toutes leurs disponibilités à l'achat de marchandises dont ils comptaient se défaire, le moment venu, aux conditions qu'il leur plairait d'imposer à leur facile clientèle.

De là, cette résistance désespérée opposée à une

baisse, maintenant exigée par l'opinion publique ; de là, ces protestations contre une réduction de la circulation monétaire qui amènerait fatalement le retour des prix modérés et diminuerait par conséquent, dans de larges proportions, la marge des bénéfices.

N'a-t-on pas entendu récemment des commerçants réclamer à grands cris une nouvelle émission de 3, et même de 10 milliards de papier-monnaie qui devait leur permettre d'obtenir de nouveaux crédits et de maintenir les hauts prix en conservant leurs stocks pendant la « grève des acheteurs » ?

Cette criminelle folie, qui aurait fatalement aggravé la situation économique du pays tout entier, ne pouvait apporter aux mercantis qu'un secours illusoire. Contrairement à la boutade d'un humoriste, la « planche à billets n'était pas, dans la circonstance, la planche de salut ». On ne résiste pas plus aux lois économiques qu'aux lois psychologiques ; elles prennent toujours tôt ou tard leur revanche.

Tous les moratoria ont une fin, même celui qui suspend durant quelques mois le règne du bon sens.

Après avoir dit : « Hâtons-nous d'acheter avant une nouvelle hausse », on a dit un beau jour : « Cela ne peut pas durer ; attendons pour acheter la baisse inévitable », et l'on sait qu'autant on s'empresse d'accumuler les marchandises quand on pressent la hausse, autant on exagère la prudence et l'on restreint ses emplettes au strict minimum dès qu'on parle de baisse.

Aussi, a-t-on souvent répété qu'il suffisait de croire à la baisse pour qu'elle commence à se réaliser.

Voilà bien les effets de l'intervention du facteur

psychologique dont M. le Professeur Gonnard signalait la puissance, quand il écrivait en 1916, dans la *Revue d'Economie politique* : « Les plus importantes « réalités économiques « sont d'ordre psychologique, « et c'est avec la psychologie qu'il faut toujours « compter ». (1)

L'ignorance de cette précieuse vérité coûtera certainement fort cher à nombre de commerçants et d'industriels qui, précisément dans leurs prévisions, ont négligé de tenir compte du facteur psychologique.

Il faudra bien qu'ils expient leur erreur, et, s'ils veulent éviter la ruine menaçante, qu'ils se décident à vendre, à petits bénéfices ou même à perte, les marchandises achetées ou fabriquées à des prix exagérés.

Mais, la baisse provoquée par le brusque revirement que nous avons vu se produire dans l'esprit du public ne saurait s'accroître, ni même peut-être persister, sans un assainissement de notre circulation monétaire.

Les commerçants qui se trouvent dans l'obligation de réaliser une grande partie de leur stock, pour faire face à leurs échéances et parer à la faillite imminente, réduisent évidemment leurs prétentions pour attirer la clientèle, subitement récalcitrante ; mais les agriculteurs qui savent qu'on ne peut se priver de leurs produits et « qu'on ne boude guère contre son ventre », maintiendront les prix élevés tant qu'on leur offrira

(1) GONNARD, Professeur à la Faculté de Droit de Lyon : *l'Economie Politique et la Guerre*. *Revue d'économie politique*. Année 1916, page 382.

en paiement une monnaie dépréciée, et, tant que la masse des acheteurs aura à sa disposition une surabondance d'instruments monétaires, elle en passera par les exigences des cultivateurs.

Mais, d'autre part, si les cours des denrées de première nécessité demeurent aussi élevés, les ouvriers ne cesseront pas de réclamer des salaires exorbitants, et comme ces salaires exorbitants s'appliqueront à des journées de plus en plus réduites, le prix de revient des marchandises ne pourra guère baisser. Si les acheteurs, qui attendent de sensibles diminutions, persistent dans leur abstension actuelle, les industriels fermeront leurs usines.

Voilà comment on peut assister à ce spectacle lamentable et paradoxal d'une crise de chômage coïncidant avec une sous-production presque générale.

Pendant toute la guerre, on ne parlait que de l'effort considérable qui s'imposerait dès la cessation des hostilités pour réparer tant de ruines. L'armistice est arrivé ; 1.500.000 hommes ont péri, des centaines de mille n'ont plus qu'une capacité de travail réduite ; un dixième de la France en surface, un cinquième peut-être en richesse est dévasté... et l'on chôme !

Il est hors de doute que, si depuis six ans, on n'avait pas émis une quantité aussi considérable de papier-monnaie, l'Etat n'aurait pas pu payer aux industriels et aux employés de ses usines de guerre des sommes aussi extravagantes ; les industriels, obligés de maintenir leurs frais généraux dans de sages limites, comme en temps ordinaire, n'auraient pas pu

accorder des salaires aussi exagérés, les commerçants, ayant à compter avec la possibilité d'achat de leur clientèle, n'auraient pas songé à émettre des prétentions exorbitantes; il n'y aurait pas eu une semblable rupture d'équilibre entre la production et la consommation; le renchérissement de la vie n'aurait pas atteint de semblables proportions; la population ouvrière n'aurait pas été amenée à exiger une rémunération aussi peu en rapport avec le travail fourni et les valeurs réellement créées; les industriels pourraient fabriquer pour le public à des prix raisonnables; le public achèterait selon ses besoins; il n'y aurait pas de chômage, (et, peut-on ajouter), la guerre n'aurait pas coûté 150 milliards (1); nous ne succomberions pas sous des charges fiscales plus lourdes que celles imposées à l'ennemi vaincu; en un mot, nous ne connaîtrions pas les difficultés au milieu desquelles nous nous débattons en ce moment.

Devant ces constatations, on est vraiment tenté de reprendre à son compte l'affirmation de M. de Montalivet et de dire après lui: « Le papier-monnaie est le plus grand fléau des nations; il est au moral ce que la peste est au physique » (2).

(1) Dans un article publié par *Le Correspondant* d'octobre 1918, sous le titre de « Théorie et pratique du gaspillage », M. BIARD D'AUNET estime que le quart des dépenses totales effectuées par l'État depuis le début des hostilités, soit environ 40 milliards, auraient pu être facilement évitées, et il déclare que « la guerre nous a rendu le service de mettre en évidence le « mécanisme » du gaspillage en nous le montrant en pleine activité et plein rendement ».

(2) Circulaire du 25 octobre 1810 de M. de MONTALIVET parlant au nom de Napoléon 1^{er}.

On lisait dans *l'Economiste* du 17 juillet 1920, à propos des émissions inconsidérées de billets de banque : « Chacun sait que, comme la morphine, ce remède empirique s'il calme la douleur, c'est-à-dire les préoccupations des Ministres des Finances, ne guérit pas le mal et l'aggrave en le masquant ».

Nous avons vu à quel point on a abusé de « ce remède empirique » et dans quelles proportions « le mal » s'est aggravé ; il est évident qu'il faut de toute nécessité le conjurer sans retard.

L'Etat doit, bien entendu, s'interdire tout nouvel emprunt à la Banque de France, et le parlement doit se refuser obstinément à voter toute nouvelle mesure, ayant pour effet de repousser encore la limite des émissions actuellement fixée au chiffre fantastique de 43 milliards.

Le 28 septembre 1790, alors que Mirabeau s'efforçait de décider les membres de la Constituante à voter une nouvelle émission d'assignats qui devait consacrer l'adoption du papier-monnaie, l'abbé Maury agitait dans ses mains des billets de la banque de Law conservés « pour l'instruction de la postérité, comme les balises placées sur les écueils pour perpétuer le souvenir d'un grand naufrage » ! Nos députés et nos sénateurs pourraient peut-être utilement renouveler, à l'occasion, ce geste éloquent et salutaire, en brandissant quelques-uns de ces assignats soigneusement recueillis dans la succession de nos arrière-grands-parents.

Mais il ne suffit pas d'enrayer les progrès de l'inflation, il faut encore songer à réparer les erreurs

commises et à réduire le volume de la circulation fiduciaire.

Le problème a naturellement attiré l'attention des économistes — amateurs ou professionnels —, des financiers... et des utopistes. Il a fait l'objet de savants rapports et d'intéressantes discussions aux « assises internationales financières » tenues à Bruxelles en septembre 1920.

Nous ne saurions entrer dans les détails des moyens envisagés, des systèmes proposés pour réduire l'inflation; une semblable entreprise dépasserait les limites assignées à la présente étude. Nous nous bornerons donc à rappeler très sommairement les solutions envisagées au cours de ces derniers mois.

IL EST URGENT DE RÉDUIRE L'INFLATION. —

COMMENT Y PARVENIR.

Lorsqu'on a parlé de la nécessité de restituer à la Banque de France les milliards de billets avancés depuis 1914, la première idée venue à l'esprit des « braves gens qui ne sont ni politiciens, ni discoureurs », a été qu'on devait commencer à prélever les sommes indispensables dans les coffres des profiteurs de la guerre, en obligeant ceux qui avaient bénéficié de ces émissions exagérées, ceux qui s'étaient enrichis sur les malheurs publics, à restituer une partie de leurs gains anormaux.

On s'attendait à des révisions de comptes; mais

les mois ont passé, et les « nouveaux-riches » (qui n'ont pas compromis leur situation par de nouvelles spéculations moins heureuses que celles du temps de guerre), jouissent toujours en paix de leurs immenses fortunes.

Jadis, Napoléon, après chacune de ses grandes guerres, donnait 24 heures aux fournisseurs de l'armée « pour rendre gorge ». Les délais dans lesquels on pouvait agir efficacement contre les profiteurs de la grande tourmente ne sont-ils pas maintenant sur le point d'expirer ?

Alors ! il faudra donc s'adresser à l'ensemble des contribuables.

On dira évidemment que chacun récupérera automatiquement le nouvel impôt payé à l'Etat puisque les billets qui lui resteront vaudront forcément plus qu'auparavant ; le papier-monnaie, naguère si déprécié, retrouvera, en effet, son pouvoir d'achat à mesure que diminuera la funeste inflation. Mais en attendant, il faut toujours déboursier des sommes considérables, et n'est-on pas arrivé à l'extrême limite de l'effort fiscal ?

Si le gouvernement ne peut plus rien prélever sur nos revenus, devra-t-il donc se tailler une part dans notre capital ? (1)

(1) Certains journaux *l'Information*, *l'Action Française*, etc.,) ont même annoncé en février 1921 que les bureaux du Ministère des Finances nous préparaient déjà la fâcheuse surprise d'un impôt sur le capital. La nouvelle a été, il est vrai, immédiatement démentie.

Grave question. Dangereuse mesure dont on devine sans peine les déplorables conséquences.

Sans parler de l'odieuse inquisition que supposerait l'exécution d'une semblable décision, on peut se demander comment on arriverait à réaliser une notable partie du capital du pays, sans provoquer de nouvelles perturbations et de nouveaux désordres dont on n'a, certes, pas besoin en ce moment !

Dans la fortune de la France, les terres cultivables et les immeubles figuraient, avant la guerre, pour une centaine de milliards. Ils représentent évidemment beaucoup plus à l'heure actuelle. On ne pourrait pas vendre une partie considérable de ces biens sans en entraîner la dépréciation, et, si l'Etat se contente de les grever d'une hypothèque à son profit, il n'en retirera pas d'argent, si ce n'est en un nombre d'annuités qui ne pourront être payées que très lentement.

D'autre part, prélever une notable partie des capitaux mobiliers ne serait-ce pas gêner considérablement les commerçants, supprimer les industries de luxe et réduire au chômage un grand nombre d'ouvriers et d'employés ?

L'heure est vraiment mal choisie pour susciter de nouvelles difficultés au commerce et à l'industrie.

Ne pourrait-on pas alors recourir à l'émission d'un billet international dont les exemplaires seraient répartis par la Société des Nations et serviraient aux pays débiteurs à régler leurs échanges ? Notre situation économique serait améliorée, nos charges seraient allégées et l'assainissement de notre circu-

lation monétaire pourrait être plus facilement entreprise (1).

Oui, mais comme le faisait remarquer M. Rist, dans *La Revue d'Economie Politique*, en 1919, les pays créanciers qui sont en l'espèce l'Angleterre et les Etats-Unis sont trop convaincus de l'exactitude de la Théorie quantitative de la monnaie pour accepter la création de nouveaux instruments de paiement qui ne pourraient qu'aggraver encore l'inflation fiduciaire et provoquer une nouvelle ascension des prix.

Ce n'est pas au moment où leur principale préoccupation est précisément d'atténuer chez eux cette inflation fiduciaire qu'ils se laisseront persuader de l'accroître au contraire pour nous être agréables. Le billet international pourrait être adopté dans l'avenir si les avantages en devaient être réciproques, mais ce n'est pas le cas à l'heure actuelle. Et M. Rist concluait avec raison « qu'aucune combinaison impliquant création d'un seul centime de papier-monnaie — national ou international — n'était plus admissible maintenant pour rétablir nos finances ».

Restent alors les crédits internationaux dont il a été longuement question à la conférence de Bruxelles.

Plusieurs projets ont été présentés, notamment par MM. Delacroix et Ter Meulen (2).

(1) La création d'un billet international a été préconisée par M. NOGARO dans *Le Monde Nouveau*, n° de juin 1919.

(2) Le compte rendu des travaux de la conférence de Bruxelles a été donné par *La Revue Économique internationale*, n° d'octobre 1920.

L'idée centrale commune à toutes ces combinaisons est de constituer dans chaque pays un réservoir de richesses réelles données en gage qui puisse à défaut d'étalon d'or servir de support à des transferts de capitaux étrangers. Un organisme international serait formé pour examiner les demandes de crédit et apprécier la valeur des garanties offertes.

Mais de sérieuses objections ont été immédiatement soulevées. Le Vice-Président Celier disait : « Chaque Etat ayant engagé sa signature au delà de ses besoins propres et donné sa garantie à des contrats dont la stricte exécution ne dépend pas de lui seul, perdrait un peu de son autonomie que, dans les circonstances actuelles, il est particulièrement jaloux de conserver. Soit à titre immédiat, soit tout au moins à titre éventuel, de nouveaux impôts pourraient devenir nécessaires, et, si réel que soit le sentiment de la solidarité internationale, on peut douter que cette perspective soit volontairement acceptée par les pays dont le concours à l'opération serait le plus indispensable ».

La solidarité internationale pourrait être assez forte cependant pour que les Etats, qui ont le moins souffert de la guerre et en ont pourtant retiré les plus réels profits, vinssent au secours de ceux qui, dans l'intérêt commun, ont supporté toutes les ruines et toutes les dévastations.

Dans les divers projets présentés à la Conférence de Bruxelles, les pays emprunteurs devaient faire connaître les garanties qu'ils voulaient affecter à la

sécurité du crédit demandé; il semble que la France, sans rien engager de son patrimoine et sans rien perdre de sa souveraineté, pourrait offrir en garantie une partie de sa créance sur l'Allemagne. Cette créance est basée sur des droits désormais imprescriptibles et les nations qui, au point de vue financier, seraient en mesure d'en faciliter la réalisation, pourront difficilement oublier les conditions dans lesquelles elle a été obtenue par « la Dame de Verdun ».

Comme le disait M. Henri Welschinger à l'Académie des Sciences morales et politiques, le 8 novembre 1919 : « La masse des Français est une masse laborieuse, honnête, patriotique, courageuse; elle a fait preuve durant la dernière guerre d'une énergie et d'une endurance admirables qui ont enthousiasmé et surpris le monde entier. Elle mérite le calme, l'ordre, la facilité de vivre, la prospérité ».

Or, ces biens précieux ne lui seront réellement rendus que le jour où l'on aura réparé les perturbations de la vie économique, et nous savons que la principale source de ces perturbations a été précisément l'inflation fiduciaire.

Quels que soient les moyens employés pour y parvenir, l'assainissement de notre circulation monétaire doit donc être entrepris sans retard; c'est la condition essentielle de notre relèvement économique.

La conférence de Bruxelles, après avoir indiqué les lamentables conséquences de l'inflation fidu-

ciaire (1), signalait les dangers d'une trop rapide déflation.

Sans doute, les transitions sont toujours nécessaires ; alors même que l'opération pourrait être exécutée, ce serait folie de vouloir ramener du jour au lendemain notre stock monétaire à son volume d'avant guerre.

S'il était permis d'employer une comparaison dépourvue de noblesse, mais non peut-être d'exactitude, nous rappellerions qu'on ne saurait priver brusquement un alcoolique de son poison favori, sans l'exposer à de nouveaux troubles qui compromettraient gravement la guérison cherchée.

Mais nous n'avons malheureusement pas à redouter maintenant les inconvénients d'une trop rapide déflation. Qu'on se mette d'abord à l'œuvre, qu'on commence à réduire les proportions extravagantes de cette funeste inflation, et il sera toujours temps de modérer, s'il en est besoin, le zèle des ministres des finances qui consacreront leurs efforts à cette louable et urgente besogne.

L'Histoire rapporte que le 19 février 1796, la « Planche à assignats » fut solennellement brisée sur la place Vendôme. Nous ne demandons pas que l'on

(1) On peut relever l'affirmation suivante dans les conclusions des travaux de la conférence : « Partout où l'augmentation de la circulation a été obtenue au moyen d'une nouvelle inflation, on a assisté à une hausse constante des prix et des salaires, entraînant sans cesse un accroissement de l'inflation, d'où déséquilibre dans toutes les affaires, augmentation progressive du coût de la vie, dislocation du marché des changes et malaise inévitable dans le monde du travail ».

détruise « la presse à billets », (le papier-monnaie, émis en quantité raisonnable peut rendre et a d'ailleurs rendu à tous les peuples civilisés les plus précieux services); mais nous serions heureux que se réalisât sans trop tarder le vœu de M. François-Marsal et « que les premiers billets de banque, « représentant les premiers milliards remboursés à « la Banque de France fussent bientôt amenés place « de la Concorde et brûlés publiquement devant la « foule amassée ! . . . » (1).

(1) Déclaration faite à des journalistes en octobre 1920, par M. François MARSAL, Ministre des Finances.

Vu :

Lyon, le 1^{er} mars 1921,
Le Président du Jury de la Thèse,
Signé : René GONNARD.

Vu :

Lyon, le 18 mars 1921,
Le Doyen de la Faculté,
Signé : L. JOSSERAND.

Permis d'imprimer,
Lyon, le 18 mars 1921.
Le Recteur de l'Académie.
Pour le Recteur et par délégation :
Le Vice-Président du Conseil de l'Université,
Signé : L. JOSSERAND.

BIBLIOGRAPHIE

I

- ARNAUNE. — La Monnaie, le Crédit et le Change.
AUPETIT. — Essai d'une théorie générale de la monnaie.
BODIN. — Réponse aux Paradoxes de M. de Malestroit touchant l'enchérissement de toutes choses et le moyen d'y remédier. — (Edition Gabriel Cartier, M. D. XCIX).
CHARBIN. — La Vie chère. — Thèse, Lyon, 1912.
DUBOIS. — Histoire des doctrines économiques dans leurs rapports avec les faits et les institutions.
FÉVILLE (A. de). — La Monnaie.
GIDE, — Cours d'Economie politique. 1918-1919.
GIGNOUX. — L'Arsenal de Roanne et l'Etat industriel de Guerre. Thèse, Lyon, 1920.

II

Articles et rapports parus dans les périodiques.

- ARNAUNE. — Rapport sur les observations présentées au cours de la discussion sur la hausse des prix. — Compte rendu des séances de l'Académie des Sciences morales et politiques. — Année 1919.
AYNARD. — Rapport sur les principaux faits économiques de l'année. — Compte rendu des Séances de la Société d'Economie politique de Lyon. — Années 1917-1918 et 1918-1919.
BARRAULT. — Le sens et la portée des théories antiquantitatives de la monnaie. — *Revue d'histoire des doctrines économiques*. — 1918.

- BOUVIER, (Professeur à la Faculté de Droit de Lyon). — Rapport sur la hausse des prix. — Compte rendu des Séances de la Société d'Economie politique de Lyon. — Année 1916 (10 mars).
- COIGNET. — Rapport sur la hausse des prix. — Compte rendu des Séances de la Société d'Economie politique de Lyon. — 1918 (1^{er} mars).
- DECAMPS. — La Guerre et les finances de la France. — Conférence faite à l'Ecole polytechnique, le 2 mai 1918. — (Publiée par la *Revue d'Economie politique*. — Année 1918).
- DELORE. — Rapport sur la circulation monétaire. — Compte rendu des Séances de la Société d'Economie politique de Lyon. — Février 1919.
- DUPEURAT. — La hausse des prix et les moyens d'y remédier. — *Expansion Economique*. — Janvier 1920.
- GIDE. — Influence de la guerre sur les prix. — *Revue d'Economie politique*. — Année 1915.
- LACHAPELLE. — Le renouvellement du privilège de la Banque de France. — *Revue d'Economie politique*. — Année 1918.
- LACHAPELLE. — Notre situation financière. — *Revue d'Economie politique*. — Année 1919.
- LACHAPELLE. — Les Finances britanniques après la Guerre. — *Revue de Paris*. — Année 1919.
- LACHAPELLE. — La Hausse des prix. — *Revue de Paris*. — Année 1919.
- LIESSE. — La situation financière de l'Allemagne. — *Economiste français*, du 17 juillet 1920.
- MARION. — La question du papier-monnaie en 1790. — *Revue historique*. — Année 1918.
- MARION. — Le retour aux prix normaux sous la Révolution après la disparition du Papier-Monnaie. — (Compte rendu des Séances et Travaux de l'Académie des Sciences morales et politiques. — Décembre 1919).
- MOURRE. — Les causes de la hausse des prix. — *Revue d'Economie politique*. — Année 1919.
- NOGARO. — Les Phénomènes monétaires et la théorie de la monnaie. — *Revue économique internationale*. — Octobre 1920.

- RAFFALOWICH. — Problèmes monétaires : Le Bolchevisme.
— *Economiste*. — 1919.
- RIST. — La circulation monétaire française et le mouvement
des prix. — *Revue d'Economie politique*. — Année 1914.
- RIST. — Nouvelles et notices, dans la *Revue d'Economie po-
litique*. — Années 1914-15-16-17-18-19 et 20.
- SOUCHON. — Rapport à la Société d'Economie politique de
Paris. — Janvier 1916.
- VERGEOT. — Le Papier-Monnaie en Turquie pendant la
Guerre. — *Revue d'Economie politique*. — Année 1919.

III

et, en général, renseignements fournis par les journaux et
revues ci-après :

Bulletin de Statistique et de Législation comparée.
Economiste français.
Journal des Economistes.
Journal de la Société de Statistique de Paris.
Revue d'Economie politique.
Revue économique internationale..... etc., .. etc....

TABLE DES MATIÈRES

Introduction.....	5
-------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

LA VIE CHÈRE DANS LE PASSÉ

Les afflux de métaux précieux et la hausse des prix.....	12
La vie chère au XVI ^e siècle. Bodin et la théorie quantitative	12
La théorie quantitative après Bodin	19
Les métaux précieux et les prix au XIX ^e siècle.....	24
L'accroissement de la circulation fiduciaire et le renchérissement de la vie.	
Le papier-monnaie et les prix.....	30
Le papier-monnaie aux États-Unis pendant la guerre de l'Indépendance	32
Le papier-monnaie sous la Révolution française.	
Les assignats	34
Le papier-monnaie américain durant la guerre de Sécession	56

DEUXIÈME PARTIE

LA CRISE ACTUELLE

Le renchérissement de la vie depuis la guerre. Prix de 1914 et prix de 1920.....	64
Les vivres (viande).....	64
Les autres denrées usuelles	69
Légumes	71
Le combustible	76

Le logement.....	77
La toilette.....	78
Les métaux.....	81
Le superflu et l'imprévu.....	82
Application : le budget familial.....	85
L'inflation fiduciaire principale cause de la hausse des prix.....	91
La politique financière de l'État durant la guerre.	
Exagération des emprunts à la Banque de France.	91
Exagération des paiements de l'État. Prodigalité de l'administration envers les fournisseurs de la guerre.	99
Le cercle vicieux.....	105
La hausse des salaires contre la hausse des prix. Un remède qui aggrave le mal.....	109
Examen des objections contre l'existence de l'inflation fiduciaire ou le rôle qu'on lui attribue dans l'ascension des prix....	123
Les émissions de billets répondaient à un besoin de monnaie ; il n'y a pas d'inflation fiduciaire.....	124
Le billet de banque n'a subi aucune dépréciation, malgré l'abondance des émissions.....	138
La hausse des prix sévit dans des pays où l'on ne constate pas d'inflation monétaire.....	141
Exemple de l'Angleterre.....	141
Exemple des pays neutres.....	153

CONCLUSION

L'inflation fiduciaire principale cause de nos difficultés actuelles (Vie chère, marasme du commerce et de l'industrie, chômage).....	162
Il est urgent de réduire l'inflation. Comment y parvenir.....	179
Bibliographie.....	187

